

# inprecor

## GUERRE

**Victoire  
états-unienne  
aux  
lendemains  
incertains**



● **Succès électoral  
rouge en Écosse**

● **Les syndicats  
britanniques  
et le renouveau  
de la gauche**

● **Algérie, Argentine, Cuba...**

## Écosse

« Le SSP devient une force politique nationale » Murray Smith 3

## Grande-Bretagne

Premiers succès électoraux de la gauche radicale anglaise J. M. 6  
Le mouvement syndical et la crise de représentation politique entretien avec P. Sikorski 6

## Guerre

Une victoire aux lendemains incertains Jan Malewski 9

## Arabie Saoudite

La Maison Saoud ou le client insatisfait Eva Cheng 21  
Retrait militaire US d'Arabie Saoudite J. M. 22

## Argentine

Succès électoral des classes dominantes Eduardo Lucita 23  
Un 1<sup>er</sup> mai unitaire E. L. 24  
Solidarité avec les usines remise en marche par les travailleurs IV<sup>e</sup> Internationale 24

## Algérie

Situation politique et tâches des socialistes SN du PST 25

## Chine

Libérez Yao Fuxin et Xiao Yunliang IV<sup>e</sup> Internationale 28

## Cuba

L'escalade Janette Habel 29  
Le recours à des méthodes répressives rend plus difficile la solidarité IV<sup>e</sup> Internationale 30  
Dynamique et problèmes de la révolution Antonio Moscato 31

## Notes de lectures

"Le siècle soviétique" de Moshe Lewin Jan Malewski 34  
"Le nouvel internationalisme" de Daniel Bensaïd Michael Löwy 35

## Union européenne / retraites

La bourgeoisie européenne n'aime pas la répartition Michel Husson 36

## Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.  
Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

**Rédaction et administration :**  
PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail :

[inprecor@wanadoo.fr](mailto:inprecor@wanadoo.fr)

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

**Imprimé** par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

**Diffusé** dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21<sup>er</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

## A nos lectrices et lecteurs !

La préparation du n° 482 d'*Inprecor* a pris un tel retard, que nous avons décidé de la dater de mai-juin et non, comme prévu, de mai... C'est pourtant un numéro simple, car nous n'avons pas abandonné l'espoir de vous fournir votre mensuel... mensuellement ! Nous essayerons donc de faire paraître en juin, juillet et août un numéro mensuel de 36 pages et un numéro double, pour reprendre à la rentrée un rythme mensuel plus régulier. En espérant que, malgré une régularité quelque peu cahotante, vous trouvez des satisfactions à la lecture de votre *Inprecor*...

## Abonnement

(11 numéros)

- France - DOM-TOM -
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois)  55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois)  71 EUR (1 an)
- Pli fermé 48 EUR (6 mois)  90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

Tél./Fax/E-mail : .....

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

**Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).**

# « Le SSP devient une force politique nationale »

Par  
Murray Smith\*

Les élections au Parlement autonome écossais ont eu lieu le 1<sup>er</sup> mai (1). L'événement du scrutin a été la percée des petits partis et des indépendants à gauche du *Labour*, et surtout du Parti socialiste écossais (SSP), formation de la gauche anticapitaliste radicale. « *Un choc pour le système* » titrait le quotidien *The Herald*. Le *Times* de Londres estimait que « *L'Écosse entre dans une ère politique nouvelle* ». Avec 7,68 % des suffrages, le SSP obtient 6 sièges. Les Verts, avec 6,7 %, ont 7 sièges (2). Il y a en plus quatre indépendants (3). La percée de ces candidats montre la désertion des partis traditionnels par une frange de l'électorat à la recherche d'une alternative à gauche. Autre signe du rejet de la crise de représentation politique, seulement 48 % des électeurs se sont déplacés.

## Désaffection pour le Labour et le SNP

Le Parti travailliste (*Labour Party*), au pouvoir à Édimbourg comme à Londres, s'il évite la catastrophe qui semblait possible au moment de la guerre contre l'Irak, sort affaibli de ce scrutin. La lente érosion de sa base électorale se poursuit. Avec 34,9 % des suffrages (39 % en 1999) il perd six sièges, pour se retrouver avec 50 (sur 129). Mais le grand perdant est le principal parti d'opposition, le Parti national écossais (SNP, indépendantiste). Avec 23,8 % (29 % en 1999) il passe de 35 à 27 sièges. Les deux autres partis de la « *bande des quatre* » du monde politique écossais, les libéraux-démocrates, partenaires au gouvernement avec les travaillistes, et les conservateurs, sont restés stables avec respectivement 17 et 18 sièges.

Si le gouvernement d'Édimbourg présidé par Jack McConnell a su se démarquer de celui de Tony Blair sur certaines questions (gratuité des études supérieures, soins des personnes âgées) il poursuit néanmoins une politique néolibérale de privatisations et d'attaques contre les services publics. Et en

Écosse comme en Angleterre, le Parti travailliste a soutenu la guerre. La coalition travailliste/libéraux-démocrates conserve de justesse la majorité (avec 67 sièges), mais les libéraux-démocrates réclament davantage de ministères. La presse écossaise avait spéculé sur une participation des Verts au gouvernement. Celle-ci a été exclue — pour le moment — par le leader du parti, Robin Harper. En effet, une telle participation risquait de provoquer trop de tensions dans le groupe parlementaire Vert, assez hétérogène, et dans le parti. Mais les déclarations de Harper laissent présager un soutien extérieur. Ces propos concernant les rapports de



son parti avec le pouvoir sont d'ailleurs assez pittoresques. « *C'est pour nous une expérience nouvelle. Nous pourrions être en train de naviguer dans des eaux infestées par des requins. Nous ne voulons pas laisser traîner nos pieds dans l'eau pour qu'on nous les mange dès l'entrée de jeu* » (4).

Le SNP se trouve devant des choix difficiles. Au début des années 1990, sous son ancien dirigeant, Alex Salmond, le parti indépendantiste s'était positionné nettement à gauche, et il commençait à mordre sur la base populaire du Parti travailliste. Par la suite il s'est recentré à droite, surtout dans

la perspective — illusoire en l'occurrence — de gagner les élections de 1999. Ce cours s'est accéléré depuis 2001 sous la direction du pâle technocrate John Swinney, à l'avenir politique maintenant incertain. Le parti est néanmoins resté à gauche du *Labour* sur certaines questions, comme les services publics et la guerre. Pourtant il est en train d'échouer, par sa propre évolution et par l'impact de la montée de SSP, à se présenter comme une alternative de gauche capable de concurrencer le Parti travailliste dans l'électorat populaire. Sans réussir non plus à devenir, comme le voudrait sa propre aile droite, le chantre d'une Écosse néolibérale, suivant l'exemple irlandais d'une économie et d'un marché du travail dérégulés, et cherchant à attirer des capitaux étrangers.

Le SNP perd donc en ce moment sur les deux tableaux et devra redéfinir une stratégie. Par ailleurs, en se recentrant à droite sur les questions économiques et sociales, le parti de Swinney a aussi reculé sur la question de l'indépendance, provoquant l'hypothèse qu'il serait prêt à accepter une autonomie accrue au sein du Royaume-Uni. Ce

\* Murray Smith, militant du Parti socialiste écossais (SSP) et rédacteur de la revue *Frontline* publiée par l'International socialist movement (une tendance révolutionnaire marxiste, à l'origine du projet du SSP), a rejoint la LCR (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) en s'établissant en France. Il a été élu membre suppléant du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale à son dernier Congrès.

1. Créé en 1999, le Parlement écossais dispose d'une large autonomie sur des questions comme l'éducation, la santé, le logement ou l'environnement. Pourtant Londres conserve le contrôle des leviers économiques et fiscaux décisifs.

2. Sur 129 députés, 73 sont élus au scrutin uninominal majoritaire à un seul tour, très défavorable aux petits partis, et 56 à la proportionnelle par listes régionales.

3. Il s'agit d'un travailliste de gauche, Dennis Canavan, déjà élu en 1999 ; Margo MacDonald, figure historique de la gauche indépendantiste, écartée des listes du SNP et élue triomphalement comme indépendante ; Jean Turner, médecin à la retraite présenté par un collectif de défense d'un hôpital menacé de fermeture ; et d'un représentant d'une liste de défense des retraités.

4. *BBC News online*, 5 mai 2003.

## Écosse

qui est tout à fait logique. Un parti qui renonce à contester l'ordre capitaliste ne peut pas se battre de façon conséquente pour l'indépendance. Car celle-ci est rejetée non seulement par le gouvernement de Londres et la classe dirigeante britannique, mais aussi par la grande majorité de la bourgeoisie écossaise, et notamment les puissants milieux de la finance d'Édimbourg, sixième place financière d'Europe. Sur ce terrain aussi le SSP est en train de prendre de vitesse le SNP.

### Percée électorale du SSP

C'est bien la percée du SSP qui a été la plus remarquée dans la presse et les milieux politiques. Le lendemain du 1<sup>er</sup> mai, *The Herald* titrait : « *Le SSP devient une force politique nationale* ». En réalité, sur le terrain social comme dans le mouvement anti-guerre, très massif en Écosse, le SSP était déjà une force nationale. Les élections n'ont fait que le confirmer.

Déjà aux premières élections au Parlement écossais en mai 1999, le SSP, qui n'avait été lancé que quelques mois auparavant, avait créé la surprise. Avec seulement 2 % au niveau national, le parti avait obtenu 7,25 % à Glasgow et décroché un siège. Le député Tommy Sheridan s'est rapidement fait connaître comme porte-parole au Parlement de « *l'Écosse d'en bas* » et de toutes les luttes populaires. La presse et le monde politique ont essayé dans un premier temps de présenter le SSP comme une anomalie et un anachronisme politiques, explicables par la personnalité de Tommy Sheridan et le microclimat politique de Glasgow. La croissance du parti et ses résultats aux élections partielles et aux législatives britanniques de 2001 rendaient cet exercice de plus en plus difficile et les attaques contre le parti redoublaient.

Avec le résultat du 1<sup>er</sup> mai, cela a monté d'un créneau. Wendy Alexander, dirigeante travailliste, a déclaré « *Je connais Tommy Sheridan depuis longtemps et une des pires choses qu'on puisse faire aux salariés est de leur faire des promesses qu'on ne peut pas honorer : c'est quelque chose qui caractérise toute sa carrière politique* ». Il est vrai que

Mme Alexander est une adepte de la social-démocratie postmoderne, qui préfère ne rien promettre plutôt que de décevoir. Quant au journaliste George Kerevan, idéologue néo-thatchérien de la droite du SNP (et ancien trotskiste), il se livre dans le quotidien *The Scotsman* du 5 mai à une véritable chasse aux sorcières en agitant l'épouvantail trotskiste.

Les résultats électoraux du SSP sont pleins d'enseignements. Dans le vote pour les listes à la proportionnelle le SSP obtient 128 026 voix (7,68 %). Avec 15,2 % à Glasgow, le parti décroche un deuxième siège, et quatre autres têtes de listes sont élues dans les régions du Centre, de l'Ouest, des Lothians (Édimbourg) et du Sud, avec entre 5,4 et 7,5 des suffrages. Tommy Sheridan est rejoint par Rosie Kane, Frances Curran, Colin Fox, Carolyn Leckie et Rosemary Byrne. Quatre femmes et deux hommes : ce n'est pas un hasard. Le parti s'était donné l'objectif de la parité pour ses élu(e)s, après un débat à son congrès de 2002 qui fut assez vif et même tendu, mais qui s'est soldé par une nette majorité en faveur de la parité. Il a donc présenté comme têtes de liste dans les huit régions quatre hommes et quatre femmes (5).

Fait tout à fait remarquable, dans le vote par circonscriptions le SSP obtient 117 998 voix (6,2 %). Vu que le parti ne s'est pas présenté dans trois circonscriptions (6) cela veut dire que le total des voix pour les listes à la proportionnelle, où le parti avait des chances d'avoir des élus, est presque égalé par celui dans les circonscriptions où il n'en avait presque aucune. Cela contraste avec les Verts, qui ne se sont présentés dans aucune circonscription, en appelant — avec succès, il faut le dire — les électeurs d'autres partis à leur donner leur deuxième bulletin. Or, il est clair qu'il y avait des cas où pour des raisons diverses les électeurs ont voté pour le SSP dans les listes proportionnelles et pour un autre parti dans les circonscriptions et vice versa. Néanmoins, ce qui ressort est une solidité de l'électorat du SSP plus grande que le parti lui-même ne l'avait envisagé. Déjà en 2001, aux élections britanniques où il n'y a pas d'élément de proportionnalité, le parti avait obtenu plus de 72 000 voix.

Sans surprise, c'est dans les circonscriptions de Glasgow que le SSP fait ses meilleurs scores — entre 10 % et 16 % (28 % dans la circonscription de Tommy Sheridan). Dans la « *ceinture ouvrière* » du centre du pays, il obtient entre 7 % et 10 % (11,76 % dans la circonscription de la nouvelle députée Rosemary Byrne). Aucune région ne fait moins que 4 %, aucune circonscription moins que 2%. Aux élections

municipales tenues le même jour le SSP a aussi fait une percée en nombre de voix, même si le nombre d'élus a été limité par le mode du scrutin. Dans de nombreuses circonscriptions législatives le SSP arrive devant les libéraux-démocrates et les conservateurs. Tommy Sheridan arrive en deuxième place derrière le *Labour* et devant le SNP. Dans 20 des 79 circonscriptions municipales de Glasgow le SSP arrive en deuxième place devant le SNP, dans 16 il dépasse les 20 %. Keith Baldassara parvient à garder le siège de conseiller municipal abandonné par Tommy Sheridan.

Le SSP s'était fixé comme objectif de s'établir comme force politique nationale présente partout, « *des îles Shetland à la frontière* » (avec l'Angleterre). Pari gagné. Le SSP a 80 sections à travers le pays, surtout mais pas seulement dans les régions ouvrières du centre. Le parti a obtenu 9 % des voix aux îles Shetland (et 11 % aux Orcades voisines) et la région de la frontière a maintenant une députée SSP. Dans les trois régions où le parti n'a pas d'élus il a raté de peu : il ne lui manquait que 126 voix, 900 voix et 2 000 voix.

Maintenant le groupe parlementaire du SSP va se mettre au travail. Il a déjà commencé à signaler par des gestes symboliques quelle sera son attitude. Au début de chaque parlement tous les députés se rendent à un service religieux solennel, en présence cette fois-ci du Prince Charles, héritier du trône, pour « *célébrer les liens unissant Église et État, Couronne et Nation* » (7). Tous les groupes parlementaires y étaient présents, sauf les six du SSP. Ensuite, il y avait ce qui est en train de devenir une pantomime, le serment d'allégeance à la Reine (8). Tommy Sheridan a fait une déclaration : « *Moi et mes collègues de parti avons été élus sur un engagement clair et franc pour une Écosse indépendante et socialiste, une république socialiste, une Écosse de citoyens et non pas de sujets. Nous continuerons à nous battre pour cette Écosse-là* ». En 1999 Tommy Sheridan s'était distingué en prêtant serment le poing levé. Cette fois-ci Rosie Kane a levé la main comme il fallait, mais en ayant écrit sur la paume pour les caméras de la télévision, « *Mon serment est devant le peuple* ». Quant au nouveau député d'Édimbourg Colin Fox, il a entonné dans la Chambre un hymne à l'égalité de l'époque de la Révolution Française, écrit par le poète national écossais, Robert Burns. En partie sans doute sous la pression du SSP, les Verts et le SNP ont aussi fait des déclarations plus modérées mais en affirmant la souveraineté populaire.

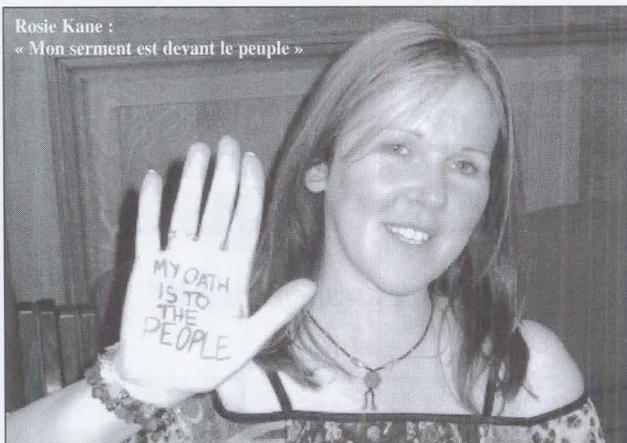
Au-delà de tels actes symboliques, qui

5. Avec 40 % de femmes, le Parlement écossais arrive maintenant au troisième rang mondial, après le Pays de Galles et la Suède (*The Herald*, 5 mai 2003).

6. Le SSP s'est désisté pour Dennis Canavan et Jean Turner (voir note 2) ainsi que pour le député sortant travailliste de gauche John McAllion, malheureusement battu.

7. *The Scotsman*, 6 mai 2003.

8. Les députés sont obligés de faire ce serment sous peine d'être exclus du Parlement.



ne sont pas sans importance dans un pays encore marqué par ces vestiges moyenâgeux, avec six députés l'impact du SSP dans le Parlement, sa capacité de prendre des initiatives, d'amplifier les campagnes du parti, d'être le porte-parole de tou(te)s les opprimé(e)s sera démultipliée. Comme le disait Frances Curran, ils vont « faire rentrer les luttes de la rue au Parlement ».

L'écho que le SSP rencontre au sein de la société écossaise a été reflété par le large soutien dans les milieux artistique et culturel, avec des écrivains comme Alasdair Gray, James Kelman, l'acteur-réalisateur Peter Mullan, les acteurs Gary Lewis, Dougray Scott, Davie Mckay, la comédienne Elaine C. Smith. Le réalisateur Ken Loach est venu de Londres faire un meeting de soutien. Intellectuel largement reconnu et doyen de la Faculté des Lettres à l'Université de Glasgow, Philip Hobsbaum a quitté le Parti travailliste (après 51 ans) en pleine guerre contre l'Irak, pour rejoindre le SSP.

## Influence syndicale croissante

Un des points marquants de la progression du SSP depuis 1999 est son influence croissante dans le mouvement syndical. De nombreux militants et responsables syndicaux se sont présentés sur les listes du SSP. Le Syndicat des pompiers est actuellement engagé dans un conflit dur avec le gouvernement de Blair. Plusieurs membres de ce syndicat ont été candidats du SSP aux législatives et d'autres aux municipales. Peu avant le scrutin un sondage a montré que seulement 2 % des membres de ce syndicat avaient l'intention de voter travailliste (69 % en 1999) contre 19 % pour le SSP (2 % en 1999). Dans une des émissions électorales du SSP, Tommy Sheridan s'en était pris à ceux qui dépensaient des milliards « pour allumer des incendies et prendre des vies en Irak, alors qu'il n'y aurait pas d'argent pour ceux qui éteignent les incendies et sauvent des vies en Écosse ».

Des dirigeants syndicaux de gauche sont venus de Londres pour faire des meetings pour le SSP. Mark Serwotka, secrétaire du Syndicat des fonctionnaires d'État (PCS), a déclaré que s'il vivait en Écosse non seulement il voterait pour le SSP mais qu'il y adhérerait. Bob Crow, secrétaire général du Syndicat des cheminots (RMT), a déclaré à propos du Labour : « Pourquoi

*continuer à soutenir un parti qui agresse les salariés ? En ce qui concerne le RMT, le SSP est maintenant le meilleur parti ».*

Il y a 103 ans les syndicats britanniques avaient créé le Parti travailliste pour défendre les salariés. La plupart des syndicats restent affiliés au Labour. Mais aujourd'hui les liens avec ce parti sont de plus en plus remis en cause. Même avant le conflit actuel le Syndicat de pompiers avait adopté une résolution autorisant le soutien aux candidats dont le programme correspondait aux buts du syndicat. D'autres syndicats sont en train de reconsidérer la façon d'utiliser leurs fonds politiques. Même ceux qui ne remettent pas encore en question le lien avec le Labour ont réduit leurs subventions au parti. Malgré la résistance de certains appareils syndicaux, le processus de distanciation entre les syndicats et le Parti travailliste va se poursuivre. Le SSP ne se contente pas de commenter ce processus, il cherche à le pousser en avant. Depuis trois ans le parti mène campagne sur le thème « Make the Break », qu'on pourrait traduire par « Rompre les liens » ou bien par « Franchir le pas », pour que les syndicats rompent avec le Labour.

Le SSP s'est formé en rupture radicale avec le New Labour social-libéral de Tony Blair et en plaçant le combat pour l'indépendance de l'Écosse dans une perspective socialiste. Les rapports entre le SSP et les deux principaux partis — le Labour et le SNP — sont maintenant un élément clé de la vie politique écossaise. Une des raisons conjoncturelles pour le lancement de l'Alliance socialiste écossaise (prédécesseur du SSP en 1996) et du parti deux ans plus tard était d'empêcher que ce soit le SNP qui profite du désillusionnement de l'électorat traditionnel du Labour. Ce défi est en train d'être gagné. Le SSP est distancié de moins de 4 000 voix en vue de remplacer le SNP comme deuxième parti à Glasgow. Et l'éditorial du quotidien de dimanche *Scotland on Sunday* du 4 mai se demande si le SSP n'est pas en train de remplacer le SNP dans la ceinture ouvrière

centrale du pays, en repoussant le parti nationaliste vers les campagnes périphériques. Il y a tout à parier que le SSP pourra dans les années à venir battre le SNP aussi bien sur le terrain social que sur celui de la question nationale. Par ailleurs il y a un flux régulier de militants et cadres de l'aile gauche du SNP qui passent au SSP.

Mais la raison fondamentale du lancement du SSP était, à partir d'une analyse de la transformation bourgeoise du Labour, de remplacer ce parti comme parti de la classe ouvrière en Écosse. C'est cela, le gros défi. Ce sera plus long. Mais le SSP a déjà fait un long chemin depuis sa création. Des militants d'extrême gauche, avec d'autres venus du Labour, du SNP, du PC ou de la mouvance écologiste, ont joué un rôle moteur dans son lancement. L'ambition était pourtant de faire non pas un parti d'extrême-gauche, mais un parti anticapitaliste large à vocation de masse. Cet objectif est sinon à portée de main, du moins nettement plus proche qu'il y a quatre ans.

On peut déjà dire que le SSP est en train de devenir un petit parti de masse. Mais vu l'histoire particulière et les traditions du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, le caractère de masse d'un parti ouvrier dépend aussi de ses rapports avec le mouvement syndical. Il n'est pas sûr (mais il est possible) que le divorce, qui risque d'être prolongé et éclaté, entre les syndicats et le Parti travailliste conduise à des affiliations syndicales au SSP. L'histoire ne se répétera pas forcément de cette façon-là. Mais le processus déjà avancé de gagner une couche de militants syndicaux, les cadres organisateurs de la classe dans les entreprises, sera un élément décisif. L'autre grand défi est de s'adresser aux plus de 50 % des électeurs qui se sont abstenus ce 1er mai, pour les convaincre que, comme le dit le SSP, « tous les partis ne sont pas pareils » et qu'on peut faire de la politique autrement. ■

### Nos articles précédents sur l'Écosse et le SSP

- « Un nouveau parti pour le socialisme : le SSP » de Frances Curran et Murray Smith, *Inprecor* n° 447 de mai 2000.
- « Les mutations profondes du paysage politique » d'Alan McCombes, *Inprecor* n° 456 de mars 2001.
- « L'expérience du SSP : quel internationalisme ? » interview d'Alan McCombes, *Inprecor* n° 459/460, juin-juillet 2001.
- « Le congrès du parti socialiste écossais (SSP) prépare les élections du 1er mai », interview de Frances Curran, *Inprecor* n° 480/481, mars-avril 2003.

# Le mouvement syndical face à la crise de représentation politique

Entretien avec Patrick Sikorski\*, de la Fédération syndicale des transports RMT

**Alan Thornett** : Tony Blair s'est aligné sur George Bush en ce qui concerne l'invasion de l'Irak et nous avons assisté à la démission des ministres travaillistes, y compris Robin Cook. Quels en sont les effets pour le New Labour (Nouveau parti travailliste) et à quel point sa crise te semble-t-elle profonde ?

**Patrick Sikorski** : Je pense que c'est la crise politique la plus profonde que le parti travailliste ait connue depuis la dernière guerre mondiale. La question en débat, c'est quels en seront les effets organisationnels. Le projet néolibéral et impérialiste de la fraction Blair est soudainement apparu au grand jour et tout le monde s'est rendu compte que Blair a entraîné le parti dans une coalition internationale de la droite extrémiste.

Cependant ce projet est le fruit de tellement de défaites du mouvement ouvrier, que même si nombre de militants ont eu le cœur lourd en observant sa réalisation, ils n'ont pas été capables de l'empêcher. Il y a un contraste entre la crise actuelle et celle que le parti travailliste a connue dans les années 1930, lorsque Ramsey MacDonald avait mené une politique d'austérité. Alors le Labour a connu une scission, mais MacDonald et ceux qui l'ont suivi au sein du gouvernement d'union nationale, ne représentaient qu'une petite minorité du parti. Au contraire, je pense que dans le contexte actuel Blair continuera à mener la très grande majorité du New Labour. La question qui reste en suspens, c'est de savoir si le petit

\* Patrick Sikorski est Secrétaire général adjoint de la fédération syndicale des transports britannique RMT (*Rail Maritime & Transport*), un des syndicats les plus en pointe dans le débat britannique sur les rapports entre le Parti travailliste et le mouvement syndical. Il s'est entretenu avec Alan Thornett, membre de l'Exécutif national de l'Alliance socialiste, dirigeant de l'*International socialist group* (ISG), et membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous avons traduit cet entretien du mensuel *Socialist Resistance*, n° 5 d'avril 2003.

1. Cet entretien a eu lieu avant les élections du 1<sup>er</sup> Mai 2003. Nous publions dans ce numéro (en page 3) le compte rendu du succès électoral du SSP.

## Premiers succès électoraux de la gauche radicale anglaise

En Angleterre, les élections du 1<sup>er</sup> mai 2003 visaient à renouveler une partie des sièges des 308 conseils locaux, de comtés et de districts. Le système électoral anglais, uninominal à un tour, rend particulièrement difficile l'élection de candidats qui ne sont pas issus des partis institutionnels : seul, en effet, le candidat arrivé en tête est élu. Comme prévu, le New Labour recule, perdant le contrôle de plusieurs grandes villes (Coventry, Bristol et surtout son fief de Birmingham, seconde ville britannique).

L'Alliance socialiste (SA) — regroupement des partis et organisations de la gauche radicale — avait présenté cette fois 161 candidat(e)s en Angleterre et dans le Pays de Galles, soit 50 % de plus que lors des élections locales de 2002. 42 candidat(e)s de l'Alliance obtiennent entre 5 % et 10 % des suffrages exprimés et 13 autres dépassent les 10 %. Enfin un candidat de SA, Michael Lavalette à Preston, remporte le siège avec 37,79 % des voix, devenant le premier conseiller de l'Alliance.

Le Parti socialiste (SP, ex-Militant Tendency, exclue du Parti travailliste), qui, après avoir été à l'initiative de la fondation de l'Alliance socialiste, s'en est séparé l'an dernier, parvient à faire réélire sa conseillère municipale à Coventry, Karen McKay, avec 48,4 % des voix. Sept autres candidat(e)s du SP dépassent les 10 % des suffrages exprimés. Le résultat de Peter Glover à Merseyside (Netherton and Orell) mérite d'être mentionné : avec 34 % des voix il ne parvient cependant pas à remporter le siège.

Dans le Pays de Galles l'Alliance socialiste comme le Parti socialiste obtiennent des résultats plus faibles. Les électeurs rompant avec le New Labour y ont voté massivement en faveur des candidats de *Plaid Cymru*, un parti nationaliste à gauche de Tony Blair.

J. M.

courant socialiste qui demeure encore au sein du parti travailliste, dans le gouvernement et dans le pays, parviendra à opérer la rupture nécessaire avec le parti ou bien s'il poursuivra sa ligne visant à « revendiquer le parti » ?

Mais même ce mince espoir n'a plus une telle importance. La radicalisation qui s'est développée au sein du mouvement anti-guerre et dans les syndicats s'est faite en dehors de l'aire d'influence du parti et n'a pas été structurée par lui. Elle n'a pas été non plus structurée par le Trade Union Congress (TUC, confédération des syndicats britanniques). Aucun fil ne relie aujourd'hui les principales questions auxquelles le mouvement ouvrier doit faire face à l'échelle nationale. C'est à ce problème que sont confrontés tous ceux qui souhaitent refonder l'alternative socialiste à l'heure actuelle.

**Alan Thornett** : Penses-tu que l'énorme radicalisation qui a eu lieu autour du mouvement anti-guerre et l'engagement d'une nouvelle génération ouvrent des possibilités nouvelles de construire une force à gauche du parti travailliste ?

**Patrick Sikorski** : Bien sûr une telle opportunité apparaît. L'impact du mouvement sur

le succès prévisible du Parti socialiste écossais (SSP) lors des élections du 1<sup>er</sup> mai en témoigne (1). Après avoir réalisé une percée cruciale en faisant élire Tommy Sheridan au parlement écossais, le SSP a maintenant une forte chance de gagner un nombre suffisant de sièges pour pouvoir constituer un groupe parlementaire. En Angleterre nous sommes encore loin de telles perspectives. L'Alliance socialiste pourrait profiter de l'émergence du mouvement de masse, mais la question de savoir si elle pourra transformer l'essai par une percée électorale reste en suspens.

Je ne pense pas que l'Alliance socialiste soit perçue de la même manière que l'est le SSP et ce n'est pas uniquement parce que le SSP avait un député sortant. Il y a quelque chose dans l'Alliance qui la confine dans l'étroitesse et ne favorise pas une percée électorale. Le SSP est parvenu à se faire reconnaître en se fondant comme un parti basé sur l'adhésion individuelle, qui mène des campagnes dans les agglomérations et dans les communautés sur les questions matérielles immédiates — du pain et du beurre ! — comme sur des questions plus vastes, telle la centrale nucléaire de Faslane... Tout cela lui a permis de bénéficier de la radicalisation actuelle tant sur le terrain politique que sur le terrain organisationnel.

L'Alliance socialiste ne parvient pas à être un référent direct du nouveau mouvement. C'est une fédération de groupes d'extrême-gauche, dominée de facto par le SWP (2), le plus grand d'entre eux. C'est — à juste titre — la large *Stop the War Coalition* qui est perçue par les masses en tant qu'organisatrice du mouvement. Il n'est pas clair pour moi quelle est la place de l'Alliance socialiste dans tout cela.

C'est très important pour tous ceux qui voudraient voir émerger quelque chose de plus grand et de plus stable, parce que ce sont les milliers de jeunes qui forment le cœur du mouvement et qu'ils ne sont pas prêts à faire confiance aux syndicats, ni au Parti travailliste, ni à aucun autre parti politique. C'est normal, car qu'avons nous fait pour eux ces dernières années ? C'est par le mouvement altermondialiste qu'ils sont le plus influencés.

**Alan Thornett :** *A mon avis l'Alliance socialiste constitue un développement très important, mais elle ne se conçoit pas elle-même comme une réponse définitive au problème d'une alternative de gauche. Comment peut-on aller actuellement au-delà de l'Alliance socialiste ? Vois-tu de quelle manière les équipes syndicales pourraient faire partie d'un nouveau développement de la gauche politique ? Comment cela pourrait être liée, à un certain moment, avec l'Alliance ?*

**Patrick Sikorski :** Ceci est mon point de vue personnel. La situation actuelle implique qu'il faudra une réponse des syndicats à ce qui est une importante crise de la représentation politique. On assiste à une radicalisation des bases syndicales, qui est apparue par exemple au travers de l'élection dans certains syndicats de secrétaires généraux issus de la gauche. Ils ont été élus sur des plates-formes clairement opposées au *New Labour* et clairement anti-Blair. En réalité, quelqu'un qui serait identifié actuellement comme blairiste n'aurait aucune chance d'être élu. Et cela ira en s'approfondissant.

La gauche syndicale a pris position dans le débat sur la guerre au sein du TUC. En fait, dans son immense majorité elle s'est opposée à tout projet de guerre, que ce soit avec ou sans une résolution de l'ONU. C'est la droite syndicale qui s'est servie de l'argument de l'ONU pour éviter le vote de l'amendement anti-guerre de la gauche. Il y a bien sûr des questions qui différencient mieux la gauche et la droite dans les syndicats en ce moment : les privatisations où les effets à long terme des lois antisyndicales.

Tout cela conduit à la conclusion logique que les syndicats devront commencer à



remettre en cause le monopole des travaillistes (3). Ils devront commencer à soutenir ceux qui soutiennent nos politiques, par exemple soutenir les candidats qui vont émerger du SSP en Écosse, de l'Alliance socialiste en Angleterre, du *Plaid Cymru* dans le Pays de Galles et d'autres qui seront à la gauche du *Labour*. Cela concernera aussi les socialistes qui restent encore au sein du parti travailliste.

Par exemple dans le RMT nous avons les décisions de notre conférence annuelle de l'année dernière qui mandatent la Commission exécutive pour qu'elle présente des modifications statutaires cette année afin de permettre au syndicat de soutenir des candidats socialistes en dehors du parti travailliste. Cela conduit logiquement à mettre en cause la règle qui stipule que toutes les structures de base doivent être affiliées à l'organisation travailliste locale. Il ne s'agit que de reconnaître la réalité : la grande majorité des structures de base a cessé

depuis longtemps de participer à l'activité des travaillistes.

Ce dont il est question, c'est de l'élaboration d'une nouvelle méthode de représentation politique des syndicats. Cela conduira les syndicats à chercher des candidats dans leurs propres rangs, comme cela fut pratiqué à l'époque de la fondation du Parti travailliste. A l'heure actuelle la discussion pourrait facilement s'embourber dans la recherche abstraite d'un parti alternatif au *Labour* auquel les syndicats pourraient s'affilier immédiatement de manière naturelle. Ce serait une erreur. Pour le moment il est plus réaliste d'avoir une approche qui vise à sélectionner les meilleurs candidats.

**Alan Thornett :** *Ta référence aux années de la fondation du Parti travailliste signifie-t-elle que tu envisages qu'on puisse résoudre la question de la représentation politique des salariés au travers d'un processus qui conduit à ce que des candidats*

2. Le *Socialist Workers Party* (Parti socialiste des travailleurs, SWP) est la principale organisation de l'extrême gauche britannique. Il a été créé par des militants qui, tel Tony Cliff, son dirigeant historique, ont rompu avec la IV<sup>e</sup> Internationale à la fin des années 1940, considérant que l'URSS était une société « capitaliste d'État ». Après un long parcours marqué par l'auto-affirmation, le SWP, sous l'influence de l'apparition du mouvement altermondialiste, s'est tourné vers l'unité d'action et a rejoint l'Alliance socialiste en 2001. En mai 2002 sa branche écossaise a rejoint le Parti socialiste écossais (SSP). Sur le cours nouveau du SSP, cf. *Inprecor*

n° 458 de mai 2001.

3. Le Parti travailliste (*Labour Party*) a été constitué à l'initiative des syndicats au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les syndicats font donc collectivement partie du *Labour* et participent au financement de ses campagnes électorales. L'évolution néolibérale du parti travailliste et sa transformation en un parti lié à la grande bourgeoisie, sous la houlette de Tony Blair, a ouvert au sein du mouvement syndical britannique le débat sur le financement de ce parti. Un changement sur ce terrain nécessite en règle générale des modifications des statuts des syndicats.

4. Le *Socialist Labour Party* a

été créé à l'initiative du dirigeant syndical des mineurs britanniques, Arthur Scargill, avec le soutien de l'appareil du NUM (Union nationale des mineurs, dont Scargill est président à vie), le 1<sup>er</sup> mai 1996, après que Blair soit parvenu à faire modifier le statut du *Labour Party*, en y supprimant la référence à la lutte pour la propriété publique des moyens de production, au congrès d'octobre 1995. Le SLP ne parvint pas à s'imposer et son cours sectaire et auto-proclamatoire l'a rapidement réduit à l'état de groupuscule. C'est un courant stalinien nostalgique — la *Stalin-Society* ! — qui a pris le dessus en son sein.

## Grande-Bretagne

*soutenus par des syndicats prennent en charge la formation d'un parti ?*

**Patrick Sikorski** : Oui, c'est ainsi que cela se posera. C'est ce processus qui commence à notre avis.

**Alan Thornett** : *Mais un tel processus aura à un moment donné besoin d'un catalyseur, s'il doit aboutir à la formation d'un nouveau parti. Penses-tu que c'est la gauche syndicale qui pourra à un moment donné prendre l'initiative de la formation d'un nouveau parti ?*

**Patrick Sikorski** : Oui, mais je pense aussi que l'expérience du *Socialist Labour Party* (4) nous met en garde contre l'idée qu'un nouveau parti socialiste puisse apparaître prêt à l'emploi à l'initiative des bases syndicales. Un tel saut est impossible. Les nouvelles forces radicalisées ne vont pas automatiquement rejoindre un parti politique. Par exemple les jeunes radicalisés ne vont pas d'emblée être gagnés par un parti politique, car ces jeunes identifient les partis politiques avec des partis traditionnels — et ces derniers sont à leurs yeux un problème et non une solution.

Le RMT, par exemple, a déposé tout le groupe de députés qui lui étaient précédemment liés et a mis en place un nouveau groupe de députés travaillistes, qui soutiennent ses orientations. Nous leur avons dit qu'ils doivent soutenir la renationalisation des chemins de fer, qu'ils doivent s'opposer à la privatisation du métro, qu'ils doivent s'opposer à toutes les lois antisyndicales et qu'ils doivent adopter une attitude de défense des droits des marins. Nous allons aussi soutenir les candidats de notre syndicat. Par exemple il y a un militant de longue date de notre syndicat à Motherwell, John Milligan, que nous allons soutenir. Et nous allons faire campagne en faveur de Tommy Sheridan du SSP à Glasgow.

**Alan Thornett** : *Indépendamment du sort qu'a connu le SLP et de son évolution politique, c'est un fait que nous sommes aujourd'hui dans une situation beaucoup plus avancée que lors de l'émergence du SLP. Aucun des débats politiques de fond que nous connaissons aujourd'hui n'existait lorsque Scargill avait appelé à la constitution du SLP. Donc nous sommes dans une situation beaucoup plus fertile...*

**Patrick Sikorski** : Oui, il y a beaucoup plus de forces radicalisées, et pas seulement sur le terrain de la lutte contre la guerre. Cela est dû au Forum social mondial, au Forum social européen et au mouvement altermondialiste dans son ensemble, qui ont initié de nouvelles façons de faire la politique et mis à

l'ordre du jour les questions cruciales. C'est un phénomène très intéressant, car le mouvement altermondialiste n'écrit pas de grands manifestes, il soulève les questions centrales qui sont autant de manières de construire des fragments du mouvement. Dans ce cadre nous parlons de la refondation de la représentation politique de la classe ouvrière. Cela impose une certaine approche, qui ne doit pas être précipitée et doit être inclusive. En particulier, je crois que ce serait une grave erreur que de proposer, par exemple, que le pas suivant du Forum social européen soit de mener une grande offensive pour écarter les sociaux-démocrates...

**Alan Thornett** : *Revenons à la question du processus — car évidemment il s'agit d'un processus. Le danger, c'est évidemment de manquer l'occasion. L'essence de la politique, c'est de saisir l'occasion lorsqu'elle se présente. Nous avons aujourd'hui ce mouvement massif, impressionnant, mais s'il recule et que rien de neuf n'aura été construit, ce sera un problème.*

**Patrick Sikorski** : Ce que tu dis, Alan, est toujours vrai. Mais regarde l'exemple italien : *Rifondazione* — le Parti de la refondation communiste — y est fort. Il a un quotidien, de nombreux élus et quelques députés. Pourtant il ne confond pas la construction du mouvement et la construction du parti. Ils ne pensent pas qu'ils peuvent aller de l'avant en « écartant » ou en « infligeant une défaite » à d'autres courants politiques au sein du mouvement. Ils n'approchent pas le mouvement en cherchant « la clarification ». Leur dirigeant, Bertinotti, explique que la gauche ne doit pas tenter d'hégémoniser le mouvement mais qu'elle doit tout faire pour que le mouvement devienne hégémonique dans la société — c'est-à-dire qu'il crée les conditions pour le développement de l'égalité et pour empêcher efficacement les guerres et la barbarie.

Le problème c'est que je ne sais vraiment pas si l'Alliance socialiste peut faire quelque chose de créatif avec ce mouvement de masse alors qu'elle est si largement dominée par le SWP. Est-ce que le SWP veut vraiment ouvrir l'Alliance socialiste à cette occasion et privilégier cela au détriment du recrutement direct pour sa propre chapelle ?

**Alan Thornett** : *Il est vrai que le SWP est dominant du point de vue numérique au sein de l'Alliance et il est aussi vrai que cela conduit certains à la prudence, mais cela veut aussi dire qu'il apporte beaucoup à l'Alliance. La seule manière de dépasser cette situation c'est que de nouvelles forces émergent au sein de*

*l'Alliance ou au sein d'une nouvelle initiative dont l'Alliance serait partie prenante, ce qui modifierait les rapports de forces. Pour autant que je puisse le voir, au sein de l'Alliance, c'est l'aspiration de tous. Mais personnellement je ne vois pas aujourd'hui de telles nouvelles forces en dehors de la gauche syndicale. L'engagement de la gauche syndicale dans un tel processus créerait une nouvelle situation, le rendrait plus attractif et digne d'une plus grande confiance, ce qui permettrait de tirer un plus grand profit de la situation.*

**Patrick Sikorski** : Je dirai ceci du processus à l'heure actuelle. Il ne s'agit pas là d'une décision du RMT et donc c'est un point de vue personnel. Si un syndicat de base souhaite soutenir un candidat socialiste dans un secteur particulier, il doit le proposer à la direction nationale et le Conseil exécutif en débattre. Si le candidat est d'accord avec les principes fondamentaux du syndicat, alors une consultation commencera au sein de la région concernée pour décider quel candidat le syndicat soutiendra dans cette circonscription et de ce fait aussi dans d'autres circonscriptions. S'il y a un accord entre les structures de base, alors il n'y aura pas de problème, qu'il s'agisse d'un candidat du SSP, de l'Alliance socialiste, de *Plaid Cymru*, d'un candidat indépendant ou d'un simple militant syndical. L'important c'est que le candidat soit connu et représentatif des luttes dans la région. Il ne suffira certainement pas de se prévaloir de l'étiquette de l'Alliance Socialiste ou de tout autre parti. C'est cela, à mon avis, la voie praticable au cours de la prochaine année. Cela peut conduire à ce que les syndicats choisissent de soutenir l'un ou l'autre parti ou bien qu'ils prennent une nouvelle initiative avec d'autres partis existants et d'autres syndicats — tout cela ce sont les cheminements possibles. Nous sommes en train de regarder qui nous pouvons soutenir dans les élections, car le *Labour* ne nous représente plus d'aucune manière.

Et il est clair que l'engagement futur des syndicats dans l'Alliance ou dans n'importe quel autre nouveau petit parti, tel le SSP, ouvrirait de nombreuses possibilités en ce qui concerne la manière statutaire de répondre au problème de la crise de la représentation politique.

**Alan Thornett** : *L'Alliance sera certainement très intéressée par une telle discussion.* ■

# Une victoire aux lendemains incertains

Par  
Jan Malewski\*

En occupant l'Irak au bout de trois semaines de combats, les États-Unis ont étalé aux yeux du monde leur indéniable supériorité militaire. L'impact politique et médiatique de l'invasion de l'Irak leur permet de reprendre l'offensive politique à l'échelle internationale et affaiblit dans l'immédiat ceux qui s'étaient opposés à la guerre décidée unilatéralement par l'administration Bush. Cette dernière s'attelle à imposer un nouvel ordre mondial.

*Foreign Affairs*, l'influente revue proche du Département d'État US, annonce dans un article de sa livraison de mai-juin « la fin d'une (...) monumentale expérience internationaliste du XX<sup>e</sup> siècle » qui visait à « soumettre l'usage de la force au règne de la

loi » et invite l'administration états-unienne à construire « de nouveaux mécanismes internationaux » (1).

Vaste projet ...

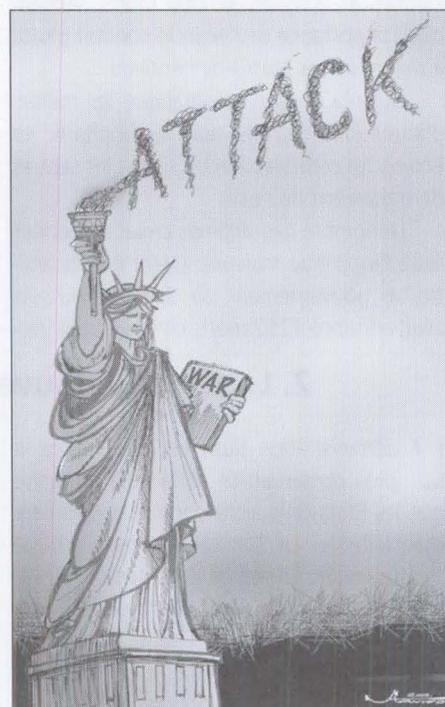
Il n'en reste pas moins que la victoire militaire des États-Unis en Irak a eu lieu dans un contexte d'isolement international de la superpuissance, qui a autorisé les puissances secondaires à se rebiffer, d'affaiblissement des capacités concurrentielles de son industrie et de montée d'un puissant mouvement populaire opposé à la guerre à travers le monde. L'occupation de l'Irak elle-même est loin d'être stabilisée et les États-Unis doivent d'ores et déjà faire face à des tentatives de l'opposition islamiste de construire des administrations indépendantes dans les villes. L'objet de ce premier article est de présenter les éléments qui conditionnent le projet hégémonique des États-Unis.

## 1. « Triomphe » militaire

La victoire fut remportée par la première armée du monde, appuyée par 45 000 soldats britanniques et par une poignée de commandos polonais, disposant d'un contrôle absolu des airs. En face il y avait une armée irakienne largement détruite lors de la guerre du Golfe de 1991, soumise depuis à un embargo, désarmée partiellement par les contrôleurs de l'ONU, dont les équipements antiaériens étaient régulièrement bombardés depuis plus de dix ans. Un tel résultat n'aurait dû constituer une surprise pour personne.

Ce qui est plus surprenant, c'est qu'au cours de la première quinzaine des combats, les forces américano-britanniques aient rencontré une forte résistance malgré leur capacité de couvrir l'ennemi d'un déluge de feu et de bombes. Pourtant, tant dans le port d'Oum Qasr qu'à Bassora, puis à Nassiriya, à Nadjaf et à Kout, les forces armées irakiennes ont opposé une grande résistance. Autour de Nassiriya, selon les pilotes d'hélicoptères américains, les soldats irakiens jetaient leurs armes par terre, comme s'ils se rendaient, pour venir les récupérer une fois les hélicoptères partis. A Oum Qasr, occupée

dès le premier jour, une guérilla urbaine s'est poursuivie durant une semaine... Seules, de fortes convictions — nationales, religieuses ou autres — pouvaient provoquer une telle résistance désespérée. Par contre la bataille de Bagdad, annoncée comme décisive, n'a pas eu lieu : mise à part la résistance de petits groupes de volontaires étrangers, l'armée irakienne et en particulier la Garde républicaine (présentée comme le fer de lance de cette armée), n'a pas opposé de résistance. Cela est-il dû à la destruction des mécanismes de commandement ? Ou au fait que le pilonnage aérien a conduit les soldats et leurs chefs encore en vie à abandonner leurs positions devenues indéfendables ? Selon les responsables militaires états-unien, jusqu'à 60 % de leurs forces aériennes furent engagés contre certaines concentrations militaires irakiennes. Le gén. James Amos, commandant l'aviation des marines, a dit que ses appareils avaient frappé « massivement », « de jour comme de nuit », « durant sept à huit jours » les divisions Bagdad et Nida de la Garde : une vraie terreur contre les populations. Ou bien, faut-il croire certaines rumeurs — en particulier sur



les sites internet de l'islamisme radical — suggérant un deal entre la direction militaire irakienne (voire Saddam Hussein lui-même !) et les agresseurs, qui aurait conduit les chefs saddamistes à troquer leur vie contre l'abandon de la résistance ?

Entre le 20 mars et le 13 avril (occupation de Tikrit sans résistance irakienne) les 1100 avions états-unien ont effectué 30 000 sorties, « traitant » 500 objectifs par jour et lançant au total 24 000 munitions. 800 missiles de croisière ont été envoyés sur l'Irak (y compris une trentaine de missiles britanniques), selon les responsables états-unien (2). Loin de mener une guerre « propre », les agresseurs ont utilisé des munitions à uranium appauvri, célèbres depuis la

\* Jan Malewski, rédacteur d'*Inprecor*, est membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

1. Cité par *Le Monde* du 9 mai 2003.

2. *Le Monde* du 26 avril 2003. Pour sa part *Libération* du 29 avril parle de 29 000 bombes et missiles tirés, pour les deux-tiers à distance, c'est-à-dire hors de portée de la DCA irakienne (les bombes guidées peuvent être tirées d'une distance de 10 à 20 kilomètres, elles arrivent en silence sur leur cible).

guerre de 1991 pour avoir provoqué les malades des soldats alors engagés dans le Golfe), des bombes « *daisy cutter* », qui privent d'oxygène une surface d'environ 1,5 kilomètre carré (3), ainsi que des bombes à fragmentation, meurtrières bien après les combats (4).

163 militaires de la « coalition » ont péri durant les combats (dont 73 — soit 44 % — victimes de tirs fratricides ou d'accidents !). Le Pentagone estime les pertes militaires irakiennes à au moins 30 000 morts, sachant que l'importance de l'écart le conduit plutôt à minimiser les pertes de l'ennemi.

Nul n'a encore comptabilisé les milliers d'immeubles détruits, dont les hôpitaux, les écoles, les centrales électriques et les centres de traitement de l'eau.

Le nombre des victimes civiles irakiennes reste l'inconnue majeure. Avant de disparaître, le gouvernement de Saddam Hussein avait annoncé 1252 morts civils. Le site inter-

net *iraqbodycount.com* (pacifiste) estimait pour sa part le nombre de morts entre 1 600 et 1 900.

Des dizaines de milliers de civils ont été blessés. Dès la deuxième semaine de la guerre les hôpitaux — y compris à Bagdad — ne disposaient plus des médicaments indispensables pour soigner les blessés. Ni le régime de Saddam hier (dont le ministre de l'information est devenu célèbre en minimisant les pertes irakiennes), ni les occupants d'aujourd'hui n'ont intérêt à afficher des chiffres élevés en ce qui concerne les pertes irakiennes, civiles comme militaires.

L'administration Bush a pourtant besoin de monter en épingle son « *triomphe militaire* ». Pas seulement pour préparer l'élection présidentielle de 2004, mais surtout parce que l'agression victorieuse contre l'Irak, après celle de l'Afghanistan, est supposée « *témoigner de l'hégémonie* » de la superpuissance.

## 2. Le rêve du nouveau siècle américain...

L'administration Bush est sans doute la plus conservatrice et la plus agressive que les États-Unis aient connue depuis l'ère maccarthyste. En son sein, le petit groupe qui se qualifie lui-même de « *néo-conservateur* » (« *neocons* » dans l'abréviation US) a acquis, surtout après le 11 septembre 2001, une place prépondérante. Ce groupe a fondé en 1997 le Projet pour le nouveau siècle américain (*Project for the New American Century*, PNAC), un « *think tank* » (groupe d'expertise) siégeant à Washington, dont le livre blanc publié en septembre 2000 expliquait que les États-Unis doivent : Repositionner les bases militaires permanentes en Europe du Sud, en Asie du sud-est et au Moyen-Orient ; Moderniser les forces armées américaines, en particulier en renforçant les capacités de l'aviation et de la flotte ; Développer et déployer un système mondial antimissile et développer la domination stratégique de l'espace ; Contrôler le

« *cyberspace* » (espace électronique) international ; Accroître les dépenses militaires jusqu'à un minimum de 3,8 % du PNB (elles atteignaient déjà 3 %). Parmi les tâches que le livre blanc proposait à l'armée états-unienne, deux méritent en particulier d'être mentionnées : « *entreprendre et remporter de manière décisive des guerres multiples et simultanées* » et « *renforcer les capacités de "gendarmerie" pour mettre en œuvre un environnement sécurisé dans les régions clés* ». Les « *neocons* » projetaient que l'armée états-unienne s'engage et remporte de telles guerres d'une manière ou d'une autre, afin d'établir la domination américaine aux yeux de tous (5).

Le vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le président du Bureau de la politique de défense Richard Perle sont fondateurs du PNAC. Paul Wolfowitz, le secrétaire-adjoint à la Défense, est le père spirituel du groupe. Le directeur

3. Selon le Guardian du 3 avril, cité par Ahmad Musa, Reality of America's « *clean war* » emerging despite propaganda, Muslimedia.com du 16 avril 2003.

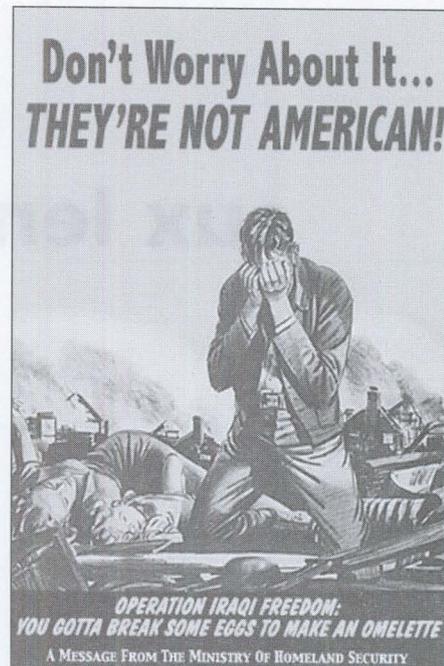
4. Dans un rapport daté du 29 avril 2003, Human Rights Watch écrit que « le Département états-unien de la Défense a admis avoir employé près de 1 500 bombes aériennes à fragmentation, mais n'a révélé aucune information en ce qui concerne les obus à fragmentation, qui pourraient être bien plus nomb-

reux. (...) Le Ministère britannique de la Défense a admis le 24 avril que ses forces ont employé 2 100 obus à fragmentation et au moins 66 bombes à fragmentation BL-755 au cours du conflit. (...) D'autres rapports font état de l'emploi par les forces terrestres britanniques du Système de lancement des missiles multiples ». Human Rights Watch exige — sans effet pour le moment — que la coalition indique les lieux d'emploi de ces munitions, car selon les sources militaires elles-mêmes,

entre 2 % et 16 % d'entre elles pour les modèles les plus récents, bien plus en ce qui concerne l'ancienne BL-755, n'explorent pas, minant ainsi le terrain visé.

5. William Rivers Pitt, The Project for the New American Century, <www.newamericancentury.org>. L'auteur, journaliste de New York Times, a publié « *War on Iraq* », Context Books (avec Scott River) et « *The Greatest Sedition is Silence* », Pluto Press.

6. *ibid.*



Ne vous inquiétez pas...  
ILS NE SONT PAS AMÉRICAINS !  
Opération Liberté de l'Irak :

On na fait pas domelette sans cassez des oeufs

du PNAC, Bruce Jackson, qui a occupé un poste important au Pentagone sous Ronald Reagan, est aujourd'hui membre de la direction de Lockheed Martin, producteur d'avions militaires et de missiles.

Le PNAC a récemment fondé un nouveau groupe, le Comité pour la libération de l'Irak, en vue de convaincre la population américaine de la nécessité de la guerre et de financer le Congrès national irakien et son chef Ahmed Chalabi, un immigré irakien de longue date, condamné à 22 ans de prison pour fraude bancaire en Jordanie, aujourd'hui revenu en Irak dans les fourgons de l'occupant et recrutant des candidats pour les « *forces irakiennes libres* ».

Dans la vision stratégique du PNAC, l'occupation de l'Irak n'est que le début d'une réorganisation du Moyen-Orient. Richard Perle a déclaré en août 2002, selon le *Washington Post* et *The Nation* : « *L'Irak est le pivot tactique, l'Arabie saoudite est le pivot stratégique et l'Égypte est le prix* ». Selon Donald Kagan, autre membre central du PNAC, les États-Unis doivent établir des bases militaires permanentes en Irak après la guerre afin de « *défendre la paix* » au Moyen-Orient et garantir l'approvisionnement pétrolier (6).

Le livre blanc du PNAC a servi de base à l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale des États-Unis. Dans ce document adopté en septembre 2002 par l'administration Bush on peut lire : « *Nous ne pouvons pas laisser nos ennemis attaquer les premiers. (...) Durant des siècles (...) les juristes*

internationaux conditionnaient souvent la légitimité de la prévention à l'existence d'un danger imminent — le plus souvent une mobilisation visible des armées, des flottes ou de l'aviation préparant l'attaque. Nous devons adapter le concept du danger imminent aux capacités et aux objectifs des adversaires d'aujourd'hui. (...)

« Pour devancer ou prévenir de tels

actes hostiles de nos adversaires, les États-Unis vont, si nécessaire, agir préventivement. (...)

« Dans l'exercice de notre leadership, nous allons respecter les valeurs, les opinions et les intérêts de nos amis et partenaires. Toutefois, nous serons prêts à agir seuls lorsque nos intérêts et notre unique responsabilité le requièrent. » (7).

### 3. Isolement des États-Unis

L'invasion de l'Irak apparaît ainsi comme la mise en pratique de la stratégie des « *neo-cons* » : tirer profit de la supériorité militaire incontestable des États-Unis (8) pour établir leur domination absolue sur la planète et imposer ce que la Maison Blanche considère comme étant l'intérêt des États-Unis, envers et contre tous. Mais si leur supériorité militaire permet de garantir le « *triomphe militaire* » des États-Unis face à un adversaire tel l'Afghanistan des Talibans ou l'Irak de Saddam Hussein et si cet exemple de l'emploi de la force pourrait intimider les classes dirigeantes d'autres pays du Tiers-Monde, la décision unilatérale (avec, il est vrai, le soutien dévoué de Tony Blair) d'envahir l'Irak et le début de l'occupation de ce pays ont d'ores et déjà mis à jour les « *dommages collatéraux* » — en particulier un isolement politique sur la scène internationale que les États-Unis n'ont pas connu depuis la guerre du Vietnam — que l'administration états-unienne obnubilée par sa supériorité n'avait apparemment pas envisagés :

- Les institutions internationales, en particulier, bien sûr, le Conseil de sécurité de l'ONU, mais au-delà toute la structure formelle (l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques, etc.) et informelle (le G-7/G-8) qui avait permis, au cours des décennies 1980 et 1990, aux gouvernements états-unis successifs de prendre la tête du processus de mondialisation capitaliste néolibérale et de réaliser l'unité des classes dominantes pour légitimer les interventions militaires à travers le monde, ont été profondément affaiblies et divisées ;

- L'unilatéralisme agressif de la superpuissance a stimulé les efforts de Paris et de Berlin visant à franchir un pas vers l'État supranational européen en le dotant d'une

capacité d'intervention militaire. La récente décision des gouvernements allemand, belge, français et luxembourgeois d'avancer vers une force armée intégrée, ouverte à d'autres États de l'Union mais devant être mise en route même sans leur accord, en constitue le premier signe. L'accélération des travaux visant à doter l'UE d'une constitution et, dans ce cadre, le forcing de Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention, en faveur d'un exécutif européen plus fort et habilité à trancher à la majorité les questions de politique internationale, en est un autre (9) ;

- Les efforts menés par l'administration états-unienne, en particulier depuis 1999, pour réorganiser l'OTAN, au sein de laquelle le principe d'unanimité lui apparaissait comme contraignant excessivement sa liberté d'action, ont failli et trois États membres (Allemagne, France et Belgique) ont bloqué la volonté de Bush de satisfaire les appétits des militaires turcs en se servant de l'article 4 du statut de l'OTAN (qui prévoit l'aide au pays membre en danger, dans ce cas la Turquie supposément menacée par l'agresseur irakien). Les États-Unis apparaissent ainsi tributaires du bon vouloir des impérialismes européens secondaires lorsqu'ils sou-

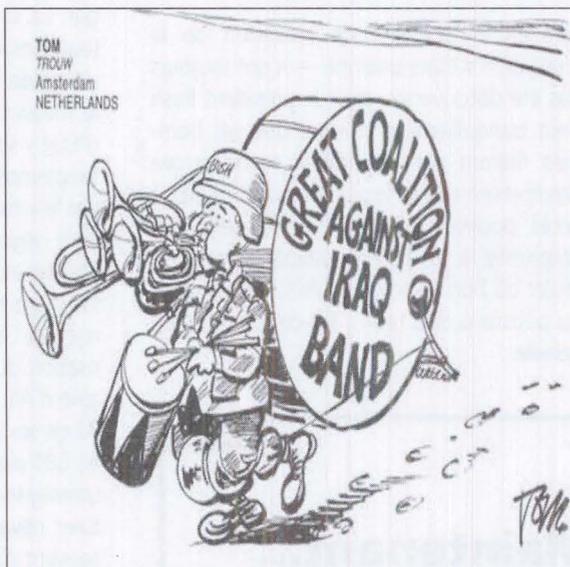
haitent employer l'OTAN ;

- L'opposition des gouvernements allemand et français au diktat de George Bush, a permis aux dirigeants russes et chinois de jouer la carte d'un monde multipolaire et de tenter de défendre leurs intérêts autrement qu'en s'alignant sur les États-Unis. Chirac et Schröder, s'identifiant au noyau européen, ont pu ainsi bâtir un axe Paris-Berlin-Moscou-Pékin qui s'est opposé à l'administration Bush ;

- Les directions des États-clients de l'impérialisme américain se sont également permis de prendre leurs distances : les parlementaires turcs ont ainsi osé interdire le passage des armées états-unienues, pourtant en attente au large en vue de l'ouverture d'un second front au nord de l'Irak, grâce à une conjonction des craintes que leur inspire l'éventualité d'un renforcement de l'autonomie du Kurdistan irakien et de la pression des sentiments anti-guerre de la population ; le régime saoudien a pu tenir bon, du moins en apparence, sur son opposition à la guerre, craignant que son engagement ne renforce encore l'opposition islamiste radicale en Arabie saoudite ;

- Les conflits autour du pétrole irakien s'annoncent d'ores et déjà plus aigus que ne le prévoyait l'administration Bush et peuvent contribuer à bloquer les nouvelles mesures de déréglementation — nouveau pas de la mondialisation capitaliste — que les États-Unis comptaient imposer dans l'OMC dès le sommet de Cancun en juillet de cette année (en particulier la « *libéralisation* » des services) ;

- Enfin, mais cela n'est pas de moindre importance pour l'avenir, le mouvement altermondialiste qui avait déjà entamé aux yeux des peuples la légitimité de la mondialisation néolibérale, a été boosté par le rejet massif de la politique guerrière de l'impérialisme américain. Les sentiments anti-impérialistes ont atteint des dizaines de millions de personnes à travers le globe et les manifestations anti-guerre ont embrasé les principa-



Orchestre de la Grande Coalition contre l'Irak

7. *The National Security Strategy of the United States of America*, document dont la paternité est attribuée à Condoleezza Rice. Cf. <[www.whitehouse.gov/nsc/nss.html](http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html)>

8. Le budget militaire, après l'augmentation de 47 milliards de dollars pour l'exercice 2003 et la rallonge de 74,7 milliards de dollars pour faire face au coût de la guerre qui vient d'être votée, dépasse celui de l'ensemble des cent quatre-vingt-onze autres pays de la planète, selon Fareed Zakaria (*Newsweek* du 24 mars 2003). L'objectif de dépasser les 3,8 % du PNB, fixé par le PNAC en septembre 2000 a été dépassé.

9. Voir à ce sujet l'article de François Vercammen, *USA limited vs Europe SA*, *Inprecor* n° 480/481 de mars/avril 2003.

les villes mondiales, dépassant même celles qui avaient accompagné l'embourbement des USA au Vietnam.

La victoire politico-militaire des États-Unis a néanmoins atténué ses contradictions. Elle permet à l'administration Bush de reprendre l'initiative sur une série de terrains : maîtrise des remous pétroliers, mise en place d'une administration en Irak largement autonome de l'ONU, nouvelles initiati-

ves au Proche-Orient vis-à-vis de la Syrie et de la crise israélo-palestinienne...

Avec cette victoire les États-Unis s'assurent de nouvelles marges de manœuvre pour relancer les pressions sur les impérialismes secondaires comme sur les peuples. Le recentrage de la politique de l'impérialisme français et du gouvernement Chirac constitue une première conséquence de la victoire états-unienne.

## 4. Occupation de l'Irak et ses dangers

Un mois après l'entrée des chars états-unis à Bagdad, la plupart des villes irakiennes bombardées manquent d'eau potable et d'électricité. Selon le délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Bassora, interviewé par RFI le 4 mai, les services essentiels étaient mieux assurés pendant les combats qu'après l'occupation, car une administration veillait à les faire fonctionner, alors que depuis la « libération » personne ne s'en occupe.

kiennes — prétexte de l'invasion de la « coalition » états-unienne — n'ont toujours pas été découvertes, mais le président Bush peut tranquillement affirmer que ses hommes finiront par les trouver : son armée omniprésente dans le pays et y contrôlant les accès, pourrait, si le besoin se fait sentir, les emprunter à ses propres stocks et les dissimuler où bon lui semble. Mais l'exploitation du pétrole a déjà repris, fut-ce à une petite échelle.



L'occupant n'a en effet pas été capable de remplacer l'administration saddamiste effondrée. Et ce n'est que début mai que les unités du génie militaire états-unien ont commencé à arriver pour remettre en état les services endommagés.

La Croix-Rouge n'a toujours pas été autorisée à se rendre dans les camps de prisonniers, contrairement à toutes les conventions. Les armes de destruction massive ira-

Les inestimables collections d'antiquités sumériennes, babyloniennes, assyriennes et abbasides du Musée national, les livres de la grande bibliothèque coranique de Bagdad et d'innombrables autres antiquités ont été pillés ou détruits — les pillards bénéficiant d'une surprenante tolérance de l'occupant — ce qui a immédiatement rappelé l'invasion mongole au XIII<sup>e</sup> siècle, dont la destruction de la florissante civilisation abbaside est

devenue un symbole de la barbarie (10).

Qu'ils aient été surpris eux-mêmes par la rapidité de leur victoire militaire ou qu'ils aient été incapables de planifier à l'avance les mesures nécessaires à la prise en main d'un pays largement urbain peuplé de 20 millions d'habitants, il n'en reste pas moins que le premier mois de l'occupation états-unienne de l'Irak se résume en un mot : le chaos.

Du point de vue de l'avenir états-unien en Irak une telle situation n'est pas sans danger. La majorité de la population irakienne (environ 60 %) est chi'ite. L'interprétation chi'ite de l'Islam est fortement marquée par le messianisme : l'ordre social et le pouvoir d'État y sont perçus comme illégitimes aussi longtemps que ce dernier n'est pas exercé par le « mahdi » — l'imam caché — descendant légitime de la Maison du prophète Mahomet, c'est-à-dire issu de la lignée d'Ali (le quatrième calife, assassiné en 681). Ce rejet de l'autorité illégitime ainsi que la valorisation du sacrifice de l'imam Hussein, fils aîné d'Ali, mort dans un combat inégal avec 72 de ses partisans, encerclé près de Kerbala en 681 par des milliers de partisans du calife ummayyade Jazid, après avoir refusé de capituler devant « l'usurpateur », ont conduit souvent dans l'histoire, la population chi'ite à la révolte. Aujourd'hui cette tradition de révolte inspire l'idéologie d'organisations islamiques radicales chi'ites, tel le Hezbollah libanais. Mais une autre tradition, plus pragmatique, a marqué l'histoire chi'ite depuis des siècles. Cette dernière — la *tajjiya* — autorise les « croyants » à masquer leurs convictions et à trouver des arrangements avec le pouvoir en place dans le but de préserver l'essentiel : la continuité de la société chi'ite dans l'attente de l'arrivée du mahdi. Selon que les conditions historiques permettaient ou non l'épanouissement et l'enrichissement des couches sociales chi'ites aisées et de la hiérarchie des ulémas, c'est l'une ou l'autre de ces traditions qui dominaient le comportement de la population chi'ite. Notons que cette coexistence avec un pouvoir considéré comme illégitime, « blasphématoire » et « impur », était toujours considérée comme préférable à « l'anarchie » et au chaos (11). Ainsi le chaos qui accompagne l'occupation états-unienne de l'Irak peut devenir un catalyseur de la radicalisation de la population chi'ite irakienne et la pousser à entreprendre la lutte contre l'occupant.

L'avenir de l'Irak dans les projets « necons » de l'administration Bush était sensé obéir à deux buts dont l'incompatibilité ne semble pas avoir été remarquée par leurs auteurs. D'une part l'Irak devait devenir « le

10. La destruction de la bibliothèque de Bagdad a alors privé l'humanité d'une partie de son histoire. L'armée états-unienne a laissé faire les pillages, organisés par des spécialistes et non fruit d'une révolte des pauvres gens. Selon le *Washington Times* du 20 avril 2003 les chefs

de l'armée d'occupation disposaient d'une liste de 16 sites dont la protection était considérée comme prioritaire, établie par le Pentagone le 26 mars. Le Musée de Bagdad figurait en n° 2 sur cette liste. Mais le général Brook, qui dirigeait les troupes à Bagdad durant les pillages,

« ne le savait pas » (sic!) et a laissé faire les pillards.

11. Cf. Zbigniew M. Kowalewski, *Hezbollah — szyicki "islam rewolucyjny" ("Hezbollah — l'islam révolutionnaire" chi'ite)*, *Rewolucja* n° 2, Varsovie 2002.

*pivot tactique* » de la domination US au Moyen-Orient, permettant aux États-Unis de s'assurer la maîtrise de la gestion du pétrole irakien — à la fois pour permettre aux compagnies pétrolières « juniors » texanes et californiennes (au sein desquelles l'administration Bush a de nombreux intérêts) de s'enrichir et s'assurer le contrôle de l'OPEP — et pour prendre pied militairement au centre de la région afin de s'assurer la soumission des classes dominantes arabes et contenir, voire menacer, les « États voyous » locaux (la Syrie et l'Iran) et les « terroristes » (le Hezbollah...). D'autre part l'Irak devait devenir « une démocratie exemplaire », inspirée du modèle états-unien, aux mains du Congrès national irakien, à la tête duquel fut installé le banquier escroc Ahmed Chalabi, « neocons » et ami des fondateurs du PNAC.

Le hic, c'est qu'alors qu'un petit groupe « neocons » peut s'assurer la gestion d'une société impérialiste tels les États-Unis, au sein de laquelle les relations entre les classes et la domination bourgeoise sont historiquement établis, l'exportation de ce modèle dans une société du Tiers-Monde, exsangue après vingt ans de guerres et d'embargo, bouleversée par le renversement de la bureaucratie dominante, et qui plus est, devant garantir le pillage de sa principale ressource par les grands frères « neocons » des États-Unis, relève de la quadrature du cercle.

Les deux seuls « partenaires » américains présents sur le terrain — les deux partis qui se partagent la gestion de la zone autonome kurde — ont le défaut d'être confinés à une zone secondaire de l'Irak. De plus, s'ils ont joué la carte états-unienne de manière jusque-là soumise, ils tiennent tout d'abord à garantir leur leadership sur la population kurde, à accroître si possible la zone d'influence kurde et à éviter l'apparition d'un pouvoir stable et fort à Bagdad qui pourrait les menacer à terme. Quant aux « Irakiens libres » d'Ahmed Chalabi, ils se sont vite avérés dépourvus d'une influence quelconque dans le pays et provoquent l'hostilité de toutes les élites installées. Les réunions de « l'opposition irakienne » tenues jusque là sous la houlette de Jay Garner, propulsé au poste de « proconsul » états-unien en Irak, mais déjà coiffé d'un « vice-roi » en la personne de Paul Bremer (12), ont mis en lumière les incompatibilités entre les élites locales même les plus modérées, les nationalistes kurdes et les « opposants de l'extérieur » ramenés par les troupes US. Elles ont par ailleurs fait l'objet de la contestation massive des groupes islamistes plus radicaux, qui, refusant de s'y associer, ont organisé

des manifestations de rues aux cris « *dehors Saddam, dehors Bush, vive l'Islam !* ». A noter la volonté des groupes islamistes radicaux de transcender les divisions entre les chi'ites et les sunnites... Et cela en dépit des tentatives de l'occupant de découper la scène politique irakienne selon les fractures nationales et religieuses traditionnelles. Ainsi, l'élection à Mossoul d'un conseil consultatif local s'est faite selon ces fractures : les Kurdes élisant les délégués kurdes, les chi'ites, des délégués chi'ites, les sunnites, des délégués sunnites, les turkmènes, des délégués turkmènes, etc. Un tel système permet d'associer des notables locaux à l'occupation. Le présenter comme relevant de la « démocratie » constitue une farce de mauvais goût.

Devant l'échec avéré des projets irakiens des idéologues « neocons », l'administration

Bush s'oriente de plus en plus clairement vers une longue occupation, avant tout militaire. Dans ce but, Georges W. Bush a annoncé le fractionnement de l'Irak en trois ou quatre zones d'occupation, confiées respectivement aux militaires états-uniens, britanniques (13) et aux mercenaires polonais (14). Souhaitant réduire les troupes états-uniennes présentes en Irak, à la fois parce que leur présence est coûteuse et pour limiter leur exposition aux effets de la radicalisation irakienne contre l'occupation du pays, Washington a par ailleurs fait appel aux mercenaires de plusieurs autres pays pour les intégrer aux troupes d'occupation (15). Ce sont donc les forces armées étrangères qui seront, pour un temps indéterminé, chargées de la police et de l'administration au jour le jour du protectorat américain.

## 5. Menaces pour l'occupant

Dès que les forces de la « coalition » états-unienne ont pénétré sur le territoire irakien, on a pu observer que loin d'acclamer les « libérateurs » auto-proclamés, la population irakienne dans le Sud du pays gardait une distance prudente envers eux. Les médias pro-interventionnistes ont alors expliqué que la population locale continuait à craindre la revanche des saddamistes. Les manifestations exigeant le départ des troupes d'occupation, qui se sont multipliées après la prise de Bagdad et l'arrêt des combats par l'armée irakienne, ont aussi été présentées comme le fait des nostalgiques de la dictature de Saddam Hussein. Si de tels

mensonges, répétés à l'infini, peuvent désorienter une population ne cherchant pas d'autres sources d'informations, en particulier aux États-Unis (16), ils sont loin de modifier la situation en Irak.

Le 15 avril quelques 20 000 chi'ites ont manifesté à Nassiriya contre une réunion organisée par Jay Garner et Ahmed Chalabi dans le but de mettre en place une « administration irakienne ». « *Oui à la liberté, oui à l'Islam !* » et « *Non à l'Amérique, non à Saddam !* », « *Personne ne nous représente à la conférence !* » furent leurs slogans. La manifestation était organisée par le Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak

12. La nomination de Paul Bremer par George W. Bush a donné lieu à des cafouillages qui témoignent de la panique qui règne à Washington devant la faillite avérée des projets « neocons » pour l'Irak. Alors que les informations officielles annonçaient depuis le 30 avril la nomination d'un diplomate à la tête de l'administration d'occupation, et donc au-dessus de Jay Garner, Donald Rumsfeld, en tournée dans le Golfe et à Londres, s'est fendu d'un démenti le vendredi 2 mai, avant que d'être obligé de faire machine arrière. Paul Bremer devra coiffer à la fois Jay Garner, chargé des travaux de reconstruction, et Zalmay Khalilzad, l'ambassadeur spécial désigné par Bush pour organiser « la transition politique ».

13. Notons que juste avant cette annonce le chef d'État-major de l'armée britannique, l'amiral

Michael Boyce, avait annoncé que ses troupes étaient « surmenées » et qu'elles « ne peuvent pas être engagées dans un autre conflit d'ici à la fin de l'an prochain sans souffrances supplémentaires » (*Le Monde* du 2 mai 2003). Manière de dire qu'il est temps de rentrer à la maison...

14. Il n'est nullement question d'élever la Pologne au rang de « partenaire » des impérialismes US et britannique. Atteinte d'une crise financière que l'achat récent des F-16 états-uniens a encore plombée, l'armée polonaise est demandeuse de « missions » financées par ceux qui ont besoin de « chair à canon ». Le gouvernement du social-démocrate et ex-bureaucrate post-stalinien Leszek Miller n'aspire à rien d'autre qu'à remplir les caisses en louant ses soldats.

15. Selon *Le Monde* du 6 mai, un responsable du Pentagone,

outre les trois pays mentionnés, a annoncé que les troupes des pays suivants participeront à l'occupation de l'Irak sous la houlette des États-Unis : la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie. Par ailleurs les Philippines, le Qatar, l'Australie et la Corée du Sud se sont engagés à fournir une aide civile, logistique ou médicale.

16. L'efficacité de la propagande diffusée depuis Washington, martelée quotidiennement par les chaînes comme Fox-TV ou CNN, ne doit pas être sous-estimée : entre 42 % et 56 % des Américains (les sondages varient) ont fini par être convaincus que Saddam Hussein était directement impliqué dans les attaques du 11 septembre 2001 !

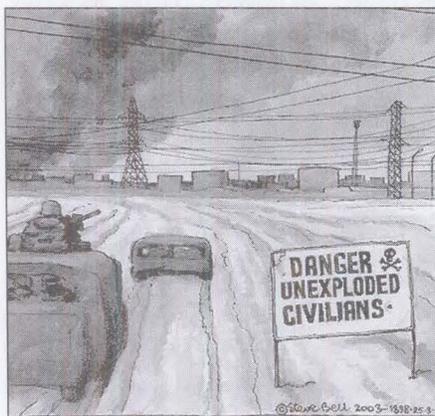
# Guerre

(CSRII). A Mossoul, le 13 avril, le dirigeant du Parti patriotique, que l'occupant avait installé dans les locaux de la préfecture, s'est fait huer à l'issue d'une réunion avec les Américains ; les soldats US ont ouvert le feu, tuant 14 personnes. Le vendredi 18 avril à Bagdad, des dizaines de milliers de manifestants ont envahi les rues à la sortie des mosquées, avec des calicots stipulant : « *A bas les USA !* », « *Ne restez pas, rentrez chez vous !* », « *Non à Saddam, non à Bush !* », « *USA, vous n'êtes pas les bienvenus !* », « *USA = Mongols modernes* » (17). Les organisateurs de la manifestation, se réclamant d'un Mouvement national unifié irakien, ont dit à l'envoyé de Reuters qu'ils représentaient les chi'ites et les sunnites (18). Plus récemment, face aux revendications populaires de voir les soldats occupants libérer un établissement scolaire, ces derniers n'ont pas hésité à tirer par deux fois sur la foule : 17 Irakiens ont été tués, plusieurs dizaines blessés, dont des enfants à Falluja. Commencée par des bombardements intenses, l'opération « *liberté pour l'Irak* » se poursuit dans le sang.

Le 22 avril ce sont des centaines de milliers, peut être plus d'un million, de chi'ites qui ont pris part au pèlerinage de Kerbala, la « *citée sainte* » où l'imam Hussein disparut en 681. Le régime de Saddam Hussein avait depuis 1991 interdit de tels pèlerinages, aussi la mobilisation massive peut être due au fait qu'il s'agissait d'une « *première* ». Ce pèlerinage n'a pas donné lieu à des manifestations politiques massives, il n'y a pas eu de proclamations politiques ni d'appels. Plus même, les tentatives au cours du pèlerinage de manifestations politiques, tentées par des groupes islamiques radicaux, sont apparues très minoritaires face à la marée humaine. Il n'en reste pas moins que ceux des pèlerins qui se réfugiaient dans la « *citée sainte* » à la recherche

d'une autorité capable de les préserver du chaos et de les aider dans une situation où l'État ne leur garantissait plus les services vitaux, ont pris conscience de leur force. Et que les autorités états-uniennes y ont vu le danger d'une « *République islamique* », tout en préférant évacuer leurs troupes de la ville.

La principale figure du clergé chi'ite en Irak, l'ayatollah Ali Sistani, établi dans la « *ville sainte* » de Nadjaf, avait tout d'abord appelé la population, le 8 avril, à ne pas



intervenir dans les combats entre les forces de Saddam et l'envahisseur, ce que Paul Wolfowitz avait immédiatement interprété comme « *la première fatwa pro-américaine* » (19). Une semaine plus tard Sistani a cependant expliqué que l'Irak doit être dirigé « *par ses meilleurs enfants* » et son fils aîné, considéré comme son porte-parole, a ajouté : « *Les Américains sont les bienvenus, mais je ne crois pas qu'il soit bon qu'ils restent longtemps* ». Son envoyé à Bagdad, le cheikh Al Fartusi — dont l'arrestation par les soldats US a immédiatement provoqué une manifestation de 5 000 personnes devant l'Hôtel Palestine, forçant l'occupant à le libérer —, a expliqué dans un

sermon devant 50 000 fidèles le 21 avril que les États-Unis ne peuvent imposer une « *démocratie* » formelle en Irak qui se limiterait à accorder aux individus la liberté d'expression mais dénierait aux Irakiens le droit de choisir leur propre gouvernement (20).

Le clergé de Nadjaf semble avoir établi des rapports privilégiés avec le Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak, dirigé par l'ayatollah Mahamad Baqir al Hakim. Issu d'une scission radicale pro-iranienne du parti islamiste traditionnel Al Da'wa Islamiya fondé en 1950, présenté comme proche de l'ayatollah iranien Ali Khamenei (successeur de Khomeiny), le CSRII dispose d'une brigade de 12 000 hommes (« *brigade Al Badr* », qui stationnait en Iran avant l'invasion, formée de réfugiés, d'émigrants et d'officiers et soldats irakiens qui ont déserté durant la guerre Irak-Iran). La brigade Al Badr aurait traversé la frontière et pris le contrôle de la ville de Baquba (160 000 habitants), proche de la frontière iranienne, et de celle de Kout (360 000 habitants). Faisant d'abord parti du Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi, le CSRII a rompu en janvier 2003, lorsque le conseiller US à la Sécurité intérieure, Zalmay Khalilzad, a déclaré dans une réunion des opposants irakiens, que les États-Unis n'envisageaient pas d'établir un gouvernement provisoire immédiatement, mais comptaient administrer l'Irak eux-mêmes. Favorable à la neutralité au cours des opérations militaires, le porte-parole du CSRII avait déclaré le 5 avril à *Arab News* : « *[les chi'ites] doivent rester sur le côté pour éviter autant que se peut les dommages, jusqu'à ce qu'ils soient sûrs que la machine répressive du régime irakien aura été annihilée. Lorsque ce point aura été atteint, ils devront commencer à s'organiser eux mêmes.* » (21)

## 6. Des administrations chi'ites

A Bagdad, la population chi'ite, paupérisée et prolétarisée, est largement concentrée dans le faubourg qui portait le nom de Saddam City. Il fut immédiatement rebaptisée Sadr City, du nom de l'ayatollah Mohammed Sadiq al Sadr, assassiné sur ordre du régime en 1999. Son fils, Muqtada al Sadr, principal rival de l'ayatollah Sistani, est entré dans la clandestinité après l'assassinat de son père. Il a organisé les chi'ites pauvres de Nadjaf et de Kufa et a établi son autorité dans les bidonvilles de la banlieue est de Bagdad, où vivent deux à trois millions de chi'ites. Les milices armées de Muqtada ont imposé leur contrôle sur Sadr City et tentent d'y organiser les services publics inexistants ou disparus. Son mouvement est favo-

rable à une république islamique en Irak, sans être lié à l'Iran. Selon J. Cole, « *le mouvement Sadr semble être intolérant et autoritaire, et avoir une base de classe dans les banlieues écrasées par la pauvreté et brutalisées par les voyous du parti Baas. (...) Comme la plupart des autres membres du clergé chi'ite, Muqtada veut voir les Américains hors d'Irak, à court terme.* » (22) Le 25 avril cent mille personnes se sont rassemblées à Sadr City pour la prière, à l'initiative du mouvement Sadr.

« *C'est la tentative du clergé chi'ite (loin d'être uni dans ses efforts) de consolider l'administration dans les villes irakiennes indépendamment des États-Unis qui a conduit la Maison Blanche à accuser les*

17. Cité par Praful Bidwai, *A New, angry, Pentagon colony*, *Frontline*, vol. 20, n° 9, du 26 avril 2003. *Frontline* est un news magazine indien.

18. Cité par Rohan Pearce, *Iraqis demand : "Invaders out now !"*, *Green Left Weekly* du 23 avril 2003. *Green Left Weekly* est l'hebdomadaire du Parti socialiste démocratique d'Australie.

19. La *fatwa* est un document religieux ayant la force d'une loi. Wolfowitz a fait preuve de son ignorance, car un discours oral ne peut être une *fatwa*.

20. Juan Cole, *Shiite religious parties fill vacuum in southern Iraq*, *Middle East Report Online*, 22 avril 2003 <[www.merip.org/mero/mero042203.html](http://www.merip.org/mero/mero042203.html)>. Juan Cole enseigne l'histoire du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud à l'Université de Michigan.

21. Rohan Pearce, *Shiites lead opposition to US occupation*, *Green Left Weekly*, 7 mai 2003.

22. op. cit.

"agents iraniens" d'interférer dans le pays. Les mosquées chi'ites sont devenues des centres d'organisation d'une force politique post-Baassiste indépendante du contrôle de Washington », écrit Rohan Pearce (23). Selon J. Cole, à l'exception de Bassora « partiellement à cause d'une politique différente menée ici par le commandement britannique et partiellement à cause de l'influence des classes moyennes et ouvrières chi'ites sécularisées », dans les principales villes chi'ites le clergé et les organisations chi'ites islamistes radicales ont pris en main l'administration, assurant la sécurité et prenant en main la reconstruction des services publics vitaux. Il n'est pas inutile de souligner que la capacité d'assurer à la population les services sociaux inexistantes avait été un des piliers des succès populaires d'un autre mouvement islamiste radical chi'ite, le Hezbollah libanais. Z. M. Kowalewski écrit à ce sujet : « L'enracinement de sa propre légitimité et de celle du mouvement de résistance armée parmi les masses et au niveau institutionnel fut l'ambition du Hezbollah. Il tentait de créer dans les régions paupérisées du pays ses propres réseaux d'aide sociale. Ces réseaux ont été établis au cours de la guerre civile, lorsque l'État était incapable d'assurer une quelconque aide dans ce domaine. Mais comme l'État ne fut toujours pas capable de réaliser ses fonctions dans ce domaine, dans un paysage d'abandon, de corruption et de stagnation socio-économique, [le Hezbollah] a entrepris la mise en place de ses propres programmes, indépendants de l'État. Dans ces régions où l'aide publique était insuffisante voire inexistante, le département du Hezbollah, appelé Jihad al-Binaa (Djihad de construction), a fourni à la population un large spectre de services. Il assurait gratuitement l'école et les soins de santé, aidait les paysans à assimiler les nouvelles techniques agricoles et leur offrait les semences et les engrais à des prix inférieurs à ceux du marché, installait des magasins avec des marchandises subventionnées, organisait la distribution de l'eau potable et des générateurs d'électricité, fournissait des bourses aux étudiants, s'occupait du ramassage des ordures. » (24)

L'exemple du Hezbollah, dont la guérilla a forcé Israël à évacuer le Sud Liban après huit ans d'occupation, inspire de nombreux mouvements islamiques. L'éditorial du 16 avril de *Muslimedia International*, site internet de l'Institut de la pensée islamique contemporaine (pro-iranien), après avoir présenté le projet américain de transformer l'Irak en un État vassal, indiquait : « Il peut y avoir, néanmoins, une courte fenêtre d'opportunité pour les mouvements politiques

populaires irakiens, entre l'effondrement de l'ancien régime et l'établissement d'un nouveau. Quel que soit le soin avec lequel les États-Unis ont préparé leurs plans, une période d'incertitude politique est inévitable. Cela peut être le meilleur moment pour le peuple irakien d'affirmer ses propres aspirations. Les défis seront immenses, tant en ce qui concerne le positionnement que l'organisation du mouvement islamique en Irak et il s'attirera l'opposition de ceux qui ont leurs propres plans pour le futur de l'Irak. Il faudra voir s'il pourra saisir ce moment ; l'alternative sera une nouvelle période noire pour le peuple irakien » (25). L'édition du 1<sup>er</sup> mai du même cite internet, propose une analyse, qui, après avoir souligné l'influence du leader du CSRII, conseille : « A leur grand crédit, les chi'ites n'ont pas sombré dans une orgie d'assassinats revanchards après la chute de Saddam. Ils doivent construire sur cette base et rassembler tous les groupes irakiens, y compris les Kurdes, qui ont été si longtemps aliénés. Dans le chaos qui saisit l'Irak aujourd'hui, les ulémas doivent mobiliser leurs soutiens pour soulager le peuple, l'aider à rétablir la distribution d'eau et d'é-

lectricité, aussi bien que la loi et l'ordre, mais sous leur propre direction, et non aider les Américains à consolider leur emprise sur le pays. Ils doivent suivre l'exemple de l'Hezbollah au Liban, qui a acquis la confiance et l'admiration de tout le monde, y compris de la communauté chrétienne avec laquelle les Musulmans se sont battus si longtemps. » (26)

Le 25 avril Donald Rumsfeld déclarait : « Nous ne permettrons pas à la minorité qui se fait entendre en ce moment de transformer l'Irak à l'image de l'Iran.(...) Nous n'autoriserons pas que la transition démocratique vécue par le peuple irakien soit détournée par ceux qui voudraient installer une nouvelle forme de dictature » (27). Comment ? Par la force, bien sûr. « La guerre américaine "de libération" est finie. La guerre irakienne pour se libérer des Américains commence. En d'autres termes, l'histoire réelle et effrayante commence maintenant », rapportait de Bagdad Robert Fisk (28), correspondant de *l'Independent* britannique en Orient depuis vingt ans, le 17 avril 2003. Donald Rumsfeld semble lui donner raison.

## 7. Le pétrole irakien hors de portée ?

En décembre dernier, Heritage Foundation, un groupe d'experts « neo-cons » liée à l'administration Bush, écrivait dans un rapport consacré à l'après-guerre en Irak : « La voie vers la prospérité économique en Irak ne sera pas construite aisément, mais l'administration Bush peut aider le nouveau gouvernement irakien à réaliser les réformes structurelles fondamentales avec la privatisation massive, ordonnée et transparente des divers secteurs de l'économie, y compris l'industrie pétrolière » (29) Selon *Reuters*, lors de la conférence organisée à Londres par le département d'État états-unien les 4 et 5 avril, « Les exilés irakiens et les principaux officiels états-unien ont convenu (...) que les compagnies pétrolières internationales pourront jouer un rôle dirigeant dans le

remise en marche de l'industrie pétrolière irakienne après la guerre. » (30)

Disposant d'immenses réserves dont l'exploitation est aisée d'un pétrole d'excellente qualité vendu à un prix sans concurrence (31), l'Irak a aiguisé les appétits de l'administration Bush, fort liée aux compagnies pétrolières « juniors » texanes et californiennes. Mais ces compagnies, pour survivre, ont besoin de cours élevés du pétrole, car le coût du baril issu de leurs exploitations est un des plus élevés au monde. Par ailleurs, elles n'ont pas forcément les capacités financières nécessaires à la remise en état des installations existantes — plus d'un milliard de dollars, selon Yahya Sadowski — ni pour élever la production irakienne à 6 milliards



23. *Green Left Weekly* du 7 mai 2003, op. cit.

24. op. cit.

25. <[www.muslimedia.com/archives/editorial03/editor156.htm](http://www.muslimedia.com/archives/editorial03/editor156.htm)>

26. Zafar Bangash, *Iraqi Muslims facing grim future, as US joins long line of invaders to have raped Iraq*, *Muslimedia International*, 1-15 mai 2003. <[www.muslimedia.com/irq-grim.xml](http://www.muslimedia.com/irq-grim.xml)>

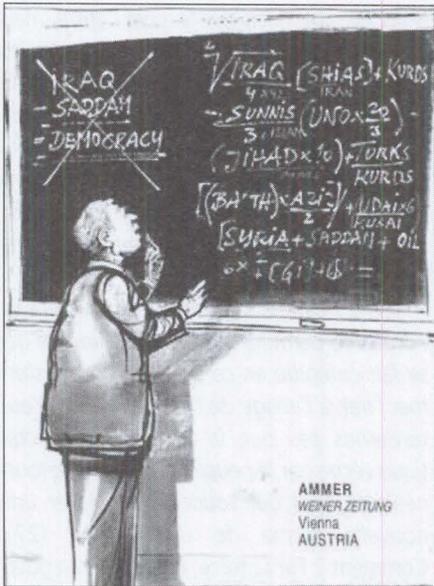
27. Cité par *Le Monde* du 27-28 avril 2003.

28. <<http://argument.independet.co.uk/commentators/story.jsp?story=397925>>

29. Cité par Doug Lorimer, *Oil and the Bush plan for global domination*, *Green Left Weekly* du 23 avril 2003.

30. *ibid.*

31. Cf. *Inprecor* n° 480/481 de mars/avril 2003, p. 8.



de barils par jour, que le même expert estime à 30 milliards de dollars (32). C'est pourtant une telle production qui pourrait permettre à l'Irak, c'est-à-dire aux États-Unis, de s'assurer le contrôle de l'OPEP, autre rêve de l'administration américaine, déjà formulé par Henry Kissinger dans les années 1970 et qui hante les « neocons ».

La solution pourrait bien consister à offrir aux pétroliers « juniors » amis, des parts des réserves irakiennes et de l'industrie pétrolière irakienne, en assurant en même temps aux géants américains Exxon-Mobil et Chevron-Texaco, ainsi qu'à Shell et à British Petroleum des parts suffisantes pour éviter que ces puissantes compagnies ne soulèvent des vagues, tout en passant outre aux protestations françaises (TotalFinaElf), allemandes, russes et chinoises — l'axe coupable de n'avoir pas soutenu l'effort de guerre états-unien. Selon *Le Monde* (33) « l'administration américaine aimerait tailler un nouveau cadre juridique » pour « offrir une sorte d'immunité légale protégeant les compagnies contre les poursuites devant les tribunaux ». A cet effet « l'administration Bush dispose d'une autre arme de choc : la possession des cartes géologiques du sous-sol irakien imbibé d'or noir ».

Mais un tel passage de force n'est pas aisé. Pour mener à bien la privatisation du pétrole irakien, c'est-à-dire s'assurer que ceux qui doivent l'être seront servis de façon prioritaire, l'administration Bush aurait récemment offert le poste de patron de la

société nationale irakienne à Fadhil Chalabi, directeur du Center for Global Energy Studies, lié par des liens familiaux à Ahmed Chalabi, l'homme lige de Washington à la tête du Congrès national irakien. L'intéressé, « ne voulant pas apparaître comme un sous-fifre de Washington » aurait décliné l'offre. Le pétrole irakien, nationalisé en 1972, est la seule véritable ressource du pays. Son bradage ne manquera pas de soulever l'opposition populaire en Irak, au-delà de ce que provoque la seule présence des troupes étrangères dans le pays. Fadhil Chalabi n'est pas candidat au suicide.

Les pétroliers qui ont entrepris des négociations avec l'Irak sous Saddam ne comptent pas non plus se laisser faire. Ainsi Lukoil russe, le mieux placé car il a conclu des contrats avec le régime de Saddam Hussein pour l'exploitation des réserves pétrolières irakiennes, menace de porter l'affaire devant la Cour d'arbitrage de Genève, ce qui selon les traités internationaux en vigueur devrait entraîner le gel immédiat des réserves concernées. TotalFinaElf, ne disposant que d'un protocole d'accord signé réclame également le respect des engagements antérieurs. L'empressement du gouvernement Chirac à faire rentrer l'ONU sur le terrain de la reconstruction de l'Irak n'est pas sans liens avec ces accords, dont la réalisation garantirait à la compagnie pétrolière française une solide assise en tête du peloton grâce à l'exploitation des cinq champs pétroliers géants de Majnoun et Bin-Umar, parmi les plus profitables en Irak. La compagnie chinoise CNPC, qui a pour sa part paraphé un accord de partage de la production du champ Al-Adhab en 1997, est également sur les rangs avec le soutien de son gouvernement.

Le passage en force des États-Unis est gros d'une crise internationale, d'une bien plus grande ampleur que celle qui a précédé

l'invasion de l'Irak. Elle pourrait voir le Japon, principal consommateur du pétrole du Golfe, rejoindre l'axe Paris-Berlin-Moscou-Pekin. L'administration Bush serait alors opposée à trois puissances impérialistes secondaires et à trois États disposant d'armes nucléaires. Les structures internationales qui ont permis la mondialisation néolibérale pourraient alors voler en éclats. Il n'est pas certain que les géants pétroliers, en premier lieu Exxon, soient prêts à envisager tranquillement la possibilité d'un conflit inter-impérialiste ouvert et la contraction du marché mondial que cela provoquerait. Et il n'est pas sûr que George W. Bush soit prêt à engager la campagne pour sa réélection dans un climat à ce point alourdi. Une fois de plus les rêves des « neocons » et de leurs pourvoyeurs pétroliers « juniors » semblent avoir dépassé l'horizon politique de leurs auteurs. « *L'administration Bush — écrivait Y. Sadowski — a conçu sa campagne contre Bagdad sans la moindre participation de ces compagnies [Exxon-Mobil et Chevron-Texaco] et dans l'ignorance absolue des bases de l'économie pétrolière.* » (35)

L'occupation états-unienne de l'Irak, si elle parvient à se stabiliser, conduira sans doute à la privatisation au moins partielle du pétrole irakien. La Société nationale irakienne, si elle dispose de cadres et des connaissances, manquera cruellement de capitaux si l'occupant, ou le protectorat américain devant lui succéder, le décide. Comme sous le régime Saddam soumis à l'embargo, la mise en exploitation des nouveaux champs et la modernisation des exploitations existantes nécessitera donc des investissements étrangers. Fadhil Chalabi l'avait dit explicitement au *Christian Science Monitor* de Boston : « *Nous avons besoin d'un immense montant d'argent qui s'investisse dans le pays. La seule voie est de priva-*



Bonjour, je suis votre nouveau voisin !

32. Yahya Sadowski, *Vérités et mensonges sur l'enjeu pétrolier*, *Le Monde Diplomatique*, avril 2003.

33. Marc Roche, *Le casse-tête de la propriété de l'or noir*, *Le Monde* du 24 avril 2003.

34. Marc Roche, *Le grand frisson de la réorganisation pétrolière*, *Le Monde* du 4-5 mai 2003.

35. op. cit.

tiser partiellement notre industrie. » (36) Une telle opération pourrait soulever moins d'oppositions en Irak même — les principales forces de l'opposition, les organisations

islamistes, ne sont pas ennemis de la propriété privée et la gauche irakienne est faible et désorientée (37). Mais sa réalisation implique un accord inter-impérialiste.

## 8. La fuite en avant des « neocons »

« Le ministre des infrastructures nationales Joseph Paritzky a demandé une estimation de l'état du vieil oléoduc allant de Mossoul à Haïfa, en envisageant la reprise du transport du pétrole lorsqu'un régime ami aura été installé après la guerre en Irak », écrivait le quotidien israélien Haaretz (38). Cet oléoduc a été mis hors service lors de l'établissement de l'État d'Israël en 1948, remplacé par l'oléoduc syrien. Même dans l'éventualité — très improbable — que la « feuille de route » élaborée par le « quartet » (États-Unis, Union européenne, Russie, ONU) aboutisse à des résultats, la remise en route de cet oléoduc impliquerait que l'État palestinien envisagé soit totalement inféodé à Israël. Le but de cette feuille de route est de contraindre l'Autorité palestinienne à mettre « un terme immédiat et inconditionnel à la violence » et à reprendre la « coopération sécuritaire sur la base du plan de travail Tenet » avec Israël, c'est-à-dire à tourner le dos aux aspirations du peuple palestinien. Son effet ne peut être autre que de priver l'Autorité palestinienne de la légitimité dont elle dispose encore et de renforcer en retour la légitimité des islamistes radicaux, bref de faire perdurer la guerre inégale et sans issue dont la population palestinienne est la première victime, mais dont souffrent également les habitants d'Israël.

Au lendemain de la prise de Bagdad, Bush a publiquement déclaré « Je pense que nous croyons qu'il y a des armes chimiques en Syrie » et son porte-parole, Ari Fleischer, a renchéri en disant que le programme syrien d'armes chimiques était « bien connu », que la Syrie était un « État voyou », l'avertissant qu'il doit « sérieusement peser les implications de ses actions » (39) Après l'invasion de l'Irak, celle de la Syrie ?

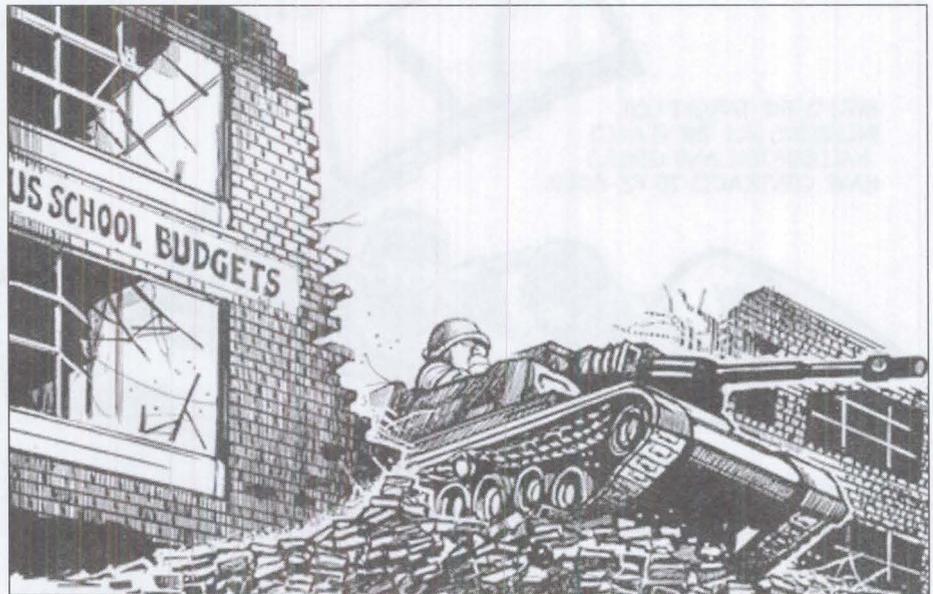
L'imagination des « neocons » et de leurs clients de la droite israélienne n'a pas de limites, mais l'agression de la Syrie n'est pas (encore ?) à l'ordre du jour de l'administration Bush. Pourtant la Syrie, alliée aujourd'hui — après avoir tenté sans succès de le contenir — avec le Hezbollah libanais, est une épine dans les plans américano-israéliens de réorganisation du Moyen-Orient. Washington tente donc de profiter de l'impact de son « triomphe militaire » pour encourager le régime syrien à coopérer. Lors de sa visite à Damas le 3 mai, Colin Powell,

secrétaire d'État états-unien, a en effet exigé rien de moins que la Syrie réduise au silence les organisations palestiniennes qualifiées par Washington de « terroristes » — le Hamas et le Jihad islamique — et mette fin aux activités anti-israéliennes du Hezbollah libanais. Il a par ailleurs exigé que la Syrie consigne les fonds irakiens déposés sur son territoire et remette aux autorités états-uniennes les responsables ou les scientifiques irakiens réfugiés chez elle — deux exigences contraires aux lois internationales. Enfin s'arrêtant à Beyrouth, il a demandé que le Liban se débarrasse de toutes les forces étrangères — autrement dit que le protectorat syrien fasse partir les quelques vingt mille militaires de son protecteur.

La gesticulation états-unienne a pour le moment produit un effet « collatéral » : réunis à Riyad le 19 avril les ministres des

affaires étrangères de l'Arabie saoudite, de la Turquie, de l'Iran, de la Syrie, de la Jordanie, du Koweït, du Bahreïn et de l'Égypte — outre la Syrie et l'Iran, tous clients des États-Unis — ont rappelé dans un communiqué commun « l'obligation des forces d'occupation, en vertu de la 4e convention de Genève, de se retirer d'Irak et de permettre aux Irakiens d'exercer leur droit à l'auto-détermination ». Ils ont affirmé « n'accepter aucune ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak » et souligné que l'exploitation des ressources naturelle irakiennes « devrait être en conformité avec la volonté du gouvernement irakien légitime », insistant enfin sur « le rôle central des Nations unies ». Enfin la conférence a apporté son « soutien à l'initiative syrienne appelant à l'élimination des armes de destruction massive du Moyen-Orient », ce qui concerne en premier lieu les armes nucléaires, chimiques et bactériologiques... israéliennes.

Enfin, le 29 avril, l'Arabie saoudite a obtenu de Donald Rumsfeld le retrait des troupes états-uniennes de la base qui servait jusque-là de commandement des forces aériennes US dans la région. La réorganisa-



36. Cité par Doug Lorimer, *Oil and...*, op. cit.

37. Le Parti communiste irakien a refait surface, s'est procuré des locaux dans plusieurs villes (souvent des anciens sièges de la police politique abandonnés) et a commencé à publier un journal. Quelques dizaines de personnes ont manifesté le 1er mai à son appel à Bagdad. Mais ni ses écrits, ni les rapports des journalistes, ne semblent indiquer qu'il ait même compris l'enjeu de la mise en place d'une administration non soumise à l'occupant — ce qu'ont

compris les islamistes — ni qu'il ait un instant envisagé d'impulser l'auto-organisation populaire pour rétablir l'eau et l'électricité. Ses dirigeants rêvent d'un socialisme à la suédoise, ce qui a inspiré à un reporter progressiste indien ce commentaire : « A ce moment il est un peu difficile de regarder cette ville encore fumante et déchirée par les tanks et les kalashnikovs et d'imaginer qu'elle pourrait jamais se transformer en une sorte de Stockholm. Mais il est aussi difficile de regarder autour de soi et de l'imaginer se transformer

en une nouvelle Kansas City ou une nouvelle Des Moines. Si Jay Garner peut rêver grand, pourquoi pas Malik. » Ce n'est en tout cas pas du PCI que viendra l'alternative aux islamistes...

38. Akiva Eldar, Le pipeline vers Haïfa, les rêves pétroliers irakiens du ministre israélien, Haaretz, 1 avril 2003.

39. Cité par Laila Juma, US increases political pressure on Syria after deposing Saddam, *Muslimmedia International*, 1-15 mai 2003, <[www.muslimmedia.com/syr-uspress.xml](http://www.muslimmedia.com/syr-uspress.xml)>

tion états-unienne du Moyen-Orient commence donc par l'apparition d'un front du refus, rapprochant des régimes jusque-là fortement opposés comme le saoudien et l'iranien. Ajoutons enfin, que le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, le

très blairiste Jack Straw, a jugé utile de prendre ses distances avec Georges W. en déclarant que la Syrie n'est pas sur la liste des prochaines expéditions et que la Grande-Bretagne ne sait rien sur des armes chimiques interdites dont disposerait la Syrie.

## 9. Une faiblesse structurelle

L'engouement de l'administration Bush pour les démonstrations de force militaire cache mal le relatif affaiblissement des fondements de l'impérialisme états-unien. Un des effets pervers de la « reaganomique », dont le but était de rétablir le taux de profit au détriment des salaires, fut le développement excessif du secteur des services au détriment du secteur industriel. La politique économique initiée par Reagan — et poursuivie depuis, même si c'est avec des fluctuations — a conduit à une explosion des inégalités : « Dans les sociétés citées dans le classement des 500 de Fortune, le ratio entre salaires annuels

des PDG et des ouvriers qui était de 1 à 40 en 1970 atteint désormais le rapport de 1 à 531, selon Proxinvest » (40). Ces inégalités, tout en réduisant la demande des salariés, ont produit une explosion de services d'un certain type : « Aux États-Unis, le développement des services n'est plus celui d'un tertiaire moderne, mais le retour à la vieille gabegie des sociétés aristocratiques du passé », commente Emmanuel Todd (41). La structure du PNB états-unien s'en ressent : en 2000 (42), l'industrie manufacturière ne contribuait plus que pour 15,9 % au PNB, l'industrie extractive pour 1,4 %, la construction pour 4,7 % et l'agriculture pour 1,4 % — autrement dit les activités produc-

ainsi un impôt mondial. Quant aux finances-assurances-immobilier, c'est pour une part la bulle financière dont l'effondrement d'Enron et de quelques autres bijoux de la « nouvelle économie » a montré le caractère virtuel et pour une autre, l'effet de la redistribution (le terme « pillage » serait plus approprié) du produit social (états-unien, mais aussi mondial) au profit du capital financier et spéculatif. La première armée du monde n'est pas là pour terrasser les Ben Laden, mais bien en dernière instance pour maintenir un ordre mondial qui permette ce pillage.

Entre 1994 et 2000 cependant, la croissance de ce secteur virtuel (finances-assurances-immobilier) fut plus de deux fois plus rapide que celle de l'industrie, masquant largement le retard accumulé dans le secteur productif, notamment dans le domaine de la productivité, dont a témoigné récemment la décision de l'administration Bush d'instaurer des barrières douanières pour les produits sidérurgiques, la sidérurgie américaine étant incapable de faire face à la concurrence, notamment européenne. Le déficit commercial des États-Unis est le symptôme de cette faiblesse. L'Amérique a besoin de plus d'un milliard de dollars de rentrées financières par jour pour couvrir le déficit commercial. Comme l'écrit encore E. Todd, « C'est le mouvement du capital financier qui assure l'équilibre de la balance des paiements américaine. (...) Si l'on tient compte du fait, que la majorité des biens achetés à l'étranger sont destinés à la consommation, correspondant à une demande infiniment renouvelable à court terme, alors que le capital financier investi aux États-Unis devrait correspondre en majorité à des investissements à moyen et long terme, on doit admettre qu'il existe quelque chose de paradoxal, pour ne pas dire de structurellement instable dans le mécanisme » (43). En effet, « les investisseurs étrangers détiennent plus de 18 % de la capitalisation boursière des actifs américains à long terme, et 42 % du stock des bons du Trésor ». Or, « ces sommes pourraient quitter le pays instantanément en actionnant quelques touches d'un clavier d'ordinateur » (44). Au cours des années 1990 on a observé une lente évolution des investissements étrangers : par exemple en 1993 le Japon avait investi 17 500 milliards de yens aux États-Unis et seulement 9 200 en Europe, mais en 2000 les proportions se sont inversées — 13 500 en Amérique du Nord et 27 000 en Europe (45). La poursuite d'une telle tendance et sa généralisation mettraient fin au financement de la croissance américaine par le reste du monde.

L'apparition de l'euro — devise refuge potentielle — rend plus compliquée la mani-

Dessin de Danziger



40. Frédéric F. Clermont, *Vivre à crédit ou le credo de la première puissance du monde*, Le Monde Diplomatique, avril 2003.

41. Emmanuel Todd, *Après l'Empire*, Gallimard, Paris 2002, p. 114.

42. Selon le Bureau of Economic Analysis, cité par E. Todd, op. cit., p. 83.

43. E. Todd, op. cit., p. 107.

44. Frédéric F. Clermont, op. cit. On se souvient comment, en pleine guerre du Vietnam, l'administration française de Charles De Gaulle a mis à mal le Trésor américain en convertissant en or ses réserves de dollars. La réalisation des bons de Trésor US ou des actifs boursiers par les capitalistes japonais et européens pourrait aujourd'hui produire une crise similaire.

45. <[www.jin.jac.02.jp/stat/stats/08TRA42.html](http://www.jin.jac.02.jp/stat/stats/08TRA42.html)>, cité par E. Todd, op. cit. p. 225.

tives dans l'ensemble représentaient seulement 23,4 % du PNB. Si l'on y ajoute de plus les services indispensables à la réalisation de la plus-value produite — les transports (12,3 %) et le commerce de gros et de détail (15,9 %) — on dépasse à peine les 51,6 % du PNB. D'où provient le reste ? Pour 21,9 % des « services personnels », 19,6 % des finances-assurances-immobilier et enfin 12,3 % de l'État (42). Les « services personnels », ou services à domicile, relèvent pour une grande part de la « vieille gabegie » stigmatisée par Todd. L'État, outre quelques activités productives qu'il assure, joue au « yoyo » avec ses bons du Trésor et prélève

pulation du cours du dollar, qui jusque-là permettait à l'économie états-unienne de « réguler » selon ses besoins les variations du déficit commercial et des investissements étrangers. On comprend donc pourquoi Bush voit d'un mauvais œil l'éventualité de l'entrée de la Grande-Bretagne au sein de l'Union monétaire — à laquelle aspire la City de Londres dans sa majorité et qui fut un des projets du gouvernement Blair. « La montée de l'euro — écrit E. Todd — peut symétriquement favoriser à long terme l'industrie américaine, mais assécher en contrepartie l'approvisionnement en capital financier des États-Unis, brutalement, à très court terme » (46). La préservation d'un champ de négociation et de coopération avec les impérialismes secondaires, japonais et européen, apparaît ainsi cruciale. Mais ce n'est pas la voie que semble emprunter Bush (47).

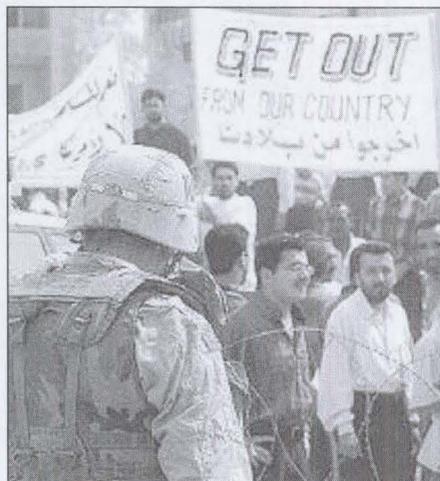
Face à ces enjeux, la politique de l'administration « neocons » de George W. Bush relève d'une fuite en avant : accroissement du déficit états-unien du fait de l'augmentation simultanée des dépenses de l'État (en particulier militaires) et de la réduction d'impôts pour les plus riches (le congrès a voté

une réduction d'impôts de 550 milliards de dollars, mais Bush envisageait au départ une réduction de 725 milliards !) — un moyen douteux d'attirer les investissements étrangers, car le creusement du déficit et la baisse conséquente du dollar risquent de réduire à néant les éventuelles bénéfices nets ainsi réalisés, mais une forme de redistribution des revenus au profit de la « upper middle class » (classe moyenne supérieure) dont font partie majoritairement les « neocons ».

Il ne faut pas cependant confondre les tendances de moyenne et longue durée et un processus achevé. L'affaiblissement structurel de l'économie états-unienne dans l'économie mondiale est compensé par la domination stratégique des États-Unis. Des victoires politico-militaires peuvent contenir les contradictions, permettre de marquer des points contre les concurrents, retardant ainsi certains processus et même déplaçant certaines contradictions. Les tendances à long terme ne relèvent pas de la fatalité. Il y a des moments de crise, où l'Histoire peut bifurquer, où son cours peut être dévié.

## 10. Altermondialisme face aux nouveaux défis

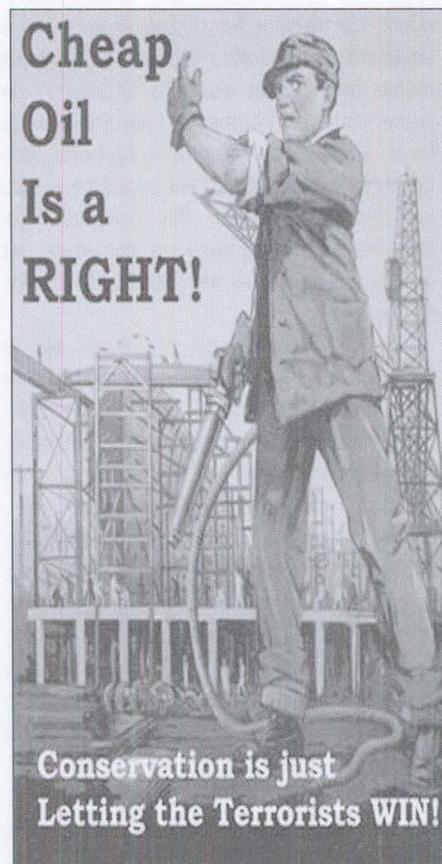
Les tensions inter-impérialistes que la comparaison de la guerre irakienne a révélées comme la concurrence exacerbée à la fois par le déclin de l'économie états-unienne et la phase basse du cycle économique dans les principales économies mondiales, annoncent une période où les bourgeoisies impérialistes vont développer une propagande « chauvine », valorisant « leur » aire d'influence et dévalorisant celle du concurrent. Cela a déjà commencé aux États-Unis avec une campagne orchestrée par l'administration Bush contre « la France » et « l'Allemagne », qui n'est pas sans rappeler une certaine propagande développée avant



1914 chez les futurs belligérants.

Le mouvement altermondialiste est parvenu pour l'essentiel à préserver son indépendance, évitant de s'aligner sur l'un des protagonistes du conflit inter-impérialiste. Le mouvement anti-guerre qu'il a suscité et au sein duquel — du moins en Europe et aux États-Unis, partiellement aussi, en Amérique latine et au Japon — il a joué un rôle moteur n'est pas tombé dans le piège de l'alignement sur « le camp anti-guerre institutionnel » des Chirac, Schröder, Poutine et compagnie.

Néanmoins ce mouvement, dans certains pays européens du moins et surtout dans les pays à dominante musulmane de l'Asie, a largement dépassé le champ d'influence du mouvement altermondialiste, mobilisant des centaines de milliers de nouveaux manifestants. La révolte anti-guerre de nombre d'entre eux prenait sa source dans des convictions religieuses — l'Islam en premier lieu, mais aussi le catholicisme du fait de l'engagement du pape — voire dans des identités nationales. Dans certains pays arabes et asiatiques, où le mouvement altermondialiste n'a pas connu un développement similaire à celui qu'il a acquis dans les deux Amériques et en Europe, les organisations islamistes radicales ont affronté les bureaucraties étatiques aux prétentions



Le pétrole bon marché est un DROIT !  
L'économiser c'est laisser vaincre les terroristes !

« nationalistes » pour l'hégémonie au sein du mouvement anti-guerre. Le fait qu'en Irak la lutte contre l'occupation états-unienne est menée sous le drapeau de l'Islam va renforcer la mainmise des courants islamistes réactionnaires sur certains secteurs du mouvement anti-guerre, dévoyant son caractère anti-impérialiste.

Le rôle joué par le Conseil de Sécurité de l'ONU — le club fermé des grandes puissances et de leurs clients — dans les débats précédant la guerre en Irak, a de même répandu des illusions sur la « légalité internationale », contribuant à dévoyer le tranchant anti-impérialiste des mobilisations anti-guerre, suggérant que des règlements formels pour-

46. Op. cit., p. 229.

47. « Je me demande si l'ONU est indispensable au XXI<sup>e</sup> siècle. Mes collaborateurs sont en train de réfléchir à la question », aurait dit Bush en février au ministre turc des affaires étrangères, selon le quotidien turc *Çumhuriyet* (rapporté par *Le Monde Diplomatique* d'avril 2003). Ron Paul, représentant républicain du Texas radicalement « neocons », est allé plus loin, proposant au vote du Congrès un « American Sovereignty Restoration Act » (loi de restauration de la souveraineté américaine !) qui stipule la sortie des États-Unis de l'ONU et d'autres institutions internationales au sein desquelles les USA n'ont pas la majorité absolue (cf. <[www.antiwar.com/paul/paul66.html](http://www.antiwar.com/paul/paul66.html)>).

## Guerre

raient contraindre les classes dirigeantes à adopter une conduite « légale » au moment même où Bush et les siens décidaient de passer outre et d'employer l'argument de la force, alors qu'inséré dans les rapports politiques mondiaux, l'ONU est en même temps une aire d'expression des contradictions inter-étatiques mais aussi un instrument au service des politiques néolibérales de récolonisation.

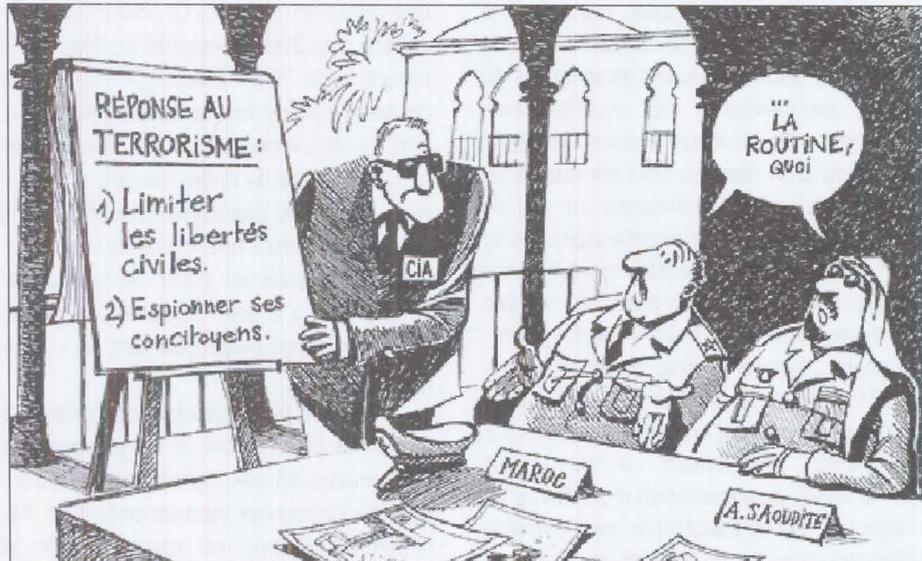
De tels dévoiements n'arrêtent pas le développement du mouvement anti-guerre là où ils se produisent. Au contraire, le sentiment religieux des masses peut constituer dans certains pays un levier puissant de mobilisation contre la politique guerrière... de l'autre. Mais il affaiblit la solidarité et l'unité internationale du mouvement, oppose un secteur national à l'autre et, en fin de compte, affaiblit le mouvement anti-guerre là où sa mobilisation pourrait être la plus efficace : au cœur de la superpuissance états-unienne. Les attaques d'Al Qaïda contre la population des États-Unis le 11 septembre 2001 n'ont pas seulement permis aux groupes les plus belliqueux et les plus impérialistes des « neocons » états-unien d'imposer leurs projets au sein de l'administration US. « Les attaques du 11 septembre (...) ont fourni aux impérialistes américains la force complémentaire du nationalisme blessé — un phénomène beaucoup plus profond, plus populaire et plus dangereux, renforcé par le nationalisme israélien d'une grande partie de la communauté juive américaine. Une autre attaque sur le continent américain enflammerait ce nationalisme et renforcerait encore le soutien accordé à des "vengeances" encore plus agressives et plus ambitieuses », écrit Anatol Lieven du Carnegie Endowment for International Peace (48). Ce qui vaut pour les attaques terroristes est également à prendre en considération — bien que dans une moindre mesure — si les mouvements anti-guerre et les mobilisations contre l'occupation états-unienne de l'Irak devaient revêtir les habits idéologiques d'une lutte identitaire.

La force du mouvement altermondialiste vient du fait que son opposition aux poli-

48. Anatol Lieven, *A Trap of Their Own Making*, *London Review of Books*, vol. 25, n° 9 du 8 mai 2003, <[www.lrb.co.uk/v25/n09/print/liev01.html](http://www.lrb.co.uk/v25/n09/print/liev01.html)>

49. C'est ce que semble proposer Bernard Cassen, dirigeant bien connu d'ATTAC et du mouvement altermondialiste, dans un article publié par *Le Monde Diplomatique* en mai 2003. Est-ce un glissement de plume ou le symptôme d'une orientation ? Cf. B. Cassen, *L'Union européenne malade de l'atlantisme*, *Le Monde Diplomatique*, mai 2003.

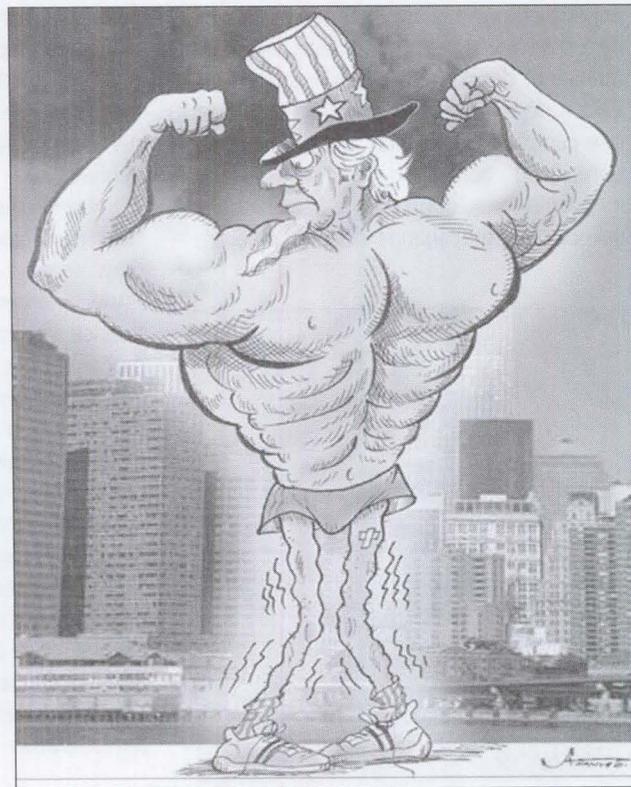
50. op. cit.



tiques néolibérales — que le Capital cherche à imposer au monde entier sous le label de « la mondialisation » — et sa revendication d'un « autre monde possible », tendent à unifier naturellement les révoltes sur tout le globe et leur imprimant une orientation spontanément internationaliste. Les fractures apparaissant dans cette agression uniforme, les conflits inter-impérialistes qui, on l'a vu, se sont aiguisés, imposent au mouvement altermondialiste de passer à un niveau supérieur d'unité, sous peine de retomber dans les ornières de la défense de son pays, de sa région, de son identité et de régresser de l'internationalisme qui le caractérise à une forme de néo-chauvinisme.

En Europe en particulier le mouvement altermondialiste doit se garder de « l'affirmation de valeurs européennes différentes » (49). La politique agressivement néolibérale de démantèlement des systèmes de retraites en vue de les confier aux fonds de pensions privés et plus généralement du « laminage de "l'État social" » (50), conduite par l'Union européenne de pair avec ses tentatives d'opposer aux États-Unis une « Europe-puissance », préserve le mouvement altermondialiste de toute idéalisation des « valeurs européennes ». Son engagement dans les formes plus traditionnelles de la lutte de classes, aux côtés du mouvement ouvrier historique, le pousse dans la bonne direction.

Il n'en reste pas moins qu'à l'échelle internationale seule la capacité du mouvement altermondialiste de remplir d'un contenu plus précis sa revendication d'un « autre monde possible », c'est-à-dire sa capacité à inventer un projet socialiste pour le XXI<sup>e</sup> siècle et à tirer les enseignements des échecs historiques du mouvement ouvrier du siècle précédent, pourra l'armer en vue de la bataille idéologique qu'il doit mener contre les mouvements islamistes radicaux et les courants « néo-chauvins ». Ce faisant il renforcera ses liens internationaux et sera capable d'une opposition encore plus efficace à la dérive guerrière des impérialismes. Un nouvel « août 1914 » n'est pas inévitable. Le mouvement altermondialiste peut l'empêcher. ■



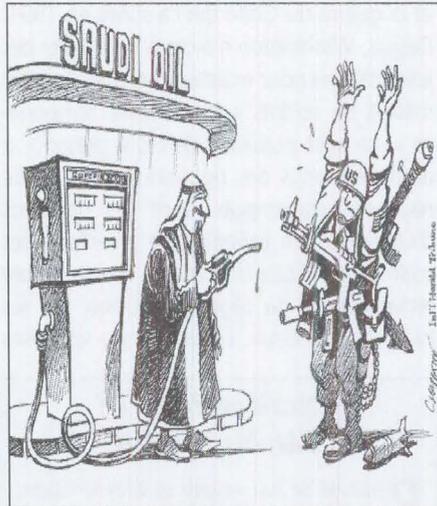
# La Maison Saoud ou le client insatisfait

Par  
Eva Cheng\*

Les tensions dans les relations proches, vieilles de soixante-dix ans, entre Washington et l'Arabie Saoudite ont apparu avec éclat en août dernier, lorsque le *Washington Post* a révélé que le Bureau de la Politique de Défense (DPB) du secrétaire à la guerre Donald Rumsfeld avait débattu le 10 juillet 2002 d'un texte intitulé « *Mettre les Saoud hors d'Arabie* ». Ce texte expliquait que l'Arabie Saoudite était « *le noyau du mal* » et recommandait que Washington emploie la force pour assurer ses gisements de pétrole et autres actifs. Bien que l'administration du président Bush, y compris Rumsfeld, se soit immédiatement distanciée des opinions exprimées lors de la réunion du DPB, les fissures dans les rapports Washington-Riyad étaient apparues au grand jour.

Le 19 mars, alors que les États-Unis étaient sur le point de commencer leur guerre contre l'Irak, l'Arabie Saoudite a rendu publique une déclaration signée du nom du roi Fahd, stipulant que le pays « *ne participera d'aucune manière* » à la guerre contre l'Irak. Le 25 mars, le prince Saoud al Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères, a mis en garde contre toute occupation étrangère, insistant sur le fait que l'Irak était capable de gérer ses propres affaires. Le 13 avril, après la chute de Bagdad, le prince Saoud a réaffirmé « *l'importance que les Irakiens rétablissent leur contrôle sur l'Irak* » et annonçait que son pays n'aura des relations qu'avec une administration irakienne choisie par les Irakiens.

Il s'agit là de termes forts et peu fréquents de la part d'un allié « *proche* ». Mais bien loin de constituer l'exception, de tels propos sont devenus fréquents dans les rapports entre les deux pays ces derniers temps, en particulier depuis les attaques du 11 septembre 2000 contre les États-Unis. Le fait que 15 des 19 pirates de l'air étaient des ressortissants saoudiens a certainement aggravé les choses, mais ce n'est pas la seule rai-



son du ton aigre de ces rapports.

## Hostilité néo-conservatrice

L'hostilité envers Riyad au sein des cercles dirigeants états-uniens trouve sa source en particulier au sein du réseau desdits néo-conservateurs, dont l'influence sur la politique étrangère de Bush est fort importante. Pour ses idéologues de la droite néo-impériale, même le régime saoudien, dictatorial et loyal envers les États-Unis, est trop indépendant et trop sensible à son opinion publique. Dans son rapport au Comité des relations internationales en mai 2002, William Kristol, président du *Project for a New American Century* (PNAC), un lobby néo-conservateur bien en vue, a pressé Washington pour qu'il « *développe des alternatives stratégiques à la confiance en Riyad* », précisant que le renforcement du déploiement militaire états-unien dans les États du Golfe autres que l'Arabie Saoudite et l'accroissement des achats du pétrole hors de l'Arabie Saoudite ont été un bon début. Kristol a poursuivi : « *En particulier, la suppression du régime de Saddam Hussein (...) serait un énorme pas en avant vers la réduction de la puissance saoudienne. L'introduction complète du pétrole irakien sur les marchés du monde améliorerait l'économie énergétique. Dans une perspective*

*militaire et stratégique, l'Irak est bien plus important que l'Arabie Saoudite.* » La véritable raison de la guerre contre l'Irak de George W. Bush semble émerger de la conclusion de Kristol : « *En somme, plutôt que préserver nos relations passées avec l'Arabie Saoudite, nous devrions forger une nouvelle approche du grand Moyen-Orient* ». Cela a tout l'air d'être un schéma du renversement des rapports de force au Moyen-Orient et dans les régions voisines, pour y installer au centre les États-Unis. Le contrôle du pétrole irakien (secondes réserves mondiales prouvées) accroîtra sans nul doute le statut des États-Unis en tant que superpuissance mondiale.

L'article de Max Boot publié dans le très néo-conservateur *Weekly Standard* du 10 février dernier poursuit de la même veine : « *Au-delà de l'Irak, quels défis ? Particulièrement la Syrie et l'Iran, qui ont poursuivi une guerre non déclarée contre les États-Unis au cours des vingt dernières années, mais aussi l'Arabie Saoudite, qui a encouragé cette guerre tout en tirant profit de la protection américaine. Il est possible que la victoire états-unienne en Irak intimidera ces régimes les conduisant vers un meilleur comportement. Si tel n'est pas le cas, les États-Unis devront prendre des mesures plus vigoureuses pour mettre à jour nos relations avec ces pays.* »

## État client

Quelle influence ces perspectives néo-conservatrices ont-elles sur la politique conduite par George W. Bush ? Énorme, si on regarde le passé récent. Par exemple les membres de la troïka notoirement néo-conservatrice — Paul Wolfowitz, Richard Perle et Douglas Feith — ont tous occupé des positions influentes grâce à Bush. Wolfowitz est secrétaire adjoint à la

\* Eva Cheng fait partie de la rédaction de *Green Left Weekly*, hebdomadaire édité par le Parti démocratique socialiste, principale organisation de la gauche radicale en Australie. Nous avons traduit cet article de *Green Left Weekly* du 23 avril 2003.

## Arabie Saoudite

Défense. Perce n'a été forcé de démissionner de la présidence de l'influent Bureau de la Politique de Défense (DPB) du Pentagone que récemment, du fait d'un scandale de conflits d'intérêts, mais il en reste membre. Feith est sous-secrétaire de la défense et conduit le DPB. Cette troïka a mené campagne en faveur d'une guerre contre l'Irak dès le début de la présidence de Bill Clinton.

Qu'arrivera-t-il à l'Arabie Saoudite à la suite de la disparition du régime de Saddam Hussein ? Elle a peu de chances de devenir une cible des attaques armées du Pentagone. La Syrie, l'Iran, la Corée du Nord, la Libye et d'autres « États voyous » sont placés plus en tête de la liste des coups états-uniens. Mais en ce qui concerne les relations avec Riyad, les choses ont évolué en faveur de Washington.

Washington s'est adapté aux souhaits de Riyad dès les années 1930, lorsque le pétrole a été découvert en Arabie Saoudite et ses droits d'exploitation furent assurés aux compagnies pétrolières américaines. L'émergence de l'Arabie Saoudite en tant que première réserve pétrolière du monde a accru son poids, car les États-Unis, bien que disposant de réserves propres, sont un grand consommateur de pétrole. Les importations pétrolières des États-Unis continuent à croître.

Avec le pétrole irakien pratiquement acquis, Washington peut se permettre de durcir ses rapports avec la monarchie saoudienne. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour la Maison Saoud : la famille royale fut capable d'assurer sa domination aristocratique en Arabie (et la baptiser de son nom) après que le pays ait achevé la formation de son État en 1932 dans une large mesure grâce au soutien états-unien.

L'État d'Israël a été le principal allié de Washington au Moyen-Orient depuis sa formation en 1948. Jusqu'en 1979 Washington s'est également appuyé pour préserver ses intérêts au Moyen-Orient sur deux États clients, riches en pétrole. La perte de l'Iran, lorsque l'insurrection populaire a renversé le shah en 1979 a augmenté l'importance de l'Arabie Saoudite de manière considérable. En raison de la sympathie répandue dans toute la région arabe pour la cause palestinienne, même les régimes lâchement pro-états-uniens comme l'Arabie Saoudite ont été forcés d'accorder un soutien — verbal et matériel — à la lutte du peuple palestinien contre l'occupation israélienne de sa patrie. La contradiction entre la posture pro-palestinienne et l'attitude pro-états-unienne a été de longue date un facteur déstabilisant pour le régime saoudien. Elle devient explosive en octobre 1973, lorsque l'Arabie Saoudite

rejoint l'embargo pétrolier contre l'Occident, et en particulier contre les États-Unis, en réponse au soutien fourni à l'Israël lors de la guerre de Yom Kippour.

### Opposition croissante

Après la fermeture de leurs bases en Arabie Saoudite en 1962, après quinze ans de négociations, les États-Unis n'avaient plus de point d'appui militaire dans le pays jusqu'à l'invasion irakienne du Koweït en 1990 et la guerre du Golfe qui l'a suivie en 1991. Depuis, Washington n'a cessé de trouver des justifications pour maintenir ses bases et des milliers de soldats « de manière temporaire ». Le rejet populaire de cette présence a accru les rangs des opposants à la famille régnante corrompue (dont les partisans d'Oussama ben Laden). Cela a renforcé les craintes aux États-Unis même d'un possible renversement du régime saoudien par les islamistes radicaux. D'autant que les bases

### Retrait militaire US d'Arabie Saoudite

Profitant de son voyage au Moyen-Orient, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a annoncé le 29 avril le retrait des troupes américaine (à l'exception des conseillers militaires) d'Arabie Saoudite. Le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan, a pour sa part tenu à préciser que « cela ne signifie pas que nous avons demandé leur départ » et que « la coopération entre les deux pays s'est poursuivie même après la "Tempête du désert" et va continuer après la fin de la guerre en Irak ». Après 1991 les États-Unis disposaient d'environ 5 000 soldats en Arabie Saoudite — et jusqu'à 10 000 lors de la préparation de la récente invasion de l'Irak.

Les bases militaires américaines en Arabie Saoudite seront cependant maintenues en état de fonctionnement, permettant leur réemploi en cas de besoin. Comme l'a clairement expliqué Paul Wolfowitz dans une interview au *New York Times*, la fonction des bases « est plus politique que militaire actuellement ». Ces bases « sont un message à tout le monde, y compris les pays importants comme l'Ouzbékistan, que nous avons la capacité de revenir et que nous y reviendrons ». L'an dernier déjà Donald Rumsfeld avait expliqué devant un panel de militaires : « Notre intérêt essentiel est de pouvoir aller dans un pays, d'y avoir des relations et de bénéficier de la compréhension mutuelle pour pouvoir nous y déplacer sur terre et dans l'air. (...) Mais nous n'avons aucun plan particulier en ce qui concerne les bases permanentes. » La nouvelle stratégie états-unienne a besoin d'un accès permanent, non de bases permanentes — coûteuses sur le plan politique comme matériel. Le retrait d'Arabie Saoudite répond à ce critère.

J. M.

américaines en Arabie Saoudite furent la cible d'importantes attaques armées en 1995 et 1996.

La seconde Intifada palestinienne, qui a éclaté en septembre 2000, et les tentatives brutales croissantes d'Israël de l'écraser, ont accru le sentiment anti-américain en Arabie Saoudite. L'irritation a atteint un sommet en août 2001, incitant le co-prince Abdullah ibn Abdulaziz, le maître de facto du pays depuis l'impotence du roi en 1995, à rompre brusquement et de manière unilatérale les accords militaires avec les États-Unis. Selon le *Washington Post* du 10 février 2002, le prince Abdullah aurait alors déclaré qu'il en avait assez de la position « 100 % » pro-israélienne de Washington et que « dorénavant nous protégerons nos intérêts nationaux indépendamment des intérêts américains dans la région ». Selon le *Washington Post*, Bush s'est immédiatement déplacé pour rafistoler les relations.

Alors arriva le 11 septembre. Une avalanche d'attaques anti-saoudiennes a suivi dans les médias et au Congrès états-unien, accusant le pays d'être un terreau du terrorisme. L'association de longue date de Washington avec l'Arabie Saoudite a été sévèrement examinée. Outre les accords « pétrole contre protection », Washington est devenu le principal fournisseur d'armes de Riyad, lui procurant entre 1950 et mars 1997 des armes pour un total de 93,8 milliards de dollars et fermant les yeux sur les violations flagrantes des droits de l'homme par la monarchie, qui a donné à la fanatique secte wahhabite le statut de religion d'État de facto.

Cependant, malgré les recommandations de ses alliés politiques les plus extrêmes, Bush n'a montré aucun signe indiquant qu'il voulait remettre en cause les relations de longue date entre Washington et Riyad. En mars dernier, juste après que la Ligue arabe ait adoptée les propositions de paix du prince Abdallah, qui réclament le retrait total d'Israël des territoires palestiniens occupés en 1967, Bush a invité le prince dans son ranch texan. Et en dépit de la déclaration résolue au nom du roi Fahd, que l'Arabie Saoudite ne participera « d'aucune façon » à la guerre contre l'Irak, son pays a permis aux troupes américaines d'utiliser au moins deux de ses aéroports. Un rapport du 3 avril 2003 adressé au Congrès américain « indique que l'Arabie Saoudite continue tranquillement à faciliter les opérations alliées contre l'Irak ».

# Succès électoral des classes dominantes

Par  
Eduardo Lucita\*

C'est par un paradoxe que se conclut le premier tour de l'élection présidentielle : alors que la campagne s'est déroulée dans une apathie et une indifférence généralisées, la participation a atteint 80 % des inscrits. En dehors de cela, le résultat ne constitue pas une surprise : les deux candidats restant en lice sont les seuls qui pouvaient le faire — Kirchner et Menem — tous deux membres du Parti Justicialiste (péroniste), représentant les variantes du modèle néolibéral sans altérer sérieusement sa substance. Aucun candidat n'a atteint 25 % des suffrages exprimés.

Tant à droite qu'au centre gauche apparaissent des forces, détachées de l'Union Civique Radicale (UCR), autour des candidatures de Lopez Murphy et de Carrió, qui obtiennent respectivement 16 % et 14 % des voix.

Ces résultats annoncent la fin du bipartisme traditionnel et préfigurent un nouveau système partisan qui ne sera pas étranger aux changements qui se sont produits au sein des organisations patronales du pays. Ce qui est en jeu, c'est la recherche d'une nouvelle hégémonie et une recomposition des alliances à l'intérieur du bloc des classes dominantes.

## Lourd bilan d'une gauche stérile

Les appels à l'abstention ou au vote blanc, impulsés par certains partis, par des organisations plus petites ou des secteurs des assemblées populaires et des piqueteros (1) — majoritairement organisés au sein d'un Front de Refus — subissent un grave échec. L'abstention n'a atteint que 20 % des inscrits, moins que lors des législatives d'octobre 2001, mais plus que lors de la présidentielle de 1999, confirmant une tendance ascendante depuis 1983, cependant les votes blancs et nuls n'atteignent

que 2,5 % des suffrages, soit le pourcentage le plus bas depuis 1983.

Les partis de gauche qui ont présenté des candidats — la Gauche unie (IU, une alliance du PC et du Mouvement socialiste des travailleurs, MST), qui obtient 1,7 % et le Parti Ouvrier (PO) qui obtient 0,8 % — ont des résultats supérieurs à la présidentielle de 1999 (le double pour IU, une progression d'un quart pour PO), mais demeurant substantiellement réduits en comparaison avec les législatives de 2001. Leurs résultats électoraux ne semblent aucunement liés à leur participation et à l'influence qu'ils ont dans

pour but de mettre fin au cycle politique inauguré en décembre 2001, en restaurant l'ordre étatique et en reconstituant le pouvoir politique de l'État. Les deux questions — centrales du point de vue de la domination capitaliste sous un État de droit et un régime de démocratie parlementaire, avaient été mises en pièces par les journées des 19 et 20 décembre et par le processus qui les a suivies.

Cette révolte populaire a libéré les tensions accumulées durant la décennie 1990, a renforcé les expressions sociales en gestation et en a permis l'apparition d'autres, ce qui dans l'ensemble a constitué un sujet social complexe et contradictoire. Cependant cette complexité et ces contradictions se sont développées en marge des institutions et de l'ordre établi, à travers un profond processus d'auto-organisation et d'autonomie face à l'État et au régime.

C'est à ce processus-là que les classes dominantes voudraient mettre une fin. Les meurtres de Puente Pueyrredón, l'emprisonnement des piqueteros dans le Nord du pays et l'offensive étatique contre les usines Brukman (textile) et Zanón (céramique), où les travailleurs ont repris la production sous leur propre contrôle, font partie de cette tentative.



Menem, qui avait obtenu 24 % des suffrages exprimés, s'est retiré de la compétition, laissant la présidence à Kirchner (22 % au premier tour) tout en privant d'une victoire qui aurait pu le légitimer... (dessin de Ares)

le mouvement social.

Quelles conclusions peut-on en tirer ? Cela veut-il dire que le processus inauguré par les mobilisations des 19 et 20 décembre 2001 (2) a été enseveli par la multitude des bulletins de vote ? A priori c'est sans doute un triomphe des classes dominantes. Un gouvernement provisoire, faible et illégitime, surgi en urgence à la suite d'une révolte populaire a pu, non sans difficultés, assurer la gouvernance et accomplir les tâches qui lui furent confiées. S'agit-il pour autant d'une issue politique durable pour la crise argentine ?

Tout d'abord précisons, que pour les classes dominantes, ces élections avaient

\* Eduardo Lucita, rédacteur de la revue *Cuadernos del Sur*, est membre de l'EDI (*Economistas de Izquierda*, Économistes de gauche) et militant de la IV<sup>e</sup> Internationale.

1. Les piqueteros (coupeurs de routes) est un mouvement radical de travailleurs sans emplois.  
2. Les manifestations des 19 et 20 décembre 2002 ont forcé le président De la Rúa à démissionner. Après les tentatives successives de Chacho Alvarez (vice-président), puis de Rodríguez Saá d'assumer sa succession, c'est finalement Edouardo Duhalde (ancien vice-président de Menem) qui parvint à constituer un gouvernement provisoire après deux semaines de crise et de manifestations populaires sous le mot d'ordre « *Que sa vayan todos !* » (« *Que tous s'en aillent !* »). Cf. *Inprecor* n° 466/497 de janvier-février 2002.

# Argentine

Après décembre 2001 on a observé un tournant à gauche d'importants secteurs de la société. Toutefois ni la gauche sociale, ni la gauche politique organisée dans les partis, n'ont réussi à le capitaliser dans cette élection. Les partis de la gauche ont continué à donner en spectacle leurs conflits stériles, à privilégier leurs politiques d'auto-construction et d'auto-affirmation au lieu de tenter de formuler une réponse qui corresponde aux aspirations populaires. Le mouvement social semblait pour sa part avoir atteint un palier : les piqueteros ont poursuivi leurs mobilisations sans passer à un niveau supérieur, les usines récupérées par les travailleurs sont restées mobilisées mais le processus ne s'est pas élargi à d'autres, les assemblées populaires n'ont atteint aucun des grands objectifs proposés et nombre d'entre elles se sont tournées vers « *l'assistencialisme* », (solidaire et compréhensible mais dépolitisé). Le mot d'ordre « que tous s'en aillent ! » s'est ainsi vidé lentement de son contenu social.

Cette élection met en lumière l'incapacité du mouvement à s'emparer de la politique. La gauche partidaria porte une très grande responsabilité de n'avoir pas été capable de lui offrir une telle perspective.

## Une issue politique de la crise ?

Néanmoins la reconstruction du pouvoir politique de l'État ne signifie pas seulement le remplacement d'un gouvernement provisoire par un gouvernement rendu légitime par les élections. Elle implique aussi la résolution de la profonde crise du système de représentation politique qui a conduit à une fragmentation profonde des partis traditionnels. De ce point de vue l'élection présidentielle d'avril 2003 n'est que le début d'un processus électoral qui ne s'achèvera qu'en décembre prochain par les élections des gouverneurs et des assemblées provinciales, celle des maires et par le renouvellement partiel de la Chambre des députés et du Sénat nationaux.

La fragmentation des partis traditionnels n'est pas seulement le produit d'affrontements au sein des appareils partidaires. Elle est aussi l'expression du conflit entre les différentes fractions du capital. Ce conflit ne concerne pas l'essence du modèle néolibéral, il porte sur les différentes variantes de son application. Ce sont donc deux processus que les classes dominantes doivent pour-

3. Carlos Menem, constatant que les sondages le donnaient perdant, a retiré sa candidature le 14 mai, avant le second tour. C'est donc Nestor Kirchner qui a été déclaré président.

## Un 1<sup>er</sup> mai unitaire

Pour la première fois depuis des années, les organisations politiques et sociales qui revendiquent une politique anticapitaliste et soutiennent la résistance contre le néolibéralisme, ont mis de côté leurs divergences et ont décidé d'agir ensemble en cette journée internationale des travailleurs.

Seuls la CTA (Centrale des travailleurs argentins) et le CCC (Courant classiste et combatif, lié au PRC maoïste) se sont auto-exclus de cette manifestation.

La solidarité avec l'entreprise textile Brukman, occupée et remise en marche par ses 56 travailleurs et travailleuses depuis dix-sept mois, qui avaient été violemment expulsés quelques jours auparavant, a constitué l'axe de l'accord. Les autres slogans furent : « Impérialisme hors d'Irak ! », « Ni Menem, ni Kirchner ! », « Brukman appartient aux travailleurs ! » et « Liberté pour les piqueteros emprisonnés ! ».

20 000 personnes se sont rassemblées devant l'usine Brukman pour écouter les prises de parole des travailleurs de cette entreprise, des cheminots, des piqueteros et des travailleurs de Zanón. Les manifestants se sont ensuite rendus sur la Place de Mai, où les dirigeants politiques et sociaux sont intervenus et où une ouvrière de Brukman a conclu le rassemblement.

E. L.

suivre de manière parallèle : d'une part, la résolution de la crise interne du péronisme et d'autre part, le dépassement de la crise de l'hégémonie entre les fractions capitalistes qui puisse leur permettre de constituer un bloc unifié. Les deux processus s'influencent mutuellement et vont jouer un rôle décisif dans le nouveau système de partis politiques en gestation.

Le gouvernement du prochain président (3) sera conditionné par le caractère de la crise que le pays traverse, par « l'héritage » qu'il devra gérer, par la pression du FMI qui s'est accrue récemment parce que le mécanisme pervers de l'endettement extérieur et des relations avec le FMI n'a pas été mis en cause. Les fractions bourgeoises ne divergent en effet sur ce point essentiel que sur la question du temps nécessaire et des montants possibles du transfert des ressources en vue du paiement des intérêts de la dette.

Finalement le prochain gouvernement devra s'accommoder d'un niveau particulièrement bas du consensus social. A en juger par l'indifférence des citoyens, ce niveau sera marqué par la passivité.

Il reste donc à voir si le processus électoral qui doit culminer en décembre autorisera une issue politique de la crise. Tout fait penser que le futur immédiat sera marqué par les tensions entre les fractions bourgeoises visant à imposer leurs projets et à assurer la gouvernance face à un mouvement social et politique qui maintient une dynamique de mobilisation et de résistance mais qui devra affronter des nouveaux défis, ce qui implique un débat et une remise en cause des politiques poursuivies jusqu'alors par les partis de la gauche. ■

Buenos Aires, avril 2003

## Déclaration de la IV<sup>e</sup> Internationale

Le 21 avril l'État argentin et son gouvernement ont sauvagement réprimé les 53 travailleuses et travailleurs textiles et les quelques 7000 personnes qui se sont mobilisées pour entourer l'usine de solidarité et aider à sa remise en marche.

Les travailleuses et les travailleurs de l'usine textile Brukman ont occupé leur établissement il y a dix-sept mois face à son abandon par les patrons. Depuis lors ils l'ont géré sous leur contrôle, ont récupéré les clients, ont remboursé les services publics impayés par les patrons, ont réparé les machines et les ont remises en marche. Durant plus d'un an et demi ils sont devenus un symbole de dignité et de défense des emplois, aux côtés de près de 150 autres entreprises remises en marche par leurs travailleurs.

L'avis du juge ordonnant l'expulsion dit textuellement « la vie et l'intégrité physique n'ont pas de suprématie sur les intérêts économiques ». C'est la vraie raison de la répression : en défendant leur emploi les travailleurs menacés par la

profondeur de la crise capitaliste en Argentine ont mis en cause le sacro-saint principe de la propriété privée.

Les travailleuses et les travailleurs des usines remises en marche en Argentine démontrent tous les jours que les entreprises peuvent fonctionner sans patron, alors que ceux-ci ne peuvent pas le faire fonctionner sans les travailleurs.

La IV<sup>e</sup> Internationale condamne énergiquement l'expulsion et la répression dont ont été victimes les travailleuses et les travailleurs de Brukman d'Argentine.

La IV<sup>e</sup> Internationale appelle toutes les organisations syndicales des différents pays à exprimer leur solidarité de classe et à développer des activités de soutien aux travailleurs de Brukman d'Argentine.

Vive la lutte des travailleuses et des travailleurs de Brukman !

Solidarité avec les usines remises en marche par les travailleuses et les travailleurs d'Argentine !

le 22 avril 2003

Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale

# Situation politique et tâches des socialistes

Par  
Secrétariat national du PST\*

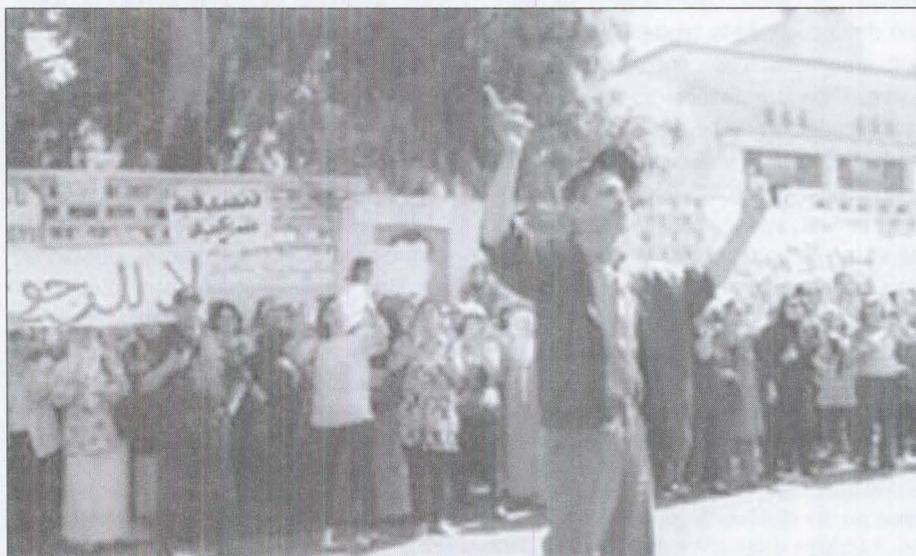
Alors que la campagne pour les présidentielles de 2004 s'accélère, la conjoncture est dominée par l'agression impérialiste en Irak et son occupation coloniale. Si le contexte mondial est toujours celui de l'émergence, inaugurée à Seattle, d'une résistance de masse à la mondialisation libérale, les attentats du 11 septembre sont venus infléchir cette remontée de l'espoir dans l'humanité et ont permis aux grandes puissances de reprendre leur offensive libérale et de relancer la mise en place d'un nouvel ordre mondial au service des multinationales. Après s'être emparés de l'Afghanistan et avoir soumis l'espace yougoslave, les USA prennent l'Irak, deuxième réserve mondiale de pétrole, dans la perspective d'une réorganisation de la domination impérialiste dans le Golfe et de la remise en cause de l'OPEP. Alors qu'une légalité internationale au service des grandes puissances et l'allégeance forcée à ses institutions économiques ruinaient, peu à peu, tous les acquis sociaux et nationaux de notre peuple, la guerre coloniale US, au nom d'une mondialisation libérale agressive, instaure de nouveaux rapports de force encore plus menaçants. Cette opération de gangstérisme international qui a réveillé l'anti-impérialisme des masses algériennes, a provoqué l'alignement de Bouteflika sur le camp des Français et l'annonce par Khelil du gel de son projet d'offrir le pétrole aux USA.

## Les luttes sociales marquent l'actualité nationale

Depuis 2001, la situation nationale est marquée par les grèves et par la survenue endémique d'explosions violentes de la jeunesse à travers le pays, qui ont continué malgré le reflux de la révolte populaire d'une Kabylie qui n'est toujours pas normalisée. Malgré le choc de la chute sans résistance de Bagdad, et l'ouverture en fanfare de la compétition pour les présidentielles, la situation restera marquée par les luttes sociales et par

les préoccupations sociales. L'unanimité réalisée autour de la grève générale de l'UGTA (1) pour le retrait du projet de loi de Chakib Khelil sur les hydrocarbures et pour l'abandon de la privatisation massive annoncée par Temmar ne peut qu'être confortée par la leçon de choses irakienne. Une expérience tragique qui a mis à jour le discours anti-impérialiste enfoui dans la mémoire collective des masses populaires. A l'inverse de 2001, le nouveau recul de Bouteflika opéré depuis fin 2002, ne peut s'expliquer par la seule pression de l'UGTA et de sa grève générale. La protestation est moins puissante, moins radicale qu'il y a deux ans, mais

multiplié les concessions pour contenir le formidable mouvement populaire du printemps de Kabylie, pour atténuer la colère des émeutiers de tout le pays (logement, emploi, eau...). Il a rétabli la médecine gratuite après les émeutes historiques d'Ain Fekroun. Avant cette offensive populaire, l'imminence d'attaques brutales contre les acquis sociaux des masses conduisait le pouvoir à la mise en place d'un ordre musclé remettant en cause ce qui restait des acquis démocratiques d'octobre 1988. Sous la pression populaire, Bouteflika et Zerhouni ont dû renoncer à certaines mesures de fermeture politique et médiatique. La tentative de sau-



plus massive et surtout plus claire dans ses objectifs. Ces luttes menacent sa réélection parce qu'elles révèlent à l'opinion populaire sa politique anti-sociale. Ses adversaires au sein du sérail les appuient et mobilisent les appareils et la presse. Il reporte donc ses projets les plus agressifs à l'après-2004 et pourrait injecter quelques crédits pour apaiser le front social.

En 2001, ébranlé par une véritable tempête sociale, Bouteflika a dû mettre un coup d'arrêt à sa politique. Il a retiré son projet de loi sur les hydrocarbures après la puissante grève des pétroliers du 20 mars 2001, il a saupoudré les sept milliards de dollars du plan de relance pour calmer les grévistes,

ver la crédibilité des élections du 30 mai 2002 a même contraint à la reconnaissance constitutionnelle du Tamazight (2).

Le reflux rapide dès la rentrée 2001 du mouvement de Kabylie et son isolement, l'absence tragique de cristallisation politique organisée dans les dizaines de révoltes qui

\* Nous reproduisons ici la résolution sur la situation politique du Secrétariat national du Parti socialiste des travailleurs (PST) du 16 avril 2003. <[www.pst-dz.org](http://www.pst-dz.org)>

1. L'Union générale des travailleurs algériens, UGTA, est la principale centrale syndicale.

2. Le Tamazight est le nom de la langue berbère. Ce fut l'une des revendications de la révolte kabyle.

ont secoué la majorité des wilayas du pays, la relative passivité de l'UGTA et des autres syndicats, la démobilisation des travailleurs qui semblaient accepter la fatalité des odieuses réformes libérales ont rassuré le pouvoir et encouragé la reprise du projet libéral conduit agressivement par les ministres proches du président. Et de nouveau Zerhouni s'acharne sur nos libertés, reprenant son œuvre de régression démocratique, pendant que Temmar et Khelil préparent la liquidation et le bradage du secteur public, le démantèlement de ses services et des systèmes de protection sociale et chargent Boukrouh de livrer le marché national aux multinationales.

Le printemps 2002 voit une nouvelle flambée sociale, animée par les fédérations UGTA et les syndicats autonomes. La longue grève du CNES (3), les trois jours de la FNTE (4) et l'insistance des SETE (5) les plus combatifs, la mobilisation de la Santé, le maintien d'une pression sociale importante malgré l'offre d'une augmentation appréciable pour les cadres, malgré la répression et malgré l'absence d'un cadre organisé, ont alors fait hésiter Bouteflika. Révoltes des jeunes qui continuent, crise kabyle, radicalisation du discours de la centrale, écho populaire grandissant des dénonciations de la politique de privatisation et menace des pétroliers ont fait craindre une crise majeure mettant en péril sa réélection. D'autant que ce tourbillon social interfère avec les durs affrontements aux sommets mêmes du régime et que le porte-voix de la presse privée démultiplie ses effets. L'unanimité de la grève générale de l'UGTA a fini de le convaincre d'un repli tactique. La mainmise

américaine sur le pétrole irakien, en démasquant le pillage projeté sur les richesses algériennes, l'oblige à se redéployer.

## La faillite de Bouteflika

Pauvreté massive, extension du travail au noir et du secteur informel, paralysie du secteur public clochardisé, scandales financiers, accaparement de la Mitidja (6), menaces sur le pétrole et la protection sociale, recul des libertés, et reprise des attentats. Quel bilan !

Bouteflika, candidat de l'armée, a suscité une immense attente par sa promesse aux accents populistes d'un retour à « l'âge d'or » des années 1970, malgré son élection scabreuse sans ses six adversaires. Espoirs déçus par l'autoritarisme de la campagne pour la concorde nationale et par la gestion peu rassurante de la reddition des groupes islamistes. Espoirs bientôt trahis par la mise en œuvre cynique d'un programme libéral agressif. Car bientôt, Bouteflika qui n'offre au départ que des discours brillants et inutiles, une ambition dévorante de tout contrôler et une volonté morbide de revanche sur son éviction de 1980, trouve sa vocation. Celle d'homme de confiance des occidentaux chargé de défaire ce qui reste des conquêtes du mouvement de libération nationale et de l'élan populiste des années 1970, celle de leader du Tiers-Monde offrant dans le NEPAD (7) la soumission définitive de l'Afrique à l'ordre libéral, celle de dirigeant arabe osant se satisfaire de l'indécemment contrôlé de l'ONU des grandes puissances sur l'Irak, celle d'un président d'un pays prestigieux de l'OPEP inaugurant la dénationalisation des hydrocarbures avant les

monarchies vassales du Golfe. C'est pourquoi cet homme qui déclare que la Tunisie du dictateur Ben Ali est un modèle de démocratie peut compter sur le soutien des Français et des Américains, sur la complaisance des bonnes consciences occidentales indignées par l'Algérie des généraux et qui sont attentives à ses tentatives de réformer. Parti d'une légitimité populaire inattendue qui lui donne, au sein du régime, une marge de manœuvre immense, qui n'était limitée que par son incompetence et ses hésitations, il dilapide son crédit populaire et s'aliène l'immense coalition d'arrivistes agrégés autour de sa victoire.

Que ce soit à l'époque des prélèvements sur les contrats publics ou celle de la mise en place des premiers « monopoles » privés d'importation, la caste militaire est le pilier du régime, elle est au cœur du processus d'accumulation primitive de capitaux et de mise en place d'une bourgeoisie algérienne. Les luttes furieuses qui la traversent depuis Zeroual sont à la mesure de l'immensité du patrimoine public prévu à la privatisation. Et sans doute le soutien résolu de Bouteflika à ses amis du Golfe, sa préférence marquée pour l'installation des compagnies étrangères les plus puissantes, a nui aux intérêts bourgeois déjà en place, au sein desquels naturellement les militaires. Les secteurs de la bourgeoisie affairiste parvenus au stade de la production industrielle, à l'image du forum des entrepreneurs, sont inquiets. La bureaucratie bourgeoise, à l'image de Benbitour, qui essayait, laborieusement, de mettre en œuvre ses très récentes convictions libérales était brusquée par l'arrogance d'une triplette de ministres qui, fraîchement débarqués de Washington, appliquaient les préceptes du FMI sans égards pour les rapports de force réels et les spécificités du terrain. Les jeunes d'octobre 1988, les révoltés du printemps berbère et du boycott scolaire, les courageuses militantes de 1981 et 1990 ont appris à Chadli et Zeroual à tolérer le Tamazight, à respecter la cause des femmes et à faire avec notre liberté d'expression durement conquise. Le nouveau personnel dirigeant des Bouteflika et Zerhouni, sortis du rapport de force des années 1970 a dû faire sa rééducation, dans l'urgence, face au mouvement populaire de Kabylie. La gestion politique inconséquente de la reddition de l'AIS (8), reddition offerte par l'armée au nouveau président, n'est pas le moindre des conflits. Avec son corollaire, l'appui de Bouteflika aux campagnes occidentales de délégitimation de son propre régime, à la veille de négociations économiques délicates. Ces divergences graves dans la gestion de leurs intérêts communs ont depuis long-

3. Le Conseil national de l'enseignement supérieur est syndicat autonome des enseignants universitaires, très dynamique, animé par des éléments de gauche, à l'origine d'une grève de plusieurs mois en 2002, reportant les examens en septembre et obtenant une substantielle prime.

4. La Fédération nationale des travailleurs de l'éducation, rattachée à la centrale UGTA et regroupant l'ensemble des personnels de l'éducation ; sa grève suivie à 100 % de deux jours au printemps 2002 a beaucoup pesé.

5. Les SETE sont des subdivisions wilayaes (départementales) de la FNTE. Le SETE de Béjaïa, colonne vertébrale du mouvement populaire de 2001, a regroupé plusieurs structures de wilaya dans des actions à gauche de la direction bureau-

cratique de la FNTE.

6. La Mitidja est une riche plaine autour de la capitale Alger dont les terres publiques sont massivement cédées par leurs paysans tributaires à divers groupes financiers privés.

7. NEPAD, Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique est un projet visant à faire financer l'intégration de l'Afrique au nouvel ordre économique libéral, sous la houlette des institutions financières internationales. Il a été lancé lors de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, qui s'est tenue les 16-21 octobre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Ce projet a été le fruit de la fusion du Millennium African Plan (MAP) — soumis par les présidents d'Afrique du Sud (Thabo Mbeki), du Nigeria

(Olusegun Obasanjo) et d'Algérie (Abdel Aziz Bouteflika) — et du plan OMEGA, proposé par le président sénégalais (Abdoulaye Wade).

8. L'Armée islamique du Salut, dirigée par Madani Mezrag fut notamment responsable des meurtres de journalistes et de personnalités civiles. Pour se distinguer de la dérive barbare des GIA (groupes islamiques armés) et notamment des massacres de 1997, elle conclut avec l'armée une trêve qui s'apparente à une reddition en octobre 1997. En 1999, Bouteflika offre « une couverture politique » que refusait son prédécesseur à l'opération décidée par l'armée et il proclame une loi de concorde civile puis il accorde une grâce amnistiante... contestée de toute part.

temps convaincu les chefs de l'armée de retirer leur soutien à Bouteflika. Mais la hiérarchie militaire comme l'ensemble de la bureaucratie des grands commis de l'Etat n'est pas une organisation politique. Les nouveaux rapports de force internationaux, qui ne laissent qu'une souveraineté relative, les dissuade de s'attaquer trop brutalement au protégé des grandes puissances. Les partis alibis, FLN (9), RND (10), façades de ce pouvoir, ne sont que des façades inconsistantes. Le soutien du patronat, celui des grands titres de la presse privée, la mobilisation de l'appareil syndical comme la fronde des organisations issues de l'ancien parti unique ne compensent pas assez sûrement l'absence d'un vrai parti. Car si Bouteflika est très discrédité dans les grandes villes, s'il est privé de formation politique acquise à ses vues, il bénéficie de son rôle de chef de l'exécutif et de représentation de l'Etat, pour capitaliser l'allégeance au pouvoir en place, une allégeance que l'insécurité et l'absence d'alternative peuvent étendre au-delà des secteurs les moins politisés de la société. La campagne convergente autour du personnage terne mais rassurant de Benflis entend aussi profiter de sa position de chef du gouvernement pour affaiblir le contrôle présidentiel sur les moyens de l'Etat. Les événements du récent congrès du FLN appuient le scénario d'une candidature de Benflis. Bien sûr, nous sommes intéressés à la défaite de Bouteflika et de son projet ultra-libéral. Mais alors que les contours de l'affrontement sont encore incertains, il importe de réaffirmer qu'en aucun cas le libéralisme soft de Benflis ne saurait prendre en charge les intérêts des masses populaires. Même si, dans l'hypothèse de sa candidature, il faut s'attendre à ce que le discours de Benflis s'éloigne des certitudes libérales du gouvernement actuel.

## Discrédit des oppositions de droite

La défaite des groupes armés intégristes, le recul global de l'islamisme n'empêchent pas la survie du courant islamiste légal — certes discrédité — et le maintien d'une capacité de nuisance minimale des groupes armés — certes isolés. Mais si la défaite islamiste a signifié aussi la défaite de la révolte des masses qui avaient cru trouver un drapeau dans le FIS, la remontée de la combativité sociale appelle à un débouché politique. L'absence tragique d'une alternative politique progressiste, socialiste voire populiste, etc. laisse ouverte la possibilité d'une remontée islamiste. Au niveau mondial, alors que le mouvement altermondialiste prend ses marques, le mythe Ben Laden, le succès du

Hezbollah libanais, les actions du Hamas palestinien nourrissent le courant islamiste. La faiblesse évidente de l'islamisme algérien aujourd'hui, qui se recompose notamment autour de Djballah, ne doit pas nous faire



oublier que ce courant peut rebondir, malgré son bilan, en l'absence d'un autre choix politique pour les jeunes exaspérés par l'arbitraire et l'exclusion sociale. Les exemples turcs et marocains, dans des pays qui, certes, n'ont pas connu les horreurs du GIA (11), renseignent assez sur la possibilité d'un

regain de crédibilité. Même s'il faut se réjouir de la modestie extrême des capacités de mobilisation islamistes dans la campagne pour l'Irak et du faible écho populaire de leurs mots d'ordre.

Balayés par le mouvement populaire du printemps 2001, les partis kabyles semblent au bout de leur trajectoire historique. Les divers alliés libéraux modernistes du RCD (12) en restent toujours à une existence symbolique. Tout comme les personnalités du courant réconciliateur dans l'ombre du FFS (13). Le FFS, qui a voulu se poser en alternative aux structures pourtant moribondes du mouvement, a subi lors des communales un échec cinglant qui confirme la fin de son statut majoritaire dans la région kabyle. Sans député, le FFS, qui contrôle les municipalités avec une poignée de voix, aborde dans les pires conditions sa tentative de survivre au retrait de son leader charismatique. Le RCD, se retrouve empêtré dans une surenchère jusqu'au-boutiste, qu'il a lui-même nourrie, tout à fait incompatible avec son passage récent au gouvernement et avec les ambitions de son chef. Il a certes réussi à infléchir le discours du mouvement vers la droite et

contribué efficacement à écarter les militants de gauche d'un mouvement dont les initiatives, fortement soutenues par la presse privée, ne regroupent plus que quelques dizaines de personnes le 10 décembre ou pour « perturber la visite de Chirac ». L'émergence médiatisée du MAK (14) continue d'être

9. Le FLN (Front de Libération Nationale), ancien parti unique, rejeté puis redevenu un parti politique de poids. Ses relations avec Bouteflika sont compliquées : leur alliance vient de se rompre avec le renvoi du premier ministre Benflis, secrétaire général du FLN, désormais rival de Bouteflika pour l'élection présidentielle de 2004.

10. Le RND (Rassemblement national démocratique) parti issu du FLN, créé pour contourner le manque de popularité du FLN. Il a pris peu à peu une identité plus libérale et plus opposée aux islamistes. Il est dirigé par Ouyahia, qui vient de remplacer Benflis (FLN) au poste du premier ministre.

11. Le Groupe islamique armé

est l'aile radicale et sanguinaire des groupes armés responsable de nombreux massacres collectifs (au nom de la conviction que le peuple algérien ne soutenant plus l'action armée est mécréant et donc susceptible d'être légitimement massacré alors que ses femmes et ses biens peuvent être confisqués comme butin !). Une scission issue de ses rangs, le GSPC de Hassan Hattab, a pris le dessus. Il se distingue du GIA par moins de violence aveugle et plus d'actions contre les militaires.

12. Le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie), parti d'implantation surtout kabyle, dirigé par Saïd Sadi, se revendiquant moderne et anti-islamiste

(éradicateur). A participé au gouvernement jusqu'au printemps 2001. Il joue un rôle au sein des appareils qui survivent au mouvement populaire en Kabylie.

13. Le FFS (Front des Forces Socialistes) est un parti présent surtout en Kabylie autour de la figure historique d'Hocine Aït Ahmed (qui réside en Suisse). Rattaché à l'Internationale socialiste, il prône la réconciliation avec les islamistes. A subi un échec patent aux élections locales de 2002.

14. MAK (Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie), animé par le chanteur Ferhat Mehenni, très médiatique et peu représentatif.

démentie par l'affirmation algérienne des jeunes et des structures, malgré un isolement qui n'exclut pas un repli identitaire.

### Pour une alternative anticapitaliste !

L'immensité historique de la mobilisation anti-guerre qui prolonge le succès incontestable du Forum social mondial est à mettre

en balance avec le triomphe ambigu de Lula sur un programme droitier, avec l'encerclement du régime populiste de Chavez par une grève efficace malgré le soutien des plus pauvres, avec le passage à droite dans la plupart des pays d'Europe marquant le désaveu populaire des sociaux-libéraux, avec la réélection de Sharon, lourde de menace pour le peuple palestinien. Pourtant, l'explo-

sion argentine, la continuité de l'intifada malgré l'adversité et l'épuisement économique et social, la poursuite des révoltes de la jeunesse algérienne malgré la scandaleuse sévérité des condamnations d'émeutiers et malgré l'impasse actuelle en Kabylie indiquent le potentiel de résistance des masses populaires gaspillé par l'absence d'une alternative claire et d'un mouvement politique à la mesure de ces espoirs.

En Algérie, l'unanimité du soutien des travailleurs à la grève générale de l'UGTA des 25 et 26 février a exprimé une opposition à la politique des privatisations au-delà d'une plate-forme moins claire que les textes précédents de la centrale. La floraison des slogans anti-libéraux a voisiné quelques jours plus tard avec une attente massive exprimée à Chirac par une jeunesse désemparée. Cette jeunesse défaite, que l'évocation indécente par Chirac des ambitions et des rêves de la colonisation n'a pas révoltée, a ensuite participé à l'unanimité au soutien populaire algérien au peuple irakien. Puis la convergence des discours vers la dénonciation d'une violence coloniale a fait place à l'abattement et à l'étonnement devant l'effondrement rapide des défenseurs de Bagdad et du régime de Saddam.

Face à la position pro-américaine de Bouteflika que les dénonciations abstraites ultérieures de l'agression n'ont pas rectifiée, la modestie des manifestations pour l'Irak en Algérie, alors que s'enfle le ressentiment populaire contre cette guerre de conquête coloniale, renvoie certes à la lassitude des masses populaires et à la régression de la tradition anti-impérialiste. Mais cet échec exprime aussi nos faiblesses propres et celle du mouvement anti-impérialiste sur fond de recul des libertés politiques et de l'engagement des masses.

Au lendemain de l'écrasement de l'Irak, alors que la superpuissance américaine en pleine euphorie programme ses prochaines prédatons, les masses populaires doutent. Mais au Venezuela, en Algérie où le projet Khelil n'est que reporté, en Syrie ou ailleurs les appétits US auront tôt fait de nous contraindre à organiser la riposte des travailleurs et des peuples. La construction d'un vaste mouvement politique démocratique anti-libéral et anticapitaliste est le seul moyen de dépasser l'impasse actuelle du mouvement populaire et l'impuissance d'un syndicalisme à réinventer. ■

Alger, le 16 avril 2003

### Chine

## Libérez Yao Fuxin et Xiao Yunliang !

### Défendez les droits démocratiques et du travail des travailleurs chinois !

Après plus d'une année de détention provisoire, Yao Fuxin et Xiao Yunliang, militants ouvriers chinois et dirigeants des manifestations pour les droits des travailleurs de mars 2002 à Liaoyang, ont été condamnés à sept et quatre ans de prison pour « subversion ». La décision de la cour a été rendue publique le 9 mai, en l'absence de leurs avocats due aux restrictions imposées à la suite de l'épidémie de SRAS. Vingt-quatre heures plus tôt, le gouvernement de la République populaire de Chine avait annoncé de nouvelles mesures économiques contre l'épidémie de SRAS et interdit aux entreprises d'État de « licencier les salariés à volonté afin de stabiliser la situation de l'emploi ».

Liaoyang est la capitale de la province de Liaoning (nord-est de la Chine), autrefois cœur industriel et fierté de la classe ouvrière chinoise, devenue maintenant la ceinture de rouille des usines d'État obsolètes, mises en faillite par la politique économique pro-capitaliste du gouvernement de Beijing. Plus de 60 % des ouvriers de la ville sont au chômage et paupérisés du fait de l'absence de quelque forme de protection sociale. Depuis 1998, plus de 25 millions d'ouvriers du secteur étatique ont été licenciés dans le cadre du processus de restructuration lié à l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les manifestations ouvrières de Liaoning ont commencé le 1 mars 2002 dans des gisements de pétrole de Daqing, le modèle de l'industrialisation maoïste des années 1960. Des dizaines de milliers de travailleurs sont descendus dans les rues pour exiger le paiement de leurs salaires et retraites et le respect de leurs droits ; ils ont élu leurs propres délégués syndicaux indépendants. Leur exemple a été bientôt suivi par les ouvriers licenciés de l'usine de ferro-alliage de Liaoyang, où Yao Fuxin et Xiao Yunliang ont été employés. Le 11 mars 2002 plus de 5 000 ouvriers ont exigé devant l'hôtel de ville le paiement immédiat de plus de deux ans d'allocations de chômage qui leurs étaient dues et ont dénoncé la corruption et le détournement des fonds par la direction de l'usine et les autorités locales sous la bannière

« *Voler l'argent des retraités est un crime* ».

Des délégués ont été élus et le mouvement s'est élargi à toute la ville. Le 18 mars 2002, 30 000 ouvriers de 20 usines ont encore manifesté pour exiger la libération de Yao Fuxin et de Xiao Yunliang, arrêtés la veille par la police secrète. Les protestations ont continué jusqu'au 20 mars, quand les autorités locales ont rejeté tout dialogue avec les ouvriers, ont ordonné l'évacuation des bâtiments occupés, arrêté trois autres délégués et déployé des milliers de policiers et de soldats armés dans la ville. Malgré cela, 600 ouvriers se sont de nouveau rendus à l'hôtel de ville le 28 mars pour exiger la libération de leurs délégués.

Yao Fuxin et Xiao Yunliang sont détenus depuis lors. Leur procès a eu lieu en janvier et ils ont été accusés de sédition. Dans l'attente de la sentence, ils ont été incarcérés au centre municipal de détention de Liaoyang où leur état de santé a alerté leurs familles et amis. En raison de la maladie provoquée par les conditions de détention et les brutalités

Xiao Yunliang a commencé à cracher du sang. Le 20 mars 2003, son épouse, Su Anhua, et vingt délégués ouvriers ont tenté d'obtenir une réunion avec les autorités locales pour attirer l'attention sur leur état de santé et leur situation légale. Ils n'ont pu accéder à l'hôtel de ville de Liaoyang. La réponse officielle est venue sous la forme des sentences du 9 mai.

Voilà comment le gouvernement pro-capitaliste chinois traite les militants ouvriers dans la prétendue « République populaire de Chine » ! Les faits parlent par eux-mêmes.

Nous exigeons la libération immédiate de Yao Fuxin et Xiao Yunliang ! Nous considérons les autorités chinoises responsables de leur état !

Nous appelons le mouvement altermondialiste et le mouvement syndical international à exprimer leur solidarité avec ces militants ouvriers chinois et à exiger le respect des droits démocratiques et du droit au travail de la classe ouvrière chinoise.

Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale

# L'escalade

Par  
**Janette Habel\***

Après l'exécution de 3 Cubains ayant cherché à détourner un ferry vers Miami et les procès sommaires d'opposants condamnés à de lourdes peines de prison, la question est de nouveau posée : le pays est-il victime de la « *paranoïa d'un dictateur* » ?

## Menaces des États-Unis

Certains nient que l'île soit menacée par un gouvernement qui vient de mettre en œuvre en Irak son potentiel de destruction massive. Nous les renvoyons aux interventions de l'ambassadeur des États-Unis en République Dominicaine, Hans Hertell, un proche de George Bush qui a déclaré que l'intervention en Irak « *était un très bon exemple pour Cuba* », et de Jeb Bush gouverneur de Floride, qui après le succès militaire de la coalition a invité son frère le président américain, « *à regarder dans le voisinage* ». Réponse de Donald Rumsfeld secrétaire d'État à la Défense : « *Pas pour l'instant* ». James Cason — Chargé d'Affaires américain faisant fonction d'ambassadeur à La Havane — l'a confirmé : l'administration souhaite impulser à Cuba un processus de « *nation-building* » plus conforme à ses vues. Il a publiquement admis que « *les États-Unis n'ont pas été des observateurs passifs de ces événements, puisqu'après tout notre objectif est d'impulser une transition rapide et pacifique vers la démocratie à Cuba* ». Il faut être très naïf ou très cynique pour prétendre que le gouvernement des États-Unis agit en défense de la démocratie et des droits de l'homme à Cuba. N'y a-t-il pas depuis plus d'un an 660 prisonniers (dont des adolescents et des vieillards) détenus sans jugement dans la base états-unienne de Guantanamo Bay (Cuba) ? George Bush n'a-t-il pas à son actif 152 condamnations à mort approuvées lorsqu'il était gouverneur du Texas ?

L'activisme provocateur de James Cason a été dénoncé par le Courant socialiste démocratique cubain, lié à la social-démo-

cratie, qui a critiqué « *les postures adoptées par les diplomates nord-américains qui loin d'aider les défenseurs des droits de l'homme leur ont porté préjudice* ».

## Une répression qui isole Cuba

Comment dans ce contexte expliquer une vague de répression qui isole le gouvernement castriste sur le plan international et entraîne des condamnations sans précédent de la part de ses soutiens les plus proches ? En réalité Fidel Castro a envoyé deux messages. Le premier s'adresse à la Maison Blanche, en voici la substance : Cuba ne sera



pas l'Irak, et si vous nous déclarez la guerre, voici le sort que nous réservons à vos alliés et à ceux qui tenteront de l'intérieur de déstabiliser le régime, ici il n'y aura pas de 5<sup>e</sup> colonne. C'est donc au nom du droit à l'autodéfense préventive de la révolution que Fidel Castro a justifié la condamnation à de très lourdes peines des dissidents accusés de « *trahison* » et de conspiration avec les diplomates américains, et l'exécution de ceux qui ont procédé au détournement sous menace des armes d'une navette dans la Baie de la Havane.

Selon la version officielle la gravité des menaces justifierait en quelque sorte celle des sentences. Mais si le sérieux des menaces est avéré, il reste à prouver celui des

accusations. L'ampleur des condamnations (de 6 à 28 ans de prison en vertu de l'application de la loi 88 dite de « *protection de l'indépendance nationale et de l'économie de Cuba* ») imposait une démonstration rigoureuse et des procès publics, ouverts à la presse et aux diplomates, condition pour que les garanties nécessaires à la défense soient respectées (Déclaration des Droits de l'Homme. Art. 11, Alinéa 1). Or ils ont eu lieu à huis clos.

## Deux cas forts différents

Il faut ici différencier les deux procès. Dans le cas des preneurs d'otages les coupables auraient été condamnés à de lourdes peines dans la plupart des pays du monde. Le ferry transportant au moins cinquante personnes, dont plusieurs enfants, avait été dérouté le 2 avril par des personnes armées. Les pirates réclamant de jeter les passagers par-dessus bord si leurs exigences n'étaient pas satisfaites. Imaginons un instant le même acte commis aux États-Unis par un pirate de l'air : il n'est pas sûr qu'il n'ait pas été exécuté sur le champ sans autre forme de... procès. Mais le détournement du bateau à La Havane s'est terminé — grâce à deux jeunes Françaises — sans victimes. Avoir fusillé les trois auteurs du détournement du ferry dans un monde où la peine capitale apparaît comme un symbole de la barbarie est une faute qui n'a fait qu'amplifier le rejet des premières condamnations.

Dans le cas des condamnations des dissidents, l'accusation de conspiration est trop grave pour être maniée à la légère. Des preuves irréfutables étaient nécessaires. On peut désapprouver les agissements des opposants, combattre leurs orientations mais le seul fait de se réunir avec le chargé

\* Janette Habel enseigne à l'Université de Marne-la-Vallée et à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine. Elle est l'auteure de *Ruptures à Cuba : Le castrisme en crise*, Éditions La Brèche, Paris 1989.

## Cuba

d'affaires américain, ou d'être rémunéré pour l'écriture d'articles ne suffit pas à qualifier l'accusation de complot. Les témoignages de témoins à charge — des agents de la sécurité de l'État cubain — infiltrés par le ministère de l'Intérieur dans ces regroupements ne sont pas non plus recevables. Et si complot il y a eu James Cason devait être expulsé pour non-respect de son statut diplomatique.

### Participation populaire ou suivisme inconditionnel ?

Pourquoi le jugement des dissidents a-t-il suscité une critique publique aussi massive d'intellectuels et d'écrivains solidaires de Cuba ? C'est le grand écrivain latino-américain Eduardo Galeano qui l'a sans doute exprimé le plus clairement. Le sort réservé aux dissidents pose le problème de la liberté d'expression, une liberté d'expression politique et d'association qui n'existe pas dans un système de parti unique/parti d'État. Or le climat social et politique est lourd. Depuis l'effondrement de l'URSS, la population supporte le poids des difficultés économiques. L'amélioration conjoncturelle de la fin des années 1990 s'estompée à nouveau. Le niveau de vie de 1989 n'a toujours pas été rattrapé. La fatigue, l'usure, la démoralisation sont palpables pour tout observateur attentif. De surcroît Fidel Castro a 76 ans et les incertitudes qui pèsent sur l'après-castrisme suscitent l'inquiétude. L'Église catholique s'est récemment fait l'écho, dans une lettre pastorale du cardinal Ortega, de cette « crainte diffuse et généralisée ». Pour la première fois la dissidence intérieure, traditionnellement faible et divisée, a marqué des points avec la signature par onze mille Cubains d'un texte réclamant une ouverture économique et politique. En dehors de la dissidence, nombreux sont ceux qui dans l'île défendent la révolution mais critiquent les choix économiques et réclament des espaces de débat démocratique. Pour ceux-là aussi le message est clair : le pays est en guerre, il doit s'aligner derrière son chef.

### Tirer les leçons du stalinisme

« *Commandant en chef, à vos ordres !* » proclamaient les affiches pendant la crise des fusées de 1962, face au péril d'une guerre nucléaire. Le mot d'ordre est resté le même mais les temps ont changé. La société cubaine s'est diversifiée, les nouvelles générations n'ont pas vécu la dictature de Batista. L'ouverture économique marchande décidée dans les années 1990 et la légalisation du dollar ont suscité des inégalités, des

injustices et porté atteinte aux idéaux égaux. Dans ce contexte il est illusoire de vouloir imposer une unité factice ; l'homogénéité politique est un mirage qui peut coûter cher quelles que soient les apparences. La population cubaine a plus que jamais besoin de la confrontation des idées et d'une participation populaire à tous les niveaux, pas d'une discipline militaire et d'un suivisme inconditionnel. Le dire ce n'est pas faire le « jeu de l'ennemi » comme le prétendent ceux qui n'ont tiré aucune leçon du totalitarisme stalinien, c'est au contraire comprendre les enseignements de l'histoire

du XX<sup>e</sup> siècle.

Il y a sans aucun doute à Cuba des alliés de George Bush : la répression policière ne permettra pas de combattre leurs idées. Les peines infligées et leur emprisonnement risquent même de donner à leur parole un écho démesuré. D'ailleurs, comment le gouvernement cubain peut-il prétendre redouter « les idées des contre-révolutionnaires » en faveur du retour au capitalisme alors que selon les chiffres officiels 98 % de la population a approuvé l'amendement constitutionnel proposé par Fidel Castro déclarant le socialisme « irrévocable » ? ■

### Déclaration de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Le recours à des méthodes répressives rend plus difficile la solidarité avec Cuba

Le fait que le Parti communiste cubain (PCC) ait éprouvé le besoin de s'adresser aux « partis et organisations amis » révèle l'ampleur du problème auquel sont confrontés les dirigeants cubains face aux réactions qui ont suivi l'exécution de trois citoyens cubains et la condamnation à des peines de prison très sévères d'autres citoyens affirmant vouloir exercer leur droit de critique.

Pour sa part, la IV<sup>e</sup> Internationale rappelle que depuis 1959 elle s'est rangée du côté de la révolution ; qu'elle a défendu des choix cruciaux des dirigeants cubains face aux critiques et aux attaques non seulement des classes dominantes et leurs gouvernements, mais aussi de la plupart des partis communistes et sociaux-démocrates et des dirigeants des pays du prétendu socialisme réel. Elle a mis en relief les aspects originaux de la révolution cubaine de même que son aide, dans un esprit internationaliste, à des mouvements révolutionnaires. Mais, quand elle a estimé nécessaire d'avancer des critiques, notamment sur les attitudes du gouvernement cubain envers la direction de l'URSS et d'autres pays non capitalistes, envers le gouvernement du PRI mexicain, ou sur la bureaucratisation du régime, elle l'a fait ouvertement.

Aujourd'hui, les méthodes adoptées lors des événements dramatiques récents sont inacceptables d'un point de vue démocratique révolutionnaire et inacceptables pour la défense de la révolution et de ses conquêtes sociales et culturelles. Notre réponse est sans ambiguïté. Le gouvernement cubain avait d'ailleurs adopté une attitude tout à fait différente à d'autres occasions, notamment lors des tentatives massives d'émigration

illégal en 1980 et en 1994.

Il est vrai que, comme l'indique la lettre du PCC, « l'hostilité de l'administration Bush à l'égard de Cuba a dépassé celle de toutes les administrations précédentes ». Les classes dominantes, celle des États-Unis en premier lieu, utilisent depuis toujours des méthodes barbares, mais combattre cette politique ne peut justifier l'utilisation de méthodes antidémocratiques, dont l'inadmissible peine de mort, par un gouvernement qui se réclame du socialisme. Justement parce que certaines méthodes sont propres aux classes exploiteuses, elles ne sauraient être appliquées par des révolutionnaires.

Il est incontestable que Cuba se trouve dans une situation encore plus difficile que dans le passé. Bush et sa bande ont démontré qu'ils sont prêts à utiliser n'importe quels moyens pour imposer davantage leur hégémonie sur le monde entier. La meilleure défense pour Cuba est d'assurer la participation active, de plus en plus démocratique, des couches les plus larges de la population aux tâches ardues de défense de la révolution, avec tous les droits d'expression et de critique. La meilleure défense réside en même temps dans la solidarité la plus ample des partis et organisations amis et des peuples d'autres pays. Mais le recours à des méthodes répressives extrêmes par la direction cubaine rend beaucoup plus difficile une telle solidarité.

Une fois de plus, tout en critiquant sans aucune ambiguïté les dernières initiatives de la direction cubaine, nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple cubain contre l'embargo imposé par les USA.

Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale

# Dynamique et problèmes de la révolution

Par  
Antonio Moscato\*

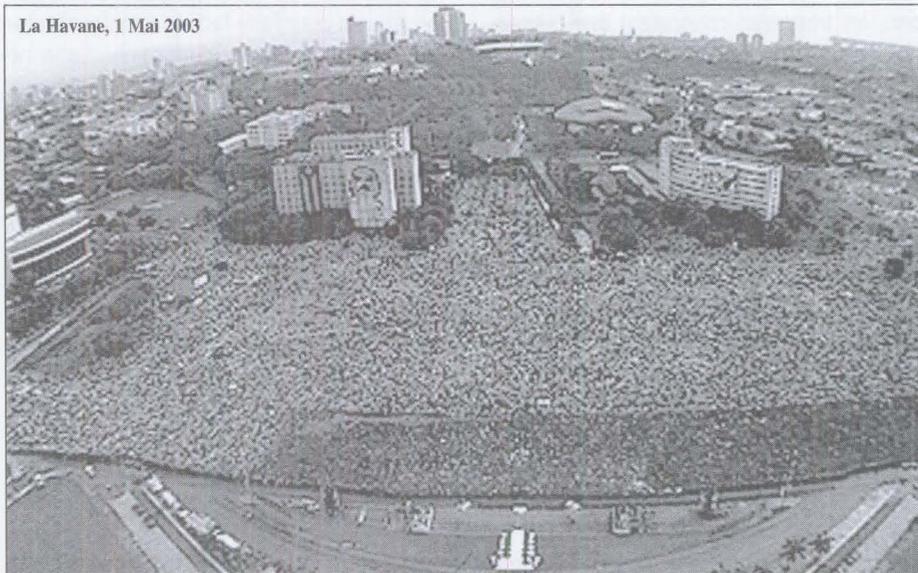
Des polémiques virulentes qui se sont déclenchées à propos des trois condamnations à mort et des soixante-dix-huit condamnations à de dures peines de prison suggèrent de poser la question : que reste-t-il aujourd'hui des conquêtes originelles de la révolution cubaine ?

## Une révolution authentique

En 1959, la victoire de la révolution avait profondément frappé — non seulement en Amérique Latine — les militants des partis communistes, auxquels on avait expliqué pendant un quinzaine d'années qu'il était impossible de briser le cadre international sorti de la Seconde guerre mondiale sans provoquer une intervention inévitable de la part des États-Unis. A vrai dire, la victoire de la révolution en Yougoslavie avait déjà représenté un démenti de cette thèse (selon le compromis de Yalta, la Yougoslavie aurait dû être incluse dans une zone d'influence partagée). La révolution chinoise était allée dans le même sens, refusant le compromis esquissé avec le Kuomintang, mais l'insuffisance des informations indispensables et le fait que les dirigeants chinois avaient formellement maintenu leur allégeance à l'URSS avait empêché de tirer alors la leçon qu'il était possible de briser le cadre de Yalta.

La victoire des révolutionnaires cubains était une leçon d'autant plus claire qu'un petit pays avait défié le monstre dans ce que ce dernier considérait comme étant sa cour. Le slogan « *C'est possible !* » frappait de plein fouet les approches timorées notamment des partis communistes d'Europe occidentale. L'enthousiasme des militants devait encore augmenter lorsqu'en 1961 l'administration Kennedy essaya de répéter le coup que son prédécesseur avait monté contre le Guatemala en 1954, mais se heurta à la résistance des pêcheurs et des charbonniers cubains dans la Baie des Cochons, qui luttèrent avec des vieux fusils contre les envahisseurs beaucoup mieux armés, en donnant le

La Havane, 1 Mai 2003



temps à l'Ejército rebelde (l'Armée rebelle) d'intervenir pour repousser les mercenaires... Quelques jours plus tard, dans la foulée, Fidel proclamait le caractère socialiste de la révolution en balayant la « théorie » de Moscou et des partis communistes selon lesquels c'était une « révolution démocratique », c'est-à-dire bourgeoise, qui était à l'ordre du jour à Cuba.

« *C'est une révolution qui chante* » expliquaient les nombreux jeunes qui revenaient enthousiastes, même si elle commit de nombreuses erreurs (par exemple la discrimination des homosexuels, abandonnée par la suite, comme le rappelle le beau film de Titon, « *Fraise et chocolat* »).

Le nouveau pouvoir devait se heurter dès le début à de très sérieuses difficultés objectives : l'embargo des États-Unis et l'obstacle majeur représenté par la monoculture (cane à sucre), qui ne pouvaient être surmontées rapidement, frustrant des espoirs un peu naïfs. La situation devenait encore plus difficile à la suite de l'exode de nombreux techniciens, médecins et professionnels diplômés qui, tout en ayant combattu le régime de Batista, n'étaient pas prêts à lutter contre ces États-Unis avec lesquels ils avaient collaboré dans le passé. Tout cela facilita la tendance à une assimilation structurelle et idéologique à l'URSS, qui n'avait eu

aucun rôle dans le processus révolutionnaires, mais devenait inévitablement depuis 1960 le principal partenaire économique, Cuba étant obligée à chercher d'autres débouchés pour sa production sucrière, refusée par les États-Unis en riposte à la réforme agraire.

## Défaite du Che et alignement sur l'URSS

Non seulement l'URSS n'avait joué aucun rôle dans la victoire des révolutionnaires, mais le Parti socialiste populaire (PSP, pro-soviétique) s'opposa longtemps au prétendu « *aventurisme castriste* » (motif repris dans la presse de tous les partis communistes) et n'avait corrigé sa ligne que quelques mois avant la victoire, surtout à l'initiative de Carlos Rafael Rodríguez (qui pendant la Seconde guerre mondiale avait été ministre de Batista, présenté comme « antifasciste » grâce à ses liens avec les États-Unis). Par ailleurs, la défection de nombreux militants du Mouvement du 26 juillet permit au PSP

\* Antonio Moscato, professeur d'histoire à l'Université de Lecce, est membre du Parti de la refondation communiste et du courant IV<sup>e</sup> Internationale en son sein. Nous reproduisons ici une version légèrement réduite d'un article écrit pour la revue italienne *ERRE* (traduit de l'italien par L. M.).

# Cuba

d'accroître très considérablement son poids et d'essayer en 1962, par les agissements d'Aníbal Escalante, de prendre le contrôle du nouveau parti unifié (Organizaciones revolucionarias integradas, ORI). Quelques années plus tard, en 1968, une nouvelle tentative stalinienne (à Cuba on parlait de « sectaire ») par la « *micro fraction* » du même Escalante fut écrasée par une condamnation à 15 ans de prison. Entre autres, on reprochait à Escalante d'avoir critiqué le Che en le qualifiant de « *trotskiste* », alors que, pour leur part, les trotskistes craignaient que l'utilisation de telles méthodes, bien loin de la bloquer, ne facilite une régression bureaucratique de la révolution.

En 1963-1964 un débat économique entre, d'une part, Che Guevara, des jeunes économistes cubains, Ernest Mandel et, d'autre part, des économistes soviétiques et Charles Bettelheim, se solda par la défaite de Guevara et l'adoption peu clairvoyante du « *modèle* » soviétique. Guevara choisit de partir au Congo et ensuite en Bolivie pour recommencer dans un autre pays, en évitant les erreurs commises à Cuba dont, au début, il avait été lui aussi partiellement responsable.

partie de ses écrits les plus mûrs des ses dernières batailles restent encore inédits).

L'influence de l'URSS s'accrut et se consolida également au cours des années d'une forte présence cubaine en Afrique, une présence souvent condamnée mais aussi exaltée de manière acritique et qui provoqua des réactions contradictoires même à Cuba.

Cette présence commença — en prenant par surprise aussi bien les États-Unis que l'URSS — par une incroyable expédition en Angola pour faire face à la contre-révolution et à l'invasion sud-africaine. Cuba ne disposait pas alors de moyens aériens lui permettant de déplacer ses forces armées au-delà de l'Atlantique, mais des vieux avions ont été rafistolés (des sièges furent remplacés par des réservoirs supplémentaires, transformant les aéronefs en véritables bombes volantes !). Au début hésitante, l'URSS appuya par la suite l'initiative cubaine, en la conditionnant politiquement. Finalement, Cuba peut revendiquer d'avoir contribué à la libération de Mandela et à l'indépendance de la Namibie en infligeant une défaite aux forces sud-africaines à Cuito Cuanavale. On ne saurait exprimer la même appréciation

par les États-Unis en 1983 permit de constater cette régression : la petite garnison militaire, organisée par les Soviétiques et chargée de médailles se rendit immédiatement alors que les travailleurs cubains engagés dans la construction de l'aéroport résistèrent assez longtemps.

## Décrochage de l'URSS et « *rectification des erreurs* »

Tout au long des années 1980, Cuba, devenue aux yeux de beaucoup de gens une « *Bulgarie des Caraïbes* », fit preuve de clairvoyance et entama son décrochage de l'URSS, qui, par ailleurs, avait fait savoir à Raoul Castro qu'elle n'était pas disposée à « *mourir pour Cuba* ». La défense fut réorganisée avec l'aide de conseillers vietnamiens et fondée à nouveau sur ces milices populaires que dans les années 1970 les Soviétiques avaient fait désarmer. Mais ce fut surtout la perception de l'éclatement de la crise de l'URSS — que Guevara avait prévue dans ses derniers écrits (restés méconnus de la population) — qui a poussé le groupe dirigeant cubain à s'y préparer par une campagne antibureaucratique de « *rectification des erreurs* » et une politique d'économie de l'énergie (qui, finalement, permit à l'île de survivre, bien qu'au prix de terribles sacrifices, à la brusque interruption de la livraison du carburant soviétique) présentée comme « *une période spéciale en temps de paix* ».

Le sommet de la crise fut atteint en 1994, lors de la tentative de fuite en masse des « *balseros* » sur des radeaux improvisés. De même qu'en 1980, lorsque les Cubains candidats à l'émigration furent autorisés à partir (100 000 d'entre eux profitèrent de cette possibilité, jusqu'à ce que le gouvernement des États-Unis décide de bloquer l'exode), Castro permit le départ de tous ceux qui pouvaient le faire par leurs propres moyens, à condition qu'ils n'emmenent pas avec eux des mineurs, considérés incapables d'une telle décision. Face à la première manifestation de protestation, Castro apparut dans les rues de la Havane où la contestation déferlait, entouré d'un service d'ordre d'ouvriers d'avant-garde sans armes. Rappelons-le à ceux qui justifient les condamnations à mort récentes : d'autres moyens de dissuasion avaient été employés dans le passé pour fermer la bouche aux dénigreur de Cuba.

Il ne faut pas non plus oublier comment fut organisé en 1997 le voyage du pape, en repoussant avec fermeté, mais sans panique, les provocations du clergé cubain le plus conservateur et en ripostant par une mobilisation massive, sans la moindre présence de



Après son départ, Guevara fut assez vite oublié ou réduit à l'icône inoffensive du « *guérillero héroïque* » dans la propagande officielle. Mais la majorité des Cubains maintenaient en même temps une affection indélébile à l'égard d'un homme exceptionnel et atypique et un regret pour les premières années de la révolution où le consensus était presque unanime.

Une hégémonie idéologique soviétique s'installa à Cuba, renforcée par la formation de milliers de jeunes Cubains dans les universités du « *socialisme réel* ». La pensée du Che fut oubliée, voire censurée (une grande

sur l'aide cubaine à d'autres régimes africains, qualifiés de « *progressistes* », même s'il ne faut pas oublier que les Cubains se refusèrent à participer directement à la répression contre le mouvement de libération de l'Erythrée.

Mais des énergies humaines énormes furent employées dans de telles entreprises alors qu'en même temps se dessinait l'assimilation de l'Ejército rebelde au modèle soviétique, y compris avec des retombées en matière de corruption (révélées en 1989 par l'affaire Ochoa, très controversée) et d'inefficacité croissante. L'invasion de la Grenade

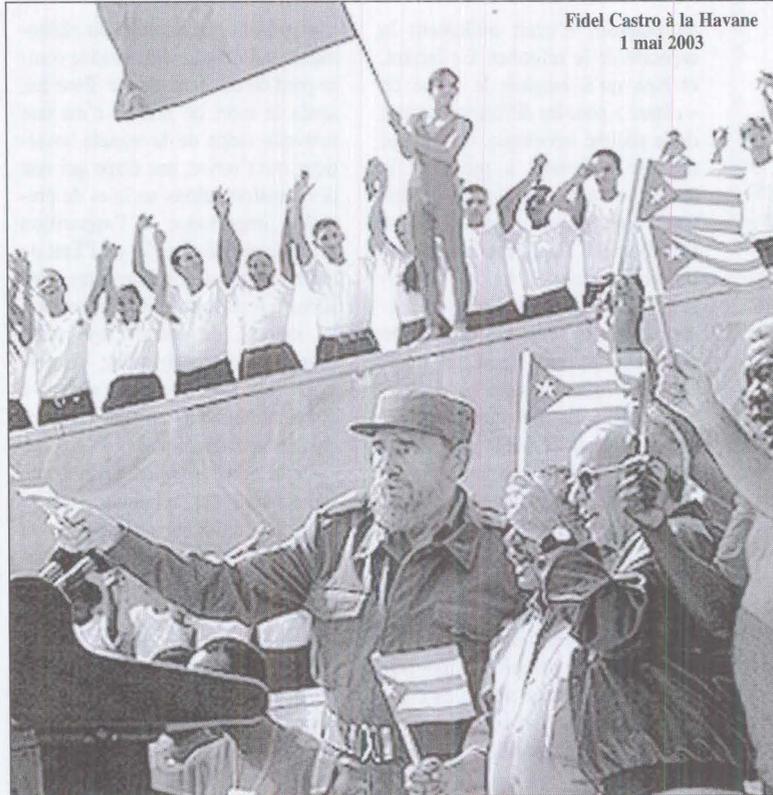
la police ou d'un service armé quelconque. Il est vrai que la visite de Wojtyla avait eu un accueil spontané très chaleureux puisque la plupart des Cubains avaient espéré à l'époque qu'elle pourrait conduire à la fin de l'embargo et des difficultés économiques. La déception qui suivit la visite avait ensuite rallumé le mirage de l'émigration aux États-Unis et dans un tel climat la petite opposition intérieure s'est réactivée.

Les mesures économiques adoptées au cours de la « période spéciale » ont créé de nouveaux problèmes. En premier lieu, la possession de dollars avait été légalisée sans enquêter sur leur provenance (remises clandestines de la part d'émigrés aux États-Unis à leurs familles, pourboires en dollars, vols à la tire aux touristes aux alentours des grands hôtels). Surgissait ainsi un double marché, en pesos et rationné pour la majorité des citoyens, avec très peu de produits à des prix bas, et en dollars, avec toutes sortes de choses à la disposition de ceux qui en possédaient. L'avantage immédiat fut qu'avec les dollars soustraits au marché noir et affluant aux caisses gouvernementales il fut possible d'acheter du pétrole pour contrecarrer la très grave crise énergétique (les coupures de courant furent réduites de 12 et parfois de 15 heures par jour à 4 heures et même moins). Mais cela allait au détriment de l'égalitarisme qui avait été l'orgueil et la force de la révolution.

En même temps, pour faire face à la crise de la production sucrière, provoquée par le manque d'engrais mais aussi par la désorganisation, on misait sur l'industrie du tourisme en l'ouvrant à des entrepreneurs étrangers rapaces, qui n'hésitaient pas à avoir recours à la corruption, stimulée par une disproportion énorme entre leurs profits et les revenus très modestes des fonctionnaires locaux.

### Absence de démocratie, un facteur de faiblesse

En 1990, aux effets négatifs de la crise de l'URSS, s'ajouta l'expérience traumatisante de la défaite du sandinisme au Nicaragua, que les dirigeants cubains attribuèrent au « pluralisme politique », en oubliant qu'avant de commettre des erreurs très graves et d'être frappé par la corruption le sandinisme avait gagné lors d'élections également plu-



Fidel Castro à la Havane  
1 mai 2003

ralistes. L'écroulement de l'URSS n'a pas conduit à un véritable bilan public, alors que parmi les cadres intermédiaires et supérieurs se développait une idéalisation de la « résistance » de la Chine dont ils espéraient pouvoir suivre l'exemple.

Cuba ne possède toujours pas un système d'information adéquat, ce qui est plus grave du fait de la concurrence sur ce terrain des radios contre-révolutionnaires de Floride, qui font une propagande incessante. Une telle carence pourrait être surmontée d'autant plus que le pays dispose de nombreux intellectuels révolutionnaires sous-utilisés, qui écrivent dans des revues légales mais au tirage extrêmement limité.

Le principal quotidien, *Granma*, ressemble comme auparavant à la *Pravda* de l'époque brejnevienne et garde le silence sur les principales questions internationales. Par exemple, elle s'est tue sur le massacre de la place Tien Anmen et sur l'assaut de la Douma ordonné par Eltsine. Qui plus est, en 1994 la première information sur l'insurrection zapatiste a paru dans *Granma* dans une interview du président mexicain, Salinas de Gortari (comme si au Mexique, pour savoir ce qui se passait dans la Sierra Maestra, on avait interviewé Batista). Plus récemment, selon les récits de militants rentrés récemment de Cuba, *Granma*, après avoir exagéré la résistance du peuple irakien, n'hésitant pas à tomber dans le triomphalisme, s'est soudainement tu, en estimant sans doute, comme d'habitude, qu'il valait mieux glisser sur les mauvaises nouvelles. Résultat : pour

des millions de Cubains l'interprétation de la guerre sera celle fournie par la *Radio Martí* de Miami...

Les signes de panique et d'une rigidité accrue dans les mécanismes de direction semblent se multiplier. Le recours aux mesures de répression pourrait être l'expression d'une insécurité plus grande par rapport au passé. Il faut souhaiter que ce ne soit pas le reflet d'une aggravation des problèmes sociaux, dont pourrait essayer de profiter un impérialisme états-unien de plus en plus agressif et sans frein. Les critères par lesquels on procède depuis toujours à des remplacements de dirigeants ne sont pas

non plus encourageants. Au cours des dernières années ont été éloignés, sans explications plausibles, Carlos Aldana et Roberto Robaina, pour ne pas rappeler le critère quelque peu dynastique choisi pour la succession de Fidel, dont le frère Raúl est l'héritier désigné. Quant au système électoral introduit en février 1993 et présenté comme le plus original du monde, il reprend en réalité le système soviétique des derniers temps. Le fait qu'il garantisse 98,75 % des voix à des candidats uniques (les calculs ne tiennent compte que des « suffrages exprimés », oubliant donc les quelques 20 % de bulletins blanc ou nuls) ne permet pas de mesurer, sous quelque forme que ce soit, l'attitude réelle de la population.

Comme nous l'avons mentionné, Cuba a été capable de corriger à plusieurs reprises ses erreurs en prêtant l'oreille à des amis sincères (rappelons que ce fut une intervention de Sartre qui contribua à la fermeture des centres où étaient « rééduqués » les homosexuels ou prétendus tels, ainsi que des prêtres catholiques et des pasteurs protestants et même des artistes prestigieux, restés fidèles à la révolution malgré cette triste expérience). Saura-t-il le faire encore une fois ? Cela dépendra aussi bien de la lucidité de ses dirigeants que de l'attitude des mouvements de solidarité qui, tout en continuant à soutenir sans condition Cuba contre l'embargo et contre toute tentative d'agression, sauront, le cas échéant, exprimer leurs critiques. ■

24 avril 2003

## Le siècle soviétique

## de Moshe Lewin\*

Quiconque chercherait la confirmation d'un dogme sur la « nature de classe » de l'URSS sera déçu à la lecture du *Siècle soviétique*. Non content de rejeter le concept du « totalitarisme » — qui avait connu ses heures de gloire dans la foulée de l'idéologie reaganienne des années 1980 — Moshe Lewin évite consciencieusement de prendre au sérieux les débats qui divisèrent la gauche anti-stalinienne dès la fin des années 1930.

S'attachant à présenter le fonctionnement de la société soviétique et son évolution, il livre une analyse essentiellement fondée sur les archives soviétiques entrouvertes au cours de la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle et sur les travaux récents des historiens russes. Si ce choix le conduit parfois à des omissions discutables — ainsi, il ne mentionne pas le rôle de la révolte des « zek » (1) dans l'effondrement du système du travail forcé à la mort de Staline (auquel il attache pourtant une grande importance) — il lui permet de fournir une impressionnante richesse factuelle sur le fonctionnement (et le dysfonctionnement) quotidien de la société soviétique entre 1917 et 1991.

Le recours aux archives permet en particulier de mettre en valeur les nombreux travaux d'économistes et de sociologues soviétiques, qui, s'ils n'étaient pas connus du grand public, étaient parfaitement des dirigeants du Kremlin, et de décrire comment la direction soviétique, consciente du déclin de son système

de pouvoir, n'avait nullement la capacité de le réformer. Ce faisant, et bien qu'il emploie le terme de « classe » pour les différentes strates de la société soviétique, cet emploi ne vise nullement à présenter la société soviétique comme constituant « un pas en avant » dans un déroulement historique supposé linéaire et orienté vers « le progrès ». Et s'il parle de « classe administrative » ce n'est pas dans l'idée que celle-ci remplissait un quelconque « rôle historique ».

L'analyse de Lewin ne permet aucun doute sur le fait que la société soviétique n'était pas une société régie par les lois propres au système capitaliste, mais l'auteur balaye magistralement tant les prétentions « socialistes » dont le régime soviétique se fardait que celles d'une « société de transition », du moins à partir de la consolidation du pouvoir stalinien, qu'il situe avant les combats héroïques (mais désespérés selon lui) de l'Opposition unifiée en 1926-1927.

Alors que les analystes de l'URSS ont, en règle générale, insisté sur une continuité du phénomène soviétique — dès 1917 pour les stalinien et les anticommunistes, ou du moins dès la contre-révolution stalinienne pour les marxistes inspirés par l'analyse de Léon Trotsky — Moshe Lewin propose une périodisation novatrice : il y a pour lui rupture au cours des années 1922-1924, puis de nouveau rupture en 1952-1953. Lewin met en évidence l'importance de la guerre civile 1918-1920 dans les transformations sociales et politiques en URSS. Jusque là, avec parfois des arguments novateurs en ce qui concerne la transformation sociale de la paysannerie et du prolétariat urbain, l'analyse de Moshe Lewin ne diffère pas fondamentalement de celle proposée par l'Opposition de gauche et résumée par Trotsky dans sa *Révolution trahie*, bien que Lewin, dans la tradition de son *Dernier combat de Lénine* (2), insiste sur le rôle crucial du débat sur la question nationale de 1922-1923 dans la prise du pouvoir par Staline, et donc sur le retard de la bataille engagée par l'Opposition de gauche et par Trotsky.

L'aspect fondamentalement novateur de Lewin réside dans son analyse de la « déstalinisation ». Alors que de nombreux analystes marxistes, et en particulier Isaac Deutscher, avaient espéré que la « déstalinisation » khrouchtchévienne ouvrait la voie à une « régénéscence » de l'URSS et que d'autres (tel le courant « lambertiste »), par opposition,

soulignaient la continuité du phénomène stalinien, Lewin prend le contre-pied de ces deux thèses. Pour lui, après la mort de Staline c'est une nouvelle étape de la société soviétique qui s'ouvre, une étape qui voit des transformations sociales de première importance : l'apparition d'une forme (estropiée) de l'État de droit, la suppression du recours massif au travail forcé et la réapparition du marché du travail (qui reste cependant morcelé) allant de pair avec l'instauration d'une société à dominante urbaine en sont les principales caractéristiques.

Cette transformation permet une stabilisation des relations sociales entre les différentes strates de la société soviétique. Si cette stabilisation permet aux travailleurs de développer un certain pouvoir de négociation à l'échelle de l'entreprise — phénomène que Lewin avait déjà décrit dans sa *Grande mutation soviétique* (3) — elle permet surtout à la « classe administrative » d'asseoir sa domination et, à chacun de ses membres, de réaliser ses intérêts propres, sans craindre à chaque moment que leurs avantages acquis ne soient bouleversés par une purge. La réalisation par les bureaucrates de leurs intérêts propres conduit cependant à une gabegie de plus en plus répandue, freine la croissance économique et empêche la modernisation, aboutissant en fin de compte à l'effondrement de leur mode de domination. Ainsi, même s'il parle de « classe administrative », Lewin démontre parfaitement que celle-ci — à la différence de ce que l'Histoire a connu comme classes dominantes — ne parvient pas à réaliser « son intérêt de classe » en réalisant les intérêts de ses membres...

C'est à l'analyse de la société soviétique après Staline que Moshe Lewin apporte le plus d'éléments nouveaux, profitant de l'ouverture (encore partielle) des archives ainsi que des mémoires et témoignages de divers responsables et spécialistes dont les travaux n'ont apparu au grand jour qu'après l'effondrement de l'URSS. Je me limiterai ici à indiquer deux aspects de cette analyse, l'apport de Lewin constituant sur ce terrain un enrichissement des débats qui ont traversé le mouvement marxiste révolutionnaire et les oppositions de gauche au stalinisme avant l'implosion de l'URSS.

❶ Les éléments fournis par Moshe Lewin permettent de mettre fin au débat sur la capacité du plan bureaucratique de jouer un rôle essentiel dans l'attribution des res-

sources et donc de réguler l'économie. L'auteur montre en effet comment en 1970 (c'est à dire vingt ans avant l'implosion finale du système) l'approvisionnement des entreprises soviétiques en matières premières et autres composantes nécessaires à la production (machines y compris) échappait déjà largement au Gosstab (Comité d'État de l'approvisionnement matériel et technique) dont le rôle aurait dû être de fournir à temps à chaque entreprise ce que le plan prévoyait en vue de garantir la production. Le Gosstab, super-four-nisseur, employait alors 130 000 personnes. En même temps 722 289 personnes (hors les services d'approvisionnement de l'armée et les *tolkaci*, ces « pousseurs » semi-légaux, donc non comptabilisés dans les statistiques, détachés par les entreprises pour « huiler » les approvisionnements !) étaient officiellement employés par ailleurs — c'est-à-dire en marge du système officiel du Gosstab — pour assurer l'approvisionnement (« *snaby* ») et la distribution (« *sbyty* »). « L'énorme armée d'individus engagés dans les activités des *snaby-sbyty* constituait ainsi un milieu naturel pour la conclusion de toutes sortes d'affaires, et donc pour le développement d'une proto-économie de marché souterraine, souvent vitale et utile », conclut Lewin. L'incapacité du système bureaucratique d'établir des rapports de production planifiés saute aux yeux.

❷ Un autre élément important que Moshe Lewin met en valeur est le rôle du « parti dirigeant ». La fusion de l'appareil du parti et de l'appareil d'État, la transformation du « parti » en un réseau administratif « où une hiérarchie dirigeait une armée de simples membres », l'accapement du « tout pouvoir » par Staline, privant le parti de son caractère politique — tout cela conduit Lewin à mettre en cause l'idée même du « parti unique » et à employer, pour parler du PCUS, des guillemets pour le caractériser comme « parti ». Et de conclure : « Le "Parti" n'a pas toujours été au pouvoir ; à un moment donné, il a cessé d'être un parti politique pour devenir un service parmi d'autres, l'axe central d'une administration. » Le processus d'étatisation qui a absorbé « le Parti » a aussi conduit au développement d'un culte de l'État, « véritable mode de pensée des couches supérieures de la bureaucratie ». Cette transformation du PCUS en « un service parmi d'autres » — bien plus avancée en URSS après la mort de Staline que dans les « États

\* Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, éd. Fayard & Le Monde Diplomatique, Paris 2003, 24 euros.  
1. Zek : détenu (abréviation de zaklioutchennyi) ; par extension, prisonnier des camps de travail. Chiffres à l'appui, Lewin démontre parfaitement comment l'immense système du travail forcé s'effondre à partir de 1952-1953 et comment le Goulag cesse de jouer un rôle économique central, même si les camps de travail persistent en tant qu'élément important de l'univers carcéral soviétique. L'archipel du Goulag, en extension rapide dès la fin des années 1920, menaçant de dominer les rapports du travail en URSS, se rétrécit alors.  
2. Moshe Lewin, *Le Dernier Combat de Lénine*, Éd. de Minuit, Paris 1967.  
3. Moshe Lewin, *La Grande Mutation soviétique*, La Découverte, Paris 1989.

du glacié » plus récents — permet de comprendre pourquoi un tournant aussi profond que la « déstalinisation » n'ait pas suscité en son sein des oppositions et n'a pu y insuffler, même aux marges, l'aspiration à une vie politique (alors que des courants et fractions ont vu le jour au sein des partis polonais, hongrois et tchécoslovaque, qui n'ont connu la domination de l'État stalinien qu'après 1948). Elle permet aussi d'expliquer la très grande faiblesse des partis en ex-URSS après 1991, alors que leur existence n'est plus interdite : les citoyens ex-soviétiques n'ont aucune expérience de ce qu'un « parti » pourrait être, comment il pourrait fonctionner, bref ce que ce terme signifie...

Il faut lire *Le siècle soviétique* de Moshe Lewin. Le lire pour tout ce qu'il apporte et aussi pour tout ce qu'il n'apporte pas, ne prétendant pas mettre un point final à l'histoire sociale de l'Union soviétique, mais fourmillant de pistes de réflexion.

Jan Malewski

**Le nouvel  
internationalisme,  
contre les guerres impériales  
et la privatisation du monde  
de Daniel Bensaïd\***

Voici un petit livre incisif et brillant, qui plonge au cœur de la mêlée et offre des armes pour comprendre et pour agir sur la réalité présente.

Notre époque, constate Bensaïd, est celle de la mondialisation capitaliste libérale — qui est aussi, nous le voyons tous les jours, une expansion impériale brutalement agressive et conquérante ; face à cette offensive, deux réactions sont possibles : la voie régressive des nationalismes rances, des paniques identitaires et des réflexes xénophobes, ou celle, tendue vers l'invention d'un autre monde possible, d'un nouvel internationalisme.

Si la rencontre « intergalactique » des zapatistes en 1996 a été le prologue du mouvement altermondialiste — et non « antimondialiste », comme le prétend une presse réactionnaire — ce sont les manifestations de Seattle en 1999 (suivies, comme l'on sait par celles de Prague, Gênes, Porto Alegre, Barcelone, Florence, parmi d'autres) qui

constituent son baptême historique. Ce nouvel internationalisme se distingue de celui du passé — la IIe et IIIe Internationales — par son caractère d'emblée planétaire et par la diversité des acteurs mobilisés, irréductibles au seul mouvement ouvrier traditionnel. Par ailleurs, son anti-impérialisme militant ne souffre pas de la logique binaire des « camps » qui a tant pesé sur celui des années 1960 et 1970. Le « mouvement des mouvements », ou réseau des réseaux, a permis la convergence directe de mouvements sociaux du Nord et du Sud, autour de luttes et revendications communes, comme le montrent l'Internationale agraire « Via Campesina », le réseau Attac, ou le Forum Social Mondial.

Cette Internationale sans nom des résistances — qui ressemble dans une certaine mesure à la Première Internationale par la diversité de ses composantes — est soudée par des thèmes communs, dans le combat contre le despotisme du marché : « *Le monde n'est pas une marchandise* », « *Un autre monde est possible* » — un monde fondé sur des valeurs comme le bien commun et le service public. Entre l'esprit de Porto Alegre, fondé sur la logique de la satisfaction de besoins collectivement déterminés, et celui de Davos, qui représente le despotisme impersonnel du capital global, l'affrontement est inévitable.

Cependant, le mouvement des mouvements est loin d'être homogène : au moins trois courants distincts

le traversent, avec des propositions stratégiques assez diverses : 1) ceux qui aspirent à corriger les excès de la dérégulation néolibérale ; 2) ceux qui sont attirés par la tentation nationaliste et 3) les partisans d'un internationalisme radical, qui cherchent à inventer des formes inédites sans abolir la mémoire des luttes du passé.

La deuxième partie du livre est une analyse du « *nouveau désordre impérial* ». Réfutant les thèses de Negri et Hardt, marquées par « *le bon vieux déterminisme économique et les bonnes vieilles illusions du progrès* », Bensaïd montre que la globalisation en cours ne résulte pas d'une mutation technologique mais d'une contre-réforme libérale, qui ne représente en rien « *un progrès par rapport à l'impérialisme traditionnel* ».

Face à la surenchère guerrière des USA — dont l'auteur démonte les enjeux pétroliers, économiques et géostratégiques — et au discours de la « *guerre illimitée* », il faut éviter les travers symétriques de l'américanisme et de l'anti-américanisme : du point de vue internationaliste, on distingue toujours entre « *leur Amérique* » (celle des Mac Carthy, Bush et Cheney) et « *la nôtre* », celle des martyrs de Chicago, des opposants à la guerre du Vietnam et des militants du Black Power. Distinction qu'oublie de faire les apologistes de l'Empire — les Finkielkraut, Taguieff, Bernard-Henri Lévy et autres Jean Clair —

responsables d'une nouvelle démission des clerics. La palme d'or en revient sans conteste à Alain Minc, fondamentaliste du marché et inconditionnel du militarisme US, qui n'hésite pas à proclamer, la main sur le cœur : « *Aurait-il fallu que les Américains ne bombardent pas Hiroshima ?* »

Deux *ex cursus* plus personnels complètent l'argumentation :

1. Les réponses internationalistes à la question juive : se réclamant de Spinoza (le juif non-juif qui a « trahi la synagogue et la tribu pour l'humanité »), l'auteur s'explique sur ses prises de position sur le conflit du Proche-Orient, notamment l'appel des intellectuels juifs contre Sharon et en solidarité avec le peuple palestinien. Une solidarité qui ne l'empêche pas, soit dit entre parenthèses, de condamner, moralement et politiquement, les actions kamikazes contre les civils israéliens.

2. Un hommage à David Rousset, homme de raison profane et de révolte logique, qui affirmait, à la fin de sa vie : « *La révolte est au commencement de tout. Le refus d'accepter. Toute l'intelligence du monde ne saurait remplacer cette indignation qui mobilise l'être entier* ».

Je ne peux cependant pas suivre Daniel Bensaïd quand il rejette ce qu'il appelle « *le cosmopolitisme libéral des droits de l'homme* », ou « *le droit cosmopolitique remplaçant les États* », et encore moins quand il met en question (en citant Carl Schmitt) « *la notion d'Humanité majuscule* ». Je ne saurais dire si le désaccord est seulement terminologique ou plus substantiel...

La conclusion de cet opuscule précieux et lucide est un hommage à Jacques Derrida, qui avait, dès le début des années 1990, annoncé — prophétiquement, peut-on dire — l'avènement d'une « nouvelle Internationale » contre la loi du marché et ses monstrueuses inégalités. Mais, ajoute Bensaïd, cet internationalisme nouveau (dont la journée mondiale contre la guerre du 15 février 2003 est un exemple frappant) n'existerait pas sans l'héritage de l'ancien, sans la remémoration des expériences passées...

Michael Löwy

\* Daniel Bensaïd, *Le nouvel internationalisme — contre les guerres impériales et la privatisation du monde*, Textuel, Paris 2003, 184 pages.

L'ARME DE LA CRITIQUE

NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES. K. MARX

Librairie La Brèche

27, rue Taine 75012 Paris

tél 01 49 28 52 44

e-mail :

labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance

Paris, province, étranger :

envoi gratuit

<http://www.la-breche.com>

Par  
Michel Husson\*

Les « réformes » des retraites menées un peu partout en Europe — celles contre lesquelles les travailleurs sont mobilisés aujourd'hui en Autriche et en France — obéissent à un programme d'ensemble des bourgeoisies européennes, voire mondiales. On se rappelle le sommet de Barcelone du printemps 2002, où tous les chefs d'État de l'Union européenne s'étaient mis d'accord sur l'objectif d'un recul de cinq ans de l'âge de départ effectif à la retraite. Parmi eux, Chirac (déjà Président) et Jospin (encore Premier ministre), prenaient ensemble un engagement parfaitement contradictoire avec leurs programmes de candidats à l'élection présidentielle. A côté, et au-dessus de l'Union européenne, il y a aussi la Banque

officiels. La stratégie distingue deux types de réformes : les réformes « paramétriques » et les réformes « paradigmatiques ». Dans ce dernier cas, on basculerait brutalement de la répartition aux fonds de pension. Les fortes résistances justifient le recours à des réformes « paramétriques » qui conservent formellement le système, tout en le vidant peu à peu de son contenu. Les mêmes procédés se retrouvent un peu partout : durcissement des règles d'indexation, ajustement du niveau des retraites en fonction de l'espérance de vie (comme en Italie ou en Suède) ou encore recul de l'âge de départ à la retraite.

Cette dernière méthode est particulièrement cynique, car elle se pare des vertus de la raison (« *puisque nous vivons plus longtemps, il nous faut travailler plus longtemps* »). En réalité, compte tenu de

de soi que le développement des fonds de pension élargit ses perspectives de profit. L'afflux régulier de nouveaux épargnants répond à la nécessité de soutenir les cours en suscitant une demande supplémentaire de titres. C'est d'ailleurs une véritable fuite en avant, car la chute sera encore plus dure, quand la démographie viendra inverser le rapport entre les salariés partant à la retraite — qui vendent leurs titres — et les actifs qui les achètent via les fonds de pension. Il va de soi que le blocage des régimes par répartition est en parfaite adéquation avec la volonté néo-libérale de réduire au maximum les budgets sociaux. Les choses vont plus loin encore, et toutes les politiques néolibérales visent ni plus ni moins à baisser fortement le prix de la force de travail en rétrécissant autant que faire se peut le salaire socialisé.

Union européenne / Retraites

## La bourgeoisie européenne n'aime pas la répartition

mondiale qui vient de publier un rapport intitulé Pension Reform in Europe : Process and Progress et que l'on peut considérer comme un mode d'emploi des « réformes » en cours.

Dans tous les pays, ces projets invoquent deux justifications : démographique (« *il va y avoir tellement de retraités qu'on ne pourra plus payer les retraites* ») et économiques (« *on ne peut augmenter encore les prélèvements sociaux* »). Partout, les « réformes » visent à baisser dans un premier temps, puis geler à terme, le système par répartition ; simultanément, ils cherchent à développer les fonds de pension. Au-delà des différences existant d'un pays à l'autre, on ne peut qu'être frappé par le caractère très coordonné de l'offensive. Les principes de cette véritable guerre contre la répartition ont été exposés dans différents documents

l'état du marché du travail et de l'usure des salariés soumis à l'intensification du travail, on sait qu'ils partiront à peu près au même âge, mais avec une retraite diminuée. De plus, ces mécanismes ne peuvent qu'amplifier les inégalités enregistrées durant la vie active, et frapper particulièrement les femmes et les précaires.

A terme, le but est bien la capitalisation à 100 %, autrement dit la destruction de toute garantie collective. Il suffit pourtant de regarder ce qui se passe dans les pays où les fonds de pension sont les plus développés pour mesurer les risques d'une telle orientation. On se souvient de la faillite d'Enron, qui a privé ses salariés, non seulement d'emploi mais de droits à pension, évaporés en même temps que l'action de la firme états-unienne, fleuron de la « *nouvelle économie* ». Mais le krach boursier rampant qui s'est installé depuis deux ans a laminé les fonds de pension et contraint d'ores et déjà de nombreux salariés à repousser leur départ en retraite, ou à supporter une véritable dévaluation des pensions. Si l'on ajoute à ce risque permanent les inégalités qui se creusent entre ceux qui peuvent épargner pour leur retraite et ceux qui ne le peuvent pas, on a bien des motifs de combattre ces « réformes ».

L'acharnement bourgeois est facile à expliquer. Pour l'industrie de la finance, il va

Dans ce débat sur les retraites, on voit aussi poindre l'une des grandes craintes de la bourgeoisie : que l'évolution de la démographie crée une telle pénurie d'actifs qu'on en revienne à un relatif plein-emploi qui rétablirait un meilleur rapport de forces en faveur des salariés. C'est pourquoi la « *Stratégie européenne pour l'emploi* » ne se fixe aucun objectif chiffré concernant les taux de chômage mais vise au contraire à augmenter les taux d'emploi. Il s'agit de créer beaucoup d'emplois, précaires et mal payés évidemment, afin de reproduire ce que Marx appelait « *armée industrielle de réserve* ». Le changement de position du patronat sur l'immigration ne s'explique pas autrement. Les « réformes » bourgeoises des retraites gagnent donc à tout coup. Si les salariés veulent bien, et peuvent, travailler plus longtemps, cela maintient la pression exercée par le chômage, notamment sur les jeunes ; s'ils partent en retraite au même âge qu'avant la « *réforme* », ils doivent se contenter d'une pension diminuée, et la valeur de la force de travail en est baissée d'autant. Au total, les « réformes » des retraites, sous prétexte d'ajustement technique à des évolutions démographiques inéluctables, représentent en fait une offensive sans précédent contre le statut du salariat (1).

\* Michel Husson, économiste, est membre du Conseil scientifique d'ATTAC. Il a publié notamment : *Le grand bluff capitaliste*, éd. La Dispute, 2001 ; *Avenue du plein emploi*, ATTAC-Mille et une nuits, 2001 (avec Thomas Coutrot) ; *Six milliards sur la planète : sommes nous de trop ?*, éd. textuel, 2000 ; *Les ajustements de l'emploi*, éd. Page2, 1998 ; et a collaboré à l'ouvrage collectif de la Fondation Copernic. *Les retraites au péril du libéralisme*, éd. Syllepse 2002.

1. Pour en savoir plus : portail « *Vive la repart !* » <<http://reparti.free.fr>>, notamment les articles d'Antoine Math et de Catherine Sauviat.